

# la Révolution prolétarienne

REVUE SYNDICALISTE RÉVOLUTIONNAIRE

---

---

*Dans ce numéro :*

## **Le Congrès des intellectuels pour la guerre**

*par* PIERRE QUIROULE

---

Dans l'Internationale

La F.S.M. et les Américains, *par* A. ROSMER  
Lettres d'Italie

---

*“ Mon village ”* *par* A.-V. JACQUET

# LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE

Revue syndicaliste révolutionnaire  
(mensuelle)

## CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE, ALGERIE, COLONIES

Six mois .....	170 fr.
Un an .....	300 fr.

### EXTERIEUR

Six mois .....	200 fr.
Un an .....	380 fr.

### ADRESSER LA CORRESPONDANCE

concernant la Rédaction à R. Hagnauer,  
et l'Administration à J.-P. Finidori, à la

#### Révolution prolétarienne,

14, rue de Tracy — PARIS (II<sup>e</sup>)

Téléphone : Central 17-08

### PERMANENCE

Tous les soirs, de 17 à 19 heures

le samedi, de 16 à 19 heures

### UTILISER POUR LES ENVOIS DE FONDS

notre compte chèques postaux :

Révolution prolétarienne 734-92 Paris

## Sommaire du N° 18 - Septembre 1948

Le Congrès des Intellectuels pour la guerre	Pierre QUIROULE
Mon Village .....	A.-V. JACQUET
Vacances françaises au Palatinat .....	C. CORDIER
La littérature russe .....	P. BRUPBACHER
Racisme juif et humanisme musulman .....	J. PERA

**Carnet du Sauvage.** — Crétinisme parlementaire. — Après Tito, Gomulka. — Le congrès d'octobre de la C.G.T. — Le manifeste des Autonomes. (P. MONATTE)

**Notes économiques.** — Réussir ou disparaître. — Paysannerie et aviation. — Pourquoi l'Amérique ne se presse pas. — Le drame tchèque et la porte morave. — Enfin ! — La réapparition du danger gaulliste. (R. LOUZON)

**Dans l'Internationale.** — La F.S.M. et les Américains. (A. ROSMER) — Lettre d'Italie. — La grève du « Pravo lidu » — La F.S.M. morte en sursis. — La réponse du Guépou.

**Carnet du civilisé.** — Les préfets sont aussi des bonzes. — Conseil économique et autres joyeusetés. — Une gauche à F.O. — Les causes d'un départ manqué. — L'occasion manquée. (R. LAPEYRE)

**Renaissance du syndicalisme.** — Le manifeste des Autonomes. — Résistance et syndicalisme. (VIDALENCHÉ) — Adhésion (G. SIMOND)

**Parmi nos lettres.** — Chez les mineurs du Pas-de-Calais.

**Livres, revues, journaux.** — La tragédie de 48 de H. Guillemin. (P. MONATTE) — L'Ère de l'Impérialisme de R. Louzon (R. H.) — La Grande Conspiration contre l'U.R.S.S. (A. R.)

**Faits et documents.** — Les faits du mois. — Une déclaration des travailleurs nord-africains. — 400 travailleurs vietnamiens arrêtés en France. — L'alliance franco-allemande, condition de survie de l'Europe. — Les dollars à la mer.

Adrienne Montégudet.

Entre nous.

# LA LIGUE SYNDICALISTE

La Ligue syndicaliste se propose :

1° De travailler à la renaissance du syndicalisme révolutionnaire, en faisant prédominer dans les syndicats l'esprit de classe sur l'esprit de tendance, de secte ou de parti, afin de réaliser le maximum d'action contre le patronat et contre l'Etat ;

2° De défendre l'indépendance du syndicalisme à l'égard du gouvernement comme à l'égard des partis. La charte d'Amiens vaut en 1948 comme en 1906. La théorie de la direction unique du parti et des syndicats, c'est-à-dire du rôle dirigeant du parti, conduit la C. G. T. à la division et à l'impuissance. La politique de la présence, sans mandat ni garanties, rend la C. G. T. dépendante du gouvernement ;

3° De rappeler que l'unité syndicale implique une maison confédérale habitable pour tous les syndiqués, la démocratie syndicale étant respectée du haut en bas de la C.G.T., les fonctionnaires syndicaux ne se considérant pas comme une bureaucratie omnipotente et ne regardant pas les syndiqués comme de simples contribuables ;

4° De participer à l'œuvre d'éducation syndicale en procédant à l'examen des problèmes pratiques

et théoriques posés devant le mouvement ouvrier, en préconisant la formation de Cercles d'études syndicalistes ; en démontrant, dans la pratique journalière, qu'étudier et bien se battre ne s'excluent pas, au contraire ;

5° De lutter contre le chauvinisme qui déferle jusque dans la C.G.T. et la Fédération syndicale mondiale. La place des travailleurs n'est ni derrière l'impérialisme américain ni derrière l'impérialisme russe. Elle est derrière une Internationale syndicale ne confondant son rôle ni avec le Bureau international du Travail ni avec l'Organisation des Nations Unies. Une Internationale qui appelle avec plus de force qu'il y a cent ans les prolétaires de tous les pays à s'unir. Chaque effort donné à une institution gouvernementale est un effort volé à la C.G.T. et à l'Internationale ;

6° De rappeler sans relâche que le syndicalisme ne peut s'édifier avec puissance que sur les triples fondations de l'indépendance, de la lutte de classes et de l'internationalisme ;

7° De maintenir vivant le précepte de la Première Internationale : l'émancipation des travailleurs ne sera l'œuvre que des travailleurs eux-mêmes.

## Le Congrès des intellectuels pour la guerre béni par Zaslavski la Canaille

(Lénine dixit)

Depuis les temps anciens de ma jeunesse, je voulais voir Breslau. J'ai tant fredonné autrefois la vieille chanson du soldat condamné à mort pour avoir, à cause de sa belle, tué en duel son capitaine ! Surtout le couplet des adieux :

*Soldats de mon pays,  
Vous direz à ma mère :  
Que je suis à Breslau,  
Pris par les Polonais,  
Qu'elle me reverra jamais.*

Breslau a beau s'appeler maintenant Wroclaw, je voulais le voir. Je l'ai vu. A la faveur de ce prétendu congrès mondial des intellectuels pour la paix.

Comment ai-je fait pour y aller, pour y être admis ? Ça, c'est mon affaire. Bien sûr, je m'étais donné un sacré coup de brosse et mis sur mon trente et un. Il le fallait pour être reçu parmi tant de gens chics. Si Marx revenait, lui qui avait répudié le mot socialiste et adopté communiste à sa place parce que le socialisme paraît alors dans les salons, il en ouvrirait des yeux ! C'est le communisme qui roule en Chevrolet et parade aujourd'hui. Un congrès communiste, un congrès d'intellectuels communistes et communistes, quel beau salon ! Il n'y avait guère que Ilya Ehrenbourg et moi à avoir un peu l'air bohème. Et encore moi, je me donnais tant de mal pour le paraître le moins possible !

Certainement, l'idée était merveilleuse de choisir Breslau et la Pologne pour tenir un congrès pour la paix. Pierre Hervé a eu tout à fait raison d'appeler cette ville un désert de briques rouges. La dernière guerre a laissé combien de tels déserts ? De tels déserts de briques trois ou quatre ans après. Un tel décor devrait faire réfléchir sur les beautés de la guerre.

Outre le désir de voir Breslau — Wroclaw, Breslau, puisque c'est la même chose, qu'on excuse mon conservatisme linguistique — oui, en plus du désir de voir enfin Breslau, je m'étais mis en tête de profiter de cette expédition pour chercher réponse — et si possible apaisement — à quelques questions qui me torturent l'esprit. Ce drame de l'insurrection de Varsovie s'est-il passé comme tant de gens l'ont dit ? Vraiment, après l'avoir appelée à se soulever contre l'occupant hitlérien, Staline a-t-il laissé écraser dans le sang la Résistance polonaise, en retenant pendant des semaines l'armée rouge à quelques kilomètres de Varsovie ? J'ai confiance en Zaremba, ce qu'il a raconté dans sa brochure a l'air sérieux ; tout de même ce drame néronien me dépasse. Moi, je ne suis pas ce qu'on appelle un résistant ; pendant la guerre, je n'ai été ni Ja, ni Yes, ni Da ; ni Oui non plus ; pas nationaliste allemand, pas

nationaliste anglo-saxon ; pas nationaliste russe ; pas nationaliste français non plus ; j'étais, je suis, je reste bêtement un prolétaire internationaliste né en France et y vivant. Mais un drame comme celui de l'insurrection de Varsovie m'a flanqué un coup dans l'estomac ; il revient dans mes rêves. Je pense que les résistants français ressentent plus fort que moi encore ce tourment, par solidarité fraternelle, avec les résistants polonais. Aussi, j'en ai parlé à Vercors pendant le congrès. Il n'a pas eu l'air de comprendre ce que je lui disais.

Et la Pologne ? C'est pour sauvegarder son indépendance que la dernière guerre a éclaté. On devait donc la rétablir dans ses frontières, puisque l'opération tentée par Hitler avait finalement échoué. Cela aussi me tourmente. Que Churchill, au nom de la vieille Angleterre traditionnelle, que Roosevelt, au nom des Etats-Unis de Wall Street, s'en soient lavé les mains, ça ne m'étonne pas tellement après tout. Les gouvernants sont des gouvernants. On sait ce que ça vaut. Mais ce que je ne comprends pas, mais pas du tout, c'est que la Russie, la Russie dite des Soviets, se soit avancée jusqu'à Königsberg et qu'elle ait installé la Pologne à Breslau, qu'elle ait repoussé les frontières polonaises jusqu'à l'Oder et à la Neisse. Les bolchéviks de 1915 avaient dit solennellement à Zimmerwald : Paix sans annexions ni sanctions. Les bolchéviks de 1945 ont-ils pu faire absolument le contraire ? Dans l'histoire, il n'y a guère de retournement aussi profond et aussi éclatant. Je pensais que tous ces communistes, pèlerins de l'humanisme, pèlerins de la Révolution, venaient de tous les coins du globe faire oraison sur ce thème poignant : la Russie, pays du socialisme, a-t-elle pu dépecer l'Allemagne, s'en attribuer pour elle et la Pologne qu'elle a vasalisée, un vaste morceau ?

A ma grande surprise, je n'ai entendu personne parler de cela. Quand j'ai tiré quelque personnalité par la manche et lui ai fait part de mes préoccupations, je l'ai sentie presque se hérisser. J'ai essayé auprès de littérateurs connus. Ils sont si légers d'esprit, que je me suis dit que je les embétais. Alors je me suis attaqué au professeur Wallon. Il a l'air sérieux et puis dans le temps il a eu des idées. Ça été pire. Il a failli m'écraser sous son regard.

Moi, entre nous, je dois avouer que sur la Pologne je ne suis pas loin d'adopter le point de vue de Proudhon : Elle n'a jamais pu constituer une nation stable ; jamais elle ne le pourra. Mais enfin pour ceux qui parlent toujours d'indépendance nationale, du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, la Pologne devrait être un nouveau Christ mis en croix. Eh bien ! non, de tous ces gens réunis là, qui professent ces idées et qui, en même temps, font profession de penser, pas un, ni à la tribune ni dans les

couloirs, n'en a soufflé mot. Bien mieux, tous se sont extasiés sur les belles couleurs de cette Pologne tailladée de partout.

\*\*\*

Je me suis encore laissé aller à mes bavardages. Ce n'est pourtant pas ce que vous m'avez demandé. Vous voulez savoir ce qui s'est passé à ce congrès. Je vais être obligé maintenant de vous le dire en courant. Mais que je vous dise tout de suite que ce congrès pour la paix m'est apparu immédiatement comme un congrès pour la guerre. Pas de doute. Ça sautait aux yeux. Pourtant une douzaine de gens seulement l'ont vu au bout de la première journée, une autre douzaine au bout de la seconde; peut-être encore une troisième douzaine en fin de la troisième journée qui clôturait ce congrès. Mais ça ne fait jamais que trois douzaines sur cinq cents délégués. Evidemment, les gens ont la comprenote lente; il y en aura peut-être quelques douzaines encore à comprendre après coup. Espérons-le.

Le congrès a duré trois jours. Le plat de résistance chaque jour a été un discours russe. Le mercredi 25 août, Fadaïev. Le jeudi 26, Ilya Ehrenbourg. Le vendredi 27, Zaslavski. Lequel a été le plus beau? Ils ont été différents, mais chacun mérite la palme. Trois morceaux bien orchestrés.

Voyons la journée de Fadaïev. Je ne vais pas vous parler du discours de M. Maurice Bedel, avec son « soleil de la foi, de la vie et de la certitude qui éclaire la Pologne nouvelle ». Notre Société des gens de lettres, en déléguant son président, avait évidemment envoyé son meilleur représentant de commerce. A-t-il réussi ou raté son affaire? Ce n'était pas mon souci. Je ne vous parlerai pas davantage du rapport de Marcel Prenant. Autour de moi, on bavardait beaucoup; je l'ai mal entendu. Depuis, j'en ai lu des morceaux dans **Action**. J'ai excusé les bavards.

Quelqu'un qui n'a pas été assommant, c'est Alexandre Fadaïev, le romancier russe, membre du comité central du parti communiste, président de l'Association des écrivains russes. L'impression qu'il fait? Une sorte d'adjudant de Jdanov. Au physique comme au moral. Un adjudant en plein service. Il faut reconnaître qu'il a rempli énergiquement sa mission.

Nous disions autrefois que chacun devait balayer devant sa porte, c'est-à-dire dans son pays, et qu'ainsi le monde entier serait propre. Ce n'est plus la règle aujourd'hui. Tout le monde veut balayer devant la porte du voisin.

Fadaïev en a mis un bon coup, mais devant la porte de l'Amérique. D'après lui, Truman a remplacé Hitler; les Etats-Unis, l'Allemagne. L'impérialisme américain, avec ses filiales à Londres, Paris, Rome, Bruxelles et Rio de Janeiro, cherche à dominer le monde. Il veut établir une puissance similaire à celle de Hitler. Il agite sa trique sur la terre entière. En Amérique, tous les hommes de progrès ont été épurés. Des écrivains, des artistes, des cinéastes sont emprisonnés. D'autres expulsés. Dans le nombre, l'Autrichien Hans Eisler. Quant à la culture américaine, elle dégage une odeur de puanteur et de corruption. Livres, revues et films, autant de cochonneries émettant des gaz toxiques contre les démocraties populaires qui, elles, jouissent heureusement de la vraie culture et de la vraie liberté. Maintenant deux camps sont formés dans le monde. Leur ligne de démarcation n'est pas géographique; elle passe dans

chaque ville et dans chaque village. Quant à ceux des intellectuels de tout bord qui sont d'un avis différent, Fadaïev leur règle leur compte avec vigueur :

*« Si des hyènes savaient taper à la machine, si des chacals pouvaient tenir un stylo, ils écriraient comme Elliott et Malraux. La littérature impérialiste et réactionnaire tend à rabaisser l'homme et Sartre le fait marcher à quatre pattes. »*

J'ai failli applaudir avec mes voisins. Malraux ne l'a pas volé. Et puis j'aime ce langage énergique. Nous sommes trop polis, trop nuancés, trop maniérés. Voilà un beau modèle de langage. C'est dommage seulement qu'il nous vienne d'un bougre qui joue les adjudants mais aussi les larbins. Les adjudants à Breslau, les larbins en Russie. C'est bien lui, n'est-ce pas, qui se déculotta pour recevoir une magistrature fessée en décembre dernier? Il y a deux ans, il écrivit un roman sur la « grande guerre patriotique » intitulé « Jeune Garde ». On en vendit 1.160.000 exemplaires et l'auteur reçut, en outre des droits, un prix Staline de 100.000 roubles. Jusque-là tout allait donc à merveille. Mais le 6 décembre dernier, la « Pravda » critiquait le roman comme « historiquement faux » pour deux raisons : 1° il montrait une population fuyant en panique devant l'avance allemande, tandis qu'il s'agissait d'« un repli stratégique conforme au plan »; 2° il affirmait que les communistes apprenaient beaucoup des komсомols tandis que la vérité est toute contraire : les communistes étant plus âgés avaient eu de plus grandes possibilités de profiter de l'enseignement du camarade Staline. Cette critique avait à peine paru que Fadaïev faisait une confession complète : « Je suis tout à fait d'accord avec cette critique, écrivait-il; non par pure forme mais parce que j'en comprends vraiment le sens. » Il ajoutait qu'il allait récrire le livre « avec amour et application », de façon qu'il donne entière satisfaction « aux justes exigences du parti et du peuple soviétique ».

\*\*\*

La journée du jeudi 26 a été un peu plus mouvementée. Le discours d'Ehrenbourg a été précédé par une déclaration du président de séance, M. Julian Huxley, le propre secrétaire général de l'U.N.E.S.C.O., et suivie par des protestations venant de M. Rogge, ancien attorney général adjoint des Etats-Unis, et de M. Taylor, professeur d'histoire moderne à Oxford.

Malgré son nez pointu, Julian Huxley doit manquer de flair. Ignorant de tout ce qui n'est pas sa boutique, a-t-il vu là un moyen de ramener les Russes à l'U.N.E.S.C.O.? « Nous organisons les échanges intellectuels internationaux; nous avons besoin de la paix. Vous aussi. Entendons-nous. » C'est ce que sa présence signifiait. En quoi il s'est trompé. D'où sa déclaration au congrès :

*« On ne gagnera rien à des attaques lancées par l'un des partis contre l'autre. Ce genre d'activité ne conduit pas à la paix mais à la guerre. Nous n'avons pas besoin de manifestes ou de déclarations politiques. Il nous faut quelque chose de constructif. »*

Il a renouvelé depuis cette déclaration. Donnons-la puisque les quotidiens n'ont pas cru devoir la publier :

J'avais pensé que le Congrès Mondial des Intellectuels de Wrocław se consacrerait, sur un plan non-gouvernemental, comme le fait l'Unesco, sur un plan intergouvernemental, à une œuvre de coopération internationale et de paix, dans le domaine de l'éducation, la science et la culture. C'est dans cet esprit

que j'ai accepté l'invitation flatteuse qui m'était faite d'être l'un des cinq présidents de ce Congrès, après avoir reçu de M. Borejca, secrétaire général et organisateur du Congrès, l'assurance que celui-ci aurait un caractère exclusivement culturel. Ce ne fut malheureusement pas le cas.

Le Congrès, dès le début, a pris une tournure politique. Il n'y a pas eu de véritables discussions. La plupart des orateurs présentèrent des analyses strictement marxistes des grands mouvements contemporains ou de violentes polémiques sur la politique et la culture américaine ou occidentale.

Des questions d'ordre purement économique ou politico-économique, telles que le plan Marshall, l'Union occidentale et la politique coloniale furent fréquemment évoquées. On ne fit aucune allusion significative aux Nations Unies ou à la possibilité d'établir une coopération culturelle, scientifique ou technique grâce à des institutions spécialisées des Nations Unies, comme l'Unesco, la F.A.O. et la O.M.S.

Je n'ai pas signé la résolution finale soumise au Congrès. Elle ne fait aucune mention de divers facteurs importants ou mobiles qui engendrent les guerres ; elle rejette presque exclusivement la responsabilité de l'état actuel de tension internationale sur « une poignée d'hommes guidés par l'intérêt qui, en Europe et en Amérique, ont hérité de l'idéologie fasciste, raciste et antiprogressiste et qui ont adopté les méthodes fascistes, en cherchant dans la force armée la solution de tous les problèmes ». Cette résolution, sur ce point comme sur d'autres, m'apparaît tendancieuse et malheureuse. Ce rassemblement de savants, d'écrivains et d'artistes, de nombreuses nationalités différentes pouvait permettre de réconcilier, ce qu'en gros nous pouvons appeler les points de vue occidental et oriental. Je ne puis que regretter que cette chance n'ait pas été saisie.

Aussitôt après la première déclaration de Julian Huxley, Ehrenbourg allait lui démontrer que Fadaïev n'avait pas outrepassé la consigne. Vous avez sans doute lu dans les **Lettres françaises** son discours. Malheureusement elles ont coupé le meilleur. Elles se contentent de dire : « Ehrenbourg se livre alors à une vigoureuse critique de la « culture atlantique », de la « culture européenne », de la « culture occidentale ». Les lecteurs des **Lettres françaises** auraient-ils pu être choqués ?

*A quoi sert, dit Ehrenbourg, de parler de la défense de la civilisation aussi longtemps qu'il existera des Franco, des nazis et des commissions d'enquête sur les activités non américaines ? Si la civilisation européenne est menacée, elle l'est par l'impérialisme américain.*

*« La culture bourgeoise ? En 1948, il est inutile d'en parler. Elle n'existe plus. Il ne reste que la barbarie bourgeoise. »*

Ehrenbourg aurait été mieux entendu s'il avait commencé ou fini son énumération en parlant des pays où l'on tranche les désaccords politiques par le revolver dans la nuque, par le poison ou le piolet dans le crâne. Il aurait pu évoquer aussi les camps de concentration où triment et crèvent des millions de Russes. Mais l'on sait qu'Ehrenbourg n'est pas un sentimental édenté. C'est lui, on le sait, qui disait pendant la guerre qu'il ne connaissait de bons Allemands que ceux qui étaient morts. Au diable les illusions :

*« Les Etats-Unis d'Europe, dont on a tant parlé, ne sont pas une réunion de peuples, c'est le syndicat professionnel des larbins, des intendants, des laquais, c'est la solidarité incétable de la valétaille. »*

Ehrenbourg s'entend comme pas un à pousser son boniment de camelot. Il a pas mal roulé sa bosse. Où est le temps où il signalait la déclaration des Ecrivains prolétariens français rebelles au stalinisme ? Où est le temps de son séjour à Berlin (1921-1922) ? Il s'était éloigné du mouvement révolutionnaire et il écrivait des

poèmes imprégnés d'esprit religieux (**Vers pour la Madone, Prière pour la Russie**). Il vécut à Paris jusqu'à l'effondrement de la France. En juin 1940, il partit pour la Russie. Juif, il craignait d'être fusillé par les nazis. Les hommes du Kremlin ne l'ignoraient pas et il fut traité là-bas très froidement jusqu'au jour où Hitler envahit le pays. Ehrenbourg devint alors d'un coup le plus célèbre des reporters russes. C'est un journaliste brillant mais à cause de son passé ils n'ont en lui qu'une confiance relative ; il n'est même pas membre du conseil de l'Union des écrivains. De là son besoin de fournir des gages tant et plus. Mais ce n'est pas ainsi qu'on renouvellera la culture. Ni qu'on se fera l'interprète sincère du peuple russe réel.

Parmi les délégués anglais et américains, le discours d'Ehrenbourg après celui de Fadaïev devait forcément soulever autant de colère que d'étonnement.

L'Américain, John Rogge, ancien substitut de l'avocat général, s'éleva contre l'autoritarisme sous toutes ses formes, même le russe.

*« Je suis venu ici, ajouta-t-il, pour apprendre ce qui pouvait être fait pour préserver la paix. Il n'existe pas de panacée pour guérir les maux du monde, mais la plupart d'entre eux peuvent être soignés par la compréhension et la coopération. La solution pour chaque nation devra être conforme à son mode de culture. »*

Du côté anglais, M. Taylor, professeur d'histoire à Oxford, fut plus catégorique encore. Il porta sur ce congrès d'intellectuels pour la paix le jugement qui s'impose :

*« Ce congrès n'aidera certainement pas au rapprochement des peuples. C'est un congrès où l'on a prêché la haine, un congrès pour la guerre et non pour la paix. »*

*« Pour ma part, je refuse de marcher sous le drapeau de la malhonnêteté. Je veux voir les peuples libres de toute forme d'oppression — sans police secrète. »*

\*\*

Le lendemain, Zaslavski devait répondre à ces protestations américaines et anglaises. Chose curieuse, en dehors des correspondances de Pierre Hervé dans **l'Humanité**, aucun des hebdomadaires stalinien qui ont parlé abondamment du congrès n'a parlé de lui. L'éditorialiste de la **Pravda** a pourtant été à la hauteur de sa tâche. Se serait-on aperçu après coup que l'homme ne valait rien pour l'exportation ? Il reste par le monde des exilés russes qui n'ont pas oublié Zaslavski.

Quand Lénine rentra en Russie en 1917, Zaslavski l'accusa d'être un agent allemand et affirma avoir en sa possession des documents prouvant que Lénine avait été envoyé en Russie par l'état-major allemand. Les bolchéviks mirent Zaslavski au défi de publier ses documents, mais il ne les publia jamais. Lénine le cingla alors en l'appelant « Zaslavski la Canaille », et la presse soviétique ne le désigna plus qu'ainsi durant les années suivantes.

Zaslavski a changé et Staline en a même fait le rédacteur principal de la « Pravda ».

N'empêche, pour répondre à Julian Huxley, à Taylor, à Rogge, c'est à Zaslavski la Canaille qu'on a eu recours.

Pour le fameux manifeste sorti du congrès, dont je vous fais grâce car il ne tranche pas sur les boniments stalinien habituels, c'est Zaslavski la Canaille encore qui a été appelé à donner sa bénédiction.

Et ç'a été très bien ainsi.

Mes impressions de retour ?

Ce congrès de Ereslau reprend la tradition d'Amsterdam-Pleyel. Il s'agissait alors de mobiliser les intellectuels de gauche de tous les pays contre Hitler et l'Allemagne. Les Russes mettaient en avant des hommes comme Barbusse, Romain Rolland et même Malraux. Aujourd'hui, où les uns sont morts et d'autres les ont quittés, ils sont obligés d'opérer eux-mêmes, avec leurs Fadaïev, Ehrenbourg et Zaslavski la Canaille. Alors ils avaient raison en apparence. Je dis en apparence puisqu'en même temps ils préparaient le pacte germano-russe. Aujourd'hui, sous le couvert de la lutte pour la paix ils préparent les esprits à la guerre contre l'Amérique. Au sortir de la dernière guerre les peuples espéraient cinquante ans de paix. Les dirigeants russes ont raisonné autrement. Au lieu de démobiliser, ils ont fait avancer leurs troupes dans toutes les directions et occupé, même annexé, dix petits Etats. Si bien que dès 1945, le désaccord fondamental contre les grands alliés était éclatant. Les Américains alors sont passés de la confiance naïve à l'hostilité. C'était naturel. Ils ont répondu aux préparatifs de guerre de la Russie par leurs propres préparatifs. La Russie prend alors le monde entier à témoin des actes américains. Mais le monde entier sait parfaitement qui a commencé et qui est responsable de la situation tragique présente. Tout le monde, sauf ceux qui veulent se laisser abuser. Même s'ils s'appellent Joliot-Curie ou Wallon.

Le gratin universitaire qui avait accepté de faire partie du Comité d'organisation de la section française n'a finalement pas osé aller à Breslau. Si jobard qu'il soit a-t-il fini par comprendre qu'on se jouait de lui ? Les Duhamel et les Le Corbusier ne se sont pas dérangés non plus.

La délégation française a été unanime à voter le manifeste poudre aux yeux. Même moi ? Vous n'y pensez pas. J'étais délégué sans l'être. Promeneur, et badaud, surtout. Mais les véritables délégués — délégués par qui ? — comment n'auraient-ils pas été unanimes ? Il y avait les staliniens bon teint, les sympathisants, plus acharnés que les premiers, et enfin la collection des autres, les jobards et les malins, les « ceux » qui comprennent « pouic », genre Benda, insecte à grignoter les bouquins, qui ne comprendra quelque chose que dans cent ans lorsqu'il aura fini de dévorer les bouquins à venir qui parleront du sujet. Et encore !

Un bougre que j'ai retrouvé là-bas, à la belle place et plastronnant, le secrétaire général de Congrès en personne, Georges Borejca, m'a dit : « Alors pas de phénomènes partisans du gouvernement mondial en France ? Pas de « chiots » d'Emery Rèves ? — Non, pas à ma connaissance. Mais qu'est-ce que tu as contre eux ? Ce sont de bons types bien qu'ils pensent à mettre le toit avant de monter les murs. — De beaux couillons, oui. Et qui nous mettent des bâtons dans les roues en plein congrès. Une bonne troisième guerre leur ouvrira les yeux.

Georges Borejca est un gars dessalé ; ex-anarchiste, puis ex-sympathisant trotskyste ; aujourd'hui l'éditeur des journaux pro-communistes de Pologne, et à ce titre secrétaire général du Congrès des intellectuels pour la paix. Quand je l'ai connu à Paris il s'appelait tout bonnement Nioma Goldberg. Mais un nom juif, c'est très mal porté en Pologne.

Nioma m'a dit encore : « Tu as vu cette bêtise de Fadaïev ? Il aurait pu éviter de parler ici de Hans Eister. »

En effet, c'était la gaffe, Hans Eister est un agent du Guépéou qui a été banni des Etats-Unis et qui crie maintenant à la tyrannie. C'est le frère de Ruth Fischer, mais un salaud de la belle espèce. Responsable du meurtre de quantité d'antifascistes en Espagne. Il a trépané dans l'assassinat de Trotsky. Et préparé la liquidation physique de l'assassin de Trotsky. Un gâlonné parmi les tueurs du Guépéou. Fadaïev aurait pu ne pas parler de lui en effet.

N'ayons pas trop honte de notre pacifisme. Les mêmes qui exploitent au dehors les sentiments pacifistes en proclament chez eux le ridicule et la lâcheté. Nous associons la Paix et la Révolution. Nous ne nous résignons pas à faire bon marché de la vie humaine. Si nous sommes révolutionnaires, c'est parce que nous voulons que la classe ouvrière cesse d'être un troupeau corvéable et saignable à merci, parce que nous voulons l'élever de sa vie végétative à la vie humaine. Ne croyons pas démodé le vieux moyen préconisé par le syndicalisme révolutionnaire pour lutter contre la guerre : grève générale en travers de la mobilisation. Ce moyen exige que des deux côtés les ouvriers soient prêts également à y recourir. Qu'ils aient une confiance absolue dans l'engagement de leurs frères de classe d'en face. Si les syndicats russes étaient capables de dire fermement et franchement qu'ils sont prêts à tout, même à la grève générale, pour empêcher la guerre tentée par leurs gouvernants, je suis bien tranquille, si réformistes qu'ils soient, les syndicats de l'A.F.L. et ceux du C.I.O., ne resteraient pas en arrière. Et la paix serait assurée.

Pour cela il faut d'abord des syndicats russes qui soient des syndicats ; une Internationale syndicale qui soit une Internationale, qu'elle ait une autre attitude que celle que Saillant fait suivre à la F.S.M. C'est à l'Internationale syndicale de parler un tel langage aux syndicats et aux ouvriers russes. C'est aux syndiqués d'obliger leurs C.G.T. à exiger pareille attitude de la F.S.M.

On a dit souvent à Breslau que ce congrès n'était pas une fin, mais un commencement. Espérons-le. Et voilà du travail tout taillé pour ceux de nos intellectuels qui se demandent ce qu'ils pourraient faire. Répliquer à Breslau, contrebattre ce que les intellectuels portant l'uniforme de Jdanov sont en train de faire.

Qu'ils cessent donc d'hésiter et balancer. Ils voient tout de même la différence qu'il y a entre l'Amérique et la Russie. Toutes les choses, vraies sans doute, qu'on dit sur l'Amérique, les écrivains américains sont les premiers à les dire. Ils peuvent les dire. Tandis que les mêmes choses, ou d'autres non moins importantes, et aussi vraies sans doute sur la Russie, les écrivains russes ne peuvent pas les dire. Toute la différence est là. Le capitalisme américain, si puissant et si terrible qu'il soit, n'a pu arriver à supprimer la liberté. Le totalitarisme russe, plus puissant et plus terrible, a réussi lui, à supprimer la liberté en Russie, et derrière tout le rideau e fer, en attendant de la supprimer dans le reste du monde si nous le laissons faire.

Les signataires de la déclaration Europe-America devaient bien prendre l'initiative du véritable mouvement des intellectuels pour la paix, mouvement opposé aussi bien à l'impérialisme américain qu'à l'impérialisme russe.

Quant à nous, travailleurs d'ici et de partout, qu'attendons-nous pour obliger l'Internationale syndicale à être internationaliste ?

**PIERRE QUIROULE.**

# Le Carnet du Sauvage

## Crétinisme parlementaire

Le régime est dans un beau pétrin. Certes, les socialistes en renversant le cabinet Schuman le 19 juillet dernier montraient que le ménage M.R.P.-S.F.I.O. n'était plus très solide. Mais ils pensaient plus à leurs difficultés de ménage qu'à la situation internationale. Le 17, donc deux jours avant, les Russes, avaient procédé à des manœuvres d'aviation dans les couloirs aériens de Berlin. Si quelque avion américain avait été descendu, c'était la troisième guerre mondiale déclenchée. De cela les ministres et parlementaires socialistes ne semblent pas s'être préoccupés beaucoup.

Je ne veux pas dire que les autres partis voient plus loin. A l'exception, peut-être des stalinien, qui voient plus loin dans la mesure où les consignes de Moscou les y obligent. Pour eux aussi impossibilité de voir au delà de ces consignes, de chercher à les comprendre, et d'en prendre et d'en laisser. D'ailleurs la stupidité des socialistes et la bêtise congénitale de nos bourgeois leur facilitent la besogne.

Rien ne symbolise mieux cette bêtise que l'attitude récente du dernier grand homme de notre bourgeoisie, M. Paul Reynaud. On a beaucoup dit que le cabinet Marie était tombé du fait des socialistes. Vous ne croyez pas qu'il est tombé plutôt par la faute de ses propres amis, les paysans ? Les premiers qui se sont payé sa tête et pendant tout le mois qu'il a duré, ce sont ceux qui ont poussé le prix de la viande, du vin, du pain, du lait, des légumes. Bien sûr, M. Marie avait obtenu le concours de M. Philippe Lamour, le secrétaire de la C.G.A. Mais M. Lamour c'est une chose — et même pas grand-chose — et les paysans en sont une autre.

Les gouvernements depuis des mois escomptaient la baisse normale d'être pour tous les produits agricoles ; ils ne croyaient pas s'aventurer en promettant à la classe ouvrière et aux Centrales syndicales une baisse appréciable du prix de la vie. Ils comptaient sur le soleil, la pluie, la saison. Tout ça est bien venu. Il y a du bétail sur pied plus qu'à aucune époque, du lait donc et de la viande ; il y a du vin à ne pas savoir où le loger paraît-il. N'empêche, au lieu de la baisse escomptée nous subissons une hausse régulière et sans fin. M. Reynaud n'a rien vu de tout cela ; le grand homme ne savait pas que les gouvernements précédents s'étaient essouffés à dire aux syndicats : patientez un peu, patientez encore jusqu'au printemps, jusqu'à l'été, puis jusqu'à l'automne. Le voilà qui s'amène : « Des promesses ont été faites, des engagements ont été pris, dites-vous. Moi, Reynaud, je ne les connais pas, je ne les reconnais pas. » Alors les paysans s'en sont donné à cœur joie. Mais les ouvriers ont senti la moutarde leur monter au nez. Les premiers à le montrer ont été les chrétiens de la C.F.T.C. avec leur revendication de l'allocation de 3.000 francs.

M. Reynaud est peut-être un grand économiste — il est permis cependant d'en douter — mais il n'est qu'un tranche-montagne dans un monde en papier, dans un salon de belles dames ou dans un parlement qui a trouvé le moyen de battre tous les records de crétinisme des assemblées de la III<sup>e</sup> République. Pour le bien démontrer, si parfois il y avait des gens qui n'avaient pas compris, cette Chambre renverse le dernier cabinet Schuman juste au moment où les événements de Berlin, retournent au vilain.

## Après Tito, Gomulka

Tout paraissait si calme, si uni, si magnolithique dans le Kominform !

Pourtant, peu après la révolte de Tito et de la Yougoslavie, voilà qu'éclate la révolte de Gomulka et de la Pologne. L'on avoue en outre qu'avant l'affaire Tito il y avait déjà eu en Roumanie une affaire Patrascanu. Des rumeurs de crise intérieure courent aussi sur la Tchécoslovaquie, la Hongrie et même la Bulgarie.

La révolte de Pologne aura été vite matée. Gomulka, le secrétaire général du parti, et Klisko, le président du groupe parlementaire, ont capitulé et confessé leurs erreurs. Ils n'avaient pas à leur disposition un appareil policier et militaire capable de supporter le match avec la N.K.V.D. stalinienne. Ils avaient en outre à compter avec l'armée occupante.

Pour la Pologne comme pour la Yougoslavie, c'est le poids que fait peser la Russie, à tous les points de vue, qui constitue la cause essentielle de la crise.

Quelles sont les « erreurs » qu'on a obligé Gomulka à confesser ? Quels sont ses crimes ?

Il aurait « sous-estimé le rôle de l'armée rouge et du parti communiste russe dans la résurrection de la Pologne ». Quelque chose du même ordre figurait dans le réquisitoire contre Tito. Mais Gomulka est évidemment beaucoup plus coupable. Le rôle de l'armée rouge en Pologne est pourtant historique : en 1939, elle est entrée par une frontière peu après que l'armée brune était entrée par l'autre ; plus tard, pendant que l'insurrection se dressait à Varsovie contre Hitler, l'armée rouge laissait écraser les insurgés en stoppant son avance à quelques kilomètres de Varsovie ; un peu plus tard, elle refoulait les Polonais de leurs provinces de l'Est pour les obliger à se transplanter à l'ouest dans les provinces recouvertes sur les colonisateurs allemands. Gomulka oserait-il penser que ce rôle n'est pas brillant ?

Aurait-il en outre l'audace de prétendre que la charge que fait peser aujourd'hui l'armée rouge sur l'économie polonaise, par l'occupation, par les diverses formes de prélèvements, par l'orientation donnée à l'industrie, n'est pas un honneur pour la Pologne ?

On sait que le premier mouvement des gouvernants de Pologne, comme de ceux de la Tchécoslovaquie et de Yougoslavie, avait été de saluer l'annonce du plan Marshall. Ainsi allaient se rétablir des courants commerciaux avec l'Europe occidentale absolument indispensables. En s'y opposant, la Russie a non seulement aggravé l'asphyxie de ces divers pays, elle leur a montré à quel degré de vassalité et de colonisation ils étaient réduits. Au nom du communisme ? Non. Simplement au nom du nationalisme russe, de l'impérialisme slave.

En Pologne aussi, forcément, la résistance paysanne s'est manifestée. Gomulka a été son interprète comme Tito l'a été en Yougoslavie.

Tout cela nous montre qu'il n'est pas de police qui tienne ; ce qui doit arriver finit toujours par arriver. Il n'est pas de chaudière surchauffée qui ne soulève son couvercle. Sinon elle éclate.

La vérité finit en ce moment par éclater, en attendant d'autres éclats, dans les pays du « glacis » soviétique. Elle finira aussi par éclater en Russie même.

Vous n'aurez pas été moins surpris que moi par l'article de « Combat » du 1<sup>er</sup> septembre sur Jdanov. Quel crédit lui accorder ? En tout cas, il convient de consigner cette appréciation ébouriffante :

« La raison d'Etat avait fait officiellement de lui une manière de Fouquier-Tinville et l'animateur ostensible du nouvel extrémisme qui avait trouvé son drapeau dans la proclamation du Kominform. En réalité, A. Jdanov, dès la fin de la guerre, mesurait parfaitement que, pour de longues années encore, le rapport des forces entre l'Ouest et l'Est, ne se fixerait pas à l'avantage de ce dernier. Ses positions personnelles le poussaient à préconiser une politique de souplesse et de développement pacifique que l'outrance et l'enivrement des « durs » du parti transforma vite en crime.

« ...Sur l'ordre du parti, Jdanov lui-même devait faire figure d'inspirateur — et surtout de garant — d'une politique dont il réprouvait le sectarisme et dont il redoutait, avec raison, l'issue. »

Qu'y a-t-il d'exact là-dedans ? Le rédacteur de « Combat » dira sur quels faits il s'est basé. Nous, nous ne pouvons dire que ceci, c'est qu'en Russie, comme ailleurs, ce qui doit arriver finira toujours par arriver. Le régime du grand mensonge s'écroulera fatalement. Souhaitons qu'il s'écroule avant d'avoir déclenché la troisième guerre mondiale.

## Le congrès d'octobre de la C.G.T.

Les dirigeants stalinien de la C.G.T. se mettent en frais pour préparer le prochain congrès de la C.G.T. : brochure de Frachon et Le Léop : « La C.G.T. vous parle ». Conférence de Frachon devant les Conseils syndicaux des Services publics parisiens sur la préparation du congrès, reproduite sur deux grandes pages du « Peuple ». Conférences de cadres — finis les militants, on est des cadres, on est même des professionnels de la propagande — dans toutes les Fédérations. Il faut que du 11 au 15 octobre la C.G.T. en mette plein la vue : aux ouvriers de France d'abord ; au gouvernement aussi, bien sûr ; peut-être surtout aux délégations de tous pays venues à Paris pour la session de l'O.N.U. qui doit s'ouvrir le 21 septembre et durer huit à douze semaines.

Comment résoudra-t-on cette contradiction : ne pas faire passer aux yeux des travailleurs la C.G.T. pour une simple annexe du parti stalinien et cependant la faire passer aux yeux des hommes d'Etat étrangers comme la grande armée de renfort du parti stalinien et les convaincre que la France ouvrière est à la dévotion de l'Hitler du Kremlin, qu'elle est sa formidable cinquième colonne dans ce pays ?

Ce ne sera pas facile. Mais dites-vous bien que rien n'est impossible aux prestidigitateurs qui arrivent à concilier le chauvinisme français et le pacte germano-russe. Comment y arriveront-ils cette fois ? C'est leur affaire. Mais il est sûr qu'ils s'en tireront très bien. Nous tomberons à la renverse une fois de plus devant leur culot. Mais des centaines de milliers, même des millions de badauds, les applaudiront.

Au congrès, ce sera plus spectaculaire, mais déjà ce n'est pas mal. Frachon ne se gêne pas pour dire que les syndicats de la C.G.T. ont le plus grand intérêt à l'avènement d'un gouvernement démocratique, qu'ils se doivent d'organiser d'innombrables arrêts du travail dans tous les départements et dans toutes les industries pour réclamer ce gouvernement. D'où la vague de grèves actuelle. Or le gouvernement dit démocratique c'est quoi exactement ? Rien d'autre que le retour du parti stalinien au gouvernement. Ainsi la C.G.T. fait faire grève pour ramener Thorez à la vice-présidence ou même à la présidence du Conseil. Malgré cela, la C.G.T. se proclame indépendante du parti stalinien ; elle prétend n'en pas être l'annexe et la queue ; les grèves qu'elle déclenche ne sont pas des grèves politiques. Politiques au sens le plus étroit du mot.

Frachon ne se gêne pas davantage pour dire que les syndicats de la C.G.T. doivent lutter pour libérer la France de la tutelle mortelle des impérialistes américains. Jusqu'à présent cette tutelle mortelle s'est particulièrement manifestée par des livraisons de blé qui ont permis aux Français des villes juste-

ment de ne pas mourir de faim. Aux ouvriers stalinisés comme aux ouvriers non stalinisés. Cette tutelle mortelle s'est encore manifestée par des livraisons de charbon. Sans elles comment se serait-on chauffé dans nos logements l'hiver dernier et les précédents hivers ? Ça n'a pas été brillant, bien sûr ; j'en sais quelque chose pour avoir traîné de bronchite en bronchite, de grippe en grippe, d'octobre à avril. Possible que l'Amérique livre beaucoup de poussier. Mais il est certain que le charbon-caillou, le charbon-statistique de nos houillères nationalisées et stalinisées chauffe vraiment mal. Vivement l'antracite anglais d'autrefois !

Il doit être possible d'échapper à la tutelle mortelle des impérialistes américains. D'échapper aussi au chômage qui menace. Frachon nous dit que déjà il gagne de proche en proche. D'importantes industries sont atteintes : le cinéma, la chaussure, le bâtiment, les produits chimiques, le vêtement, l'industrie aéronautique. D'autres sont menacées, l'automobile, la construction électrique. Est-ce la faute de l'Amérique ? Est-ce de sa faute seulement ? N'est-ce pas la faute surtout de nos prétentieux et incapables dirigistes qui se sont installés à la Libération aux leviers de commande de l'économie française ? Parmi ces prétentieux et ces incapables, les amis de Frachon occupent une place en vue. Frachon est-il très fier de ce que son lieutenant Tillon a fait de l'industrie aéronautique ?

Au début d'août, le hasard m'a fait rencontrer dans le métro un vieux copain que je croyais toujours chez Caudron. Il a dû faire partie de la toute première équipe qui travailla dès 1907 avec Caudron. Il appartenait en somme au matériel de la maison. Il n'est plus très jeune, mais encore comme professionnel il peut s'aligner avec les meilleurs mécanos. Son fils aîné aussi qui s'était formé dans la boîte. Peu après la Libération ils ont été renvoyés tous les deux, sous prétexte de compression du personnel. En réalité, m'a-t-il dit, parce qu'ils parlaient trop librement et n'étaient pas membres du parti. D'après lui, l'industrie française de l'aviation est fichue. L'épuration a chassé les meilleurs ingénieurs et les meilleurs ouvriers professionnels. Ils sont partis en Argentine, au Canada, et pas prêts à revenir, attachés qu'ils sont par de bons salaires. Il fallait avoir sa carte du parti et ils ne l'avaient pas et ne voulaient pas l'avoir. Là où il y avait un chef de service, il y en a cinq. Mais aucun pour dire ce qu'il faut dire. Pour lui, ça ne fait pas question, les derniers accidents, ceux du Cormoran, du Laté 631, c'est le fruit du mauvais travail. Il a vu pendant qu'il était encore chez Caudron des moteurs rafistolés pour passer le contrôle. Aucune conscience professionnelle. Pas plus de conscience humaine. Qu'une faute de travail puisse provoquer mort d'homme, on s'en fout.

Personne ne dira ça à la tribune du congrès de la C.G.T. Ce sera bien dommage. En tout cas, je n'ai pas cru devoir garder pour moi ce que m'avait dit ce vieux mécano de chez Caudron.

## Le manifeste des autonomes

Nous publions à la rubrique de la Renaissance du Syndicalisme, le manifeste du Comité de coordination des syndicats autonomes. A défaut de Larcene, à qui revenait évidemment la tâche de le présenter — mais la maladie l'a obligé à se retirer du mouvement pour une période un peu longue ; souhaitons qu'elle soit le moins longue possible — Issert dira le mois prochain ce qu'est ce comité, comment il s'est constitué et ce qu'il envisage de faire. Il est naturel que ceux de nos camarades qui ont adopté la position de l'autonomie puissent s'exprimer dans la R.P. en toute liberté. Il est non moins naturel que nous donnions notre propre point de vue. Nous n'y manquerons pas.

P. MONATTE.

## UN TRAVAIL EN PROFONDEUR

# Mon village<sup>(1)</sup>

### (ses hommes, ses routes, son école)

Le mot n'est pas trop fort : en son genre c'est un *chef-d'œuvre* que j'ai le plaisir de présenter à nos lecteurs.

Pour agir sur le réel, il faut le bien connaître. Or, à l'heure actuelle, la plupart de nos connaissances — en matière sociale surtout — sont des connaissances de propagande. Elles sont incomplètes par tout ce qu'elles passent volontairement sous silence ; elles sont inexactes par ce qu'elles surestiment ou déprécient systématiquement. Notre joie est donc grande quand nous tombons sur un livre de bonne foi où notre défiance disparaît dès les premières pages.

Le livre de M. Roger Thabault traite d'un sujet volontairement limité, dont la base paraîtra sans doute bien étroite aux hommes de génie qui — dût-elle en périr — veulent plier l'humanité à leurs vastes plans. Il plaira tout particulièrement aux fédéralistes sincères, c'est-à-dire aux naïfs comme vous et moi qui voulons que la loi soit inspirée, mise en œuvre et perfectionnée par ceux que ses commandements affectent. Nécessité qui nous semble d'autant plus grande que la France rurale peut se définir : une étonnante diversité.

\*\*\*

M. Thabault a été conduit à nous parler de son village natal par une remarque qu'il avait faite comme haut fonctionnaire de l'enseignement au Maroc. Inspectant les écoles d'indigènes des oasis de l'extrême-Sud marocain, il s'était rendu compte de ce fait que connaissent depuis longtemps les instituteurs de l'Afrique du Nord : au début tout au moins, les petits musulmans boudent l'école faite pour eux, alors que les jeunes israélites la fréquentent avec une impressionnante régularité, tant la volonté de leurs parents est catégorique à cet égard.

Pourquoi un tel contraste ? Parce qu'il y a, selon l'admirable expression de Proudhon, une « intelligence des signes » qui, même rudimentaire, rend les plus grands services dans une économie moderne où les échanges sont nombreux et variés. Par contre, son utilité est beaucoup moins sentie par des ksouriens qui vivent entre eux et ne sortent presque jamais des murailles de leur palmeraie.

Mais alors ne peut-on croire assez valablement que l'école primaire française, à chacune de ses étapes, dépend de l'idée que se font d'elle ceux qui en sont les bénéficiaires ? Ne dépend-elle point aussi des transformations sociales et économiques qui modifient incessamment le milieu dans lequel elle baigne ? A cet égard l'histoire d'une école rurale doit pouvoir fournir à l'éducateur et à l'homme politique des enseignements précieux.

\*\*\*

Mazières-en-Gâtine, dans le département des Deux-Sèvres, est une grosse commune qui se situe à la limite de la Gâtine et de la fertile vallée où, de Saint-Maixent à Niort, serpentent la Sèvre Niorlaise et ses affluents. Les altitudes sont modestes et pourtant, je l'ai observé pour ma part en 1915, le contraste est saisissant entre la plaine et l'espace d'éperon schisteux qui la borde et la domine.

Mazières compte présentement 1.030 habitants dont 350 sont rassemblés au bourg. Les 680 autres sont répartis en 43 hameaux et fermes isolées occupant une surface de 1.800 hectares. L'habitat est donc assez dispersé. L'eau abonde et des haies

épaisses, poussant sur d'énormes talus, attestent un peuplement fort ancien.

En 1716, l'état de l'élection de Niort définit Mazières comme une pauvre paroisse de 90 feux qui a diminué de 25 feux depuis 1686. Il ne s'y récolte que du seigle et de l'avoine.

Les cahiers de 1789 manquent, mais on possède ceux de la commune de Verruyes toute proche. Même en faisant la part d'une exagération destinée à justifier une demande en réduction d'impôts, ils décrivent une situation très sombre. Il y est question « d'une infinité de pauvres honteux mendiants qui fourmillent dans des toits, couchés sur des tas de paille avec un nombre d'enfants qui ne peuvent même pas chercher du pain pour les faire subsister. » Un demi-siècle plus tard, en dépit de légers progrès, nous retrouverons d'autres mendiants vivant dans des conditions analogues.

Située entre Niort, cité républicaine, et Parthenay, petite ville royaliste, la commune de Mazières est épargnée par les guerres de Vendée. Cependant le curé Cavaroc, prêtre assermenté, est assassiné dans son lit par des « brigands » qui pillent le presbytère ainsi que beaucoup d'autres maisons du bourg.

Contrairement à ce que l'on pourrait croire, les levées de conscrits, si fréquentes de 1792 à 1815, ne font pas grand tort à la population de Mazières. C'est qu'elle est frappée de rabougrissement ainsi que l'explique le préfet des Deux-Sèvres dans un de ses rapports :

« Cette contrée, écrit-il, ainsi que toute la Gâtine, présente un nombre prodigieux de jambes ulcérées, de sourds et d'épileptiques. Les ajoncs qui la couvrent piquent les jambes des jeunes gens qui, en été comme en hiver, ne portent au travail que de larges pantalons de toile, sans bas. L'humidité du sol entretient ces plaies et la malveillance les envenime à dessein pour faire réformer le conscrit. »

Au sortir des guerres de la Révolution et de l'Empire, comment le sol est-il exploité ? D'abord, continuant l'ancien régime, par de grands propriétaires possédant plus de 100 hectares, les uns habitant la commune, les autres résidant ailleurs. Ensuite par de moyens et petits propriétaires.

De 1791 à 1852, lentement mais irrésistiblement, le nombre des grands propriétaires va diminuant. Mazières, d'ailleurs, a le bonheur de ne jamais connaître le « fermier général » qui, en Bourbonnais et ailleurs, parle au nom de propriétaires plus ou moins lointains et a la haute main sur de nombreux métayers.

Grande ou moyenne, la propriété forme rarement un bloc. Elle comprend des « borderies » de 4 à 10 hectares.

Qui les exploite ? Des fermiers et des métayers.

Et ici nous tombons sur des particularités qui, en tous lieux, rendent très difficile l'étude précise de la France rurale et des modes de faire-valoir. A Mazières, l'emploi du terme de métairie n'apporte aucune certitude sur la façon dont un domaine est exploité. C'est ainsi que la *métairie* des Bretonnières est *ajournée* 400 livres en 1790. On parle, aujourd'hui encore, de la *ferme* de la Soultière qui est exploitée en métayage. Au vrai, métairies et borderies désignent le même type général d'exploitation par fermage, mais la métairie est plus vaste que la borderie.

Au plus bas degré de l'échelle sociale, on trouvait à Mazières un fort groupe d'indigents qui travaillaient quand on avait besoin de leurs services. En 1855, sur une population de 970 habitants, 159 personnes vivaient de la charité publique chaque fois que la récolte était mauvaise.

(1) *Mon village* (ses hommes, ses routes, son école) par Roger Thabault, 1 volume in-8 de 250 pages avec 2 cartes et index bibliographique, Delagrave éditeur.

C'est que l'agriculture du pays était très pauvre. Le célèbre agronome Jacques Bujault — cultivateur à Chaloix près de Melle — qui avait une bonne plume et s'exprimait par sentences pleines de finesse, que l'on cite encore aujourd'hui, écrivait :

« Dans le Bocage, quelque grande que soit une ferme, elle n'a qu'une charrue. Le genêt, l'ajonc, le chiendent, la rougère, les épines s'emparent des terres que l'on ne cultive pas. De pauvres animaux y crèvent de faim pendant neuf mois de l'année, y vivent et y prospèrent pendant trois. Bœufs, vaches et veaux couchent dehors pendant quatre à six mois; et sans les lous (qui rendent en cela un grand service) ils ne rentreraient pas à l'étable. Avec ce système, on fait des tas de fumier comme le poing. Et pas de fumier, pas de récoltes. »

Vers 1850, les premiers progrès apparaissent. En effet, on défriche; on emploie la chaux, si favorable à la culture du trèfle et de la luzerne; la culture des plantes fourragères se développe; le froment se substitue au seigle (1).

L'habitation laissait fort à désirer : « Beaucoup de maisons n'avaient qu'une pièce et l'on trouvait sur le sol battu une grande table flanquée de deux bancs sans dossiers, un ou deux coffres et, dans le fond, un ou deux lits. « Demeures sombres et insalubres où — écrivait le docteur Pouzet, maire de Mazières — les maladies de poitrine et les formes intermittentes de cette dernière sont dangereuses » surtout dans un pays humide.

Il y avait bien — déjà ! — une loi du 13 avril 1850 sur les logements insalubres. Mais quand une loi lointaine devance par trop l'évolution des mœurs, elle a grand chance de n'être point appliquée. Si le maire de Saint-Pardoux, qui signait major C.-C. Imbert, en retraite (?), parlait des nouvelles écuries d'Augias que constituaient les maisons de sa commune, à Mazières le docteur Pouzet et ses amis, par peur de la dépense, trouvaient que tout allait bien : « La commission s'est donc bornée à donner des conseils pour faire blanchir à la chaux quelques-unes des maisons, engager quelques propriétaires à donner un peu de lumière. Ces conseils ont été suivis et tout est rentré dans l'état. » Pour qui sait ce que parler veut dire, rien n'avait été fait.

Le bourg était peu peuplé. L'industrie y était purement artisanale. L'économie du village était une économie semi-fermée. Comme le Grandet de Balzac, les paysans s'efforçaient de vivre le plus possible de leurs propres ressources. Mais Grandet habite Saumur; même chez lui on respire l'air de Paris; à Mazières les communications étant extrêmement difficiles, « les paysans vivaient dans un monde très limité et très clos, sans pouvoir même imaginer autre chose ».

Les routes, les chemins étaient rares et en mauvais état, vu l'imperméabilité du sous-sol, l'épaisseur et la hauteur des haies les encaissant et interceptant les rayons solaires. Les bourniers abondaient; chars et voitures s'y enlisaient.

Point de vie politique. Les masses étaient insensibles aux grands événements d'une époque passablement tourmentée. Le coup d'état de 1851 passait inaperçu et le paisible docteur Pouzet écrivait au sous-préfet de Parthenay : « Les nouveaux événements ont été reçus de la plus grande partie de la population avec beaucoup d'indifférence. »

Aussi M. Thabault note-t-il avec profondeur :

« Cette impuissance à abstraire et cette impossibilité de penser aux répercussions possibles d'événements lointains, l'extrême difficulté qu'éprouvaient la plupart des paysans ou des artisans à imaginer d'autres pays que le leur, aboutissaient à un enracinement profond de la population dans son petit pays et à une très grande stabilité sociale, même dans la misère. »

(1) Je n'ai trouvé dans le livre de M. Thabault aucune mention relative à la culture du chou fourragère. Cette lacune me semble assez surprenante, car celui qui s'y connaît en agriculture est frappé de l'importance de sa culture dans la région de Saint-Maixent et de Niort. Le chou branchu du Poitou acquiert dans les bonnes terres un développement remarquable et fournit avec le topinambour un excellent fourrage d'hiver très propice à la lactation.

L'école, pourtant, existait depuis vingt ans. Mais son action était très faible pour ne pas dire nulle.

Avec sa prudence coutumière. Marc Bloch a écrit : « Il est malheureusement toujours beaucoup plus aisé pour l'historien de citer un texte de loi que de déterminer jusqu'à quel point, en fait, les prescriptions ont été appliquées : c'est pourtant ce qu'il importerait surtout de savoir. » Sage, très sage réserve.

Les lois Guizot sont de 1832 et c'est seulement en 1835-36 que fonctionne l'école de Mazières — de Mazières, chef-lieu de canton !... Ouverte dans un médiocre local loué par la commune, elle est tenue par un certain Michel que nous retrouvons toujours à Mazières, deux ans plus tard, mais cette fois dirigeant une école privée recevant 16 élèves. Michel est un assez triste sire : le 2 mai 1840, le comité d'arrondissement émet l'avis qu'il soit traduit devant les tribunaux pour cause d'inconduite et d'immoralité.

L'instituteur Thabeau, qui succède à Michel, est un piètre pédagogue. Tel le taleb d'une zaouïa musulmane, « il lisait lui-même une phrase du livre de lecture et il la faisait répéter aux enfants ». On lisait ainsi Simon de Nantua, alors très en faveur, le *Télémaque*, le catéchisme et l'histoire des quatre fils Aymon.

L'enseignement du calcul donnait de meilleurs résultats.

Thabeau enseignait sans flamme et sa mollesse naturelle croissait d'année en année. Cent vingt enfants auraient dû fréquenter l'école; quarante-cinq au plus y venaient au gros de l'hiver.

Pourquoi cet insuccès ? En premier lieu parce qu'il eût fallu un apôtre pour attirer et retenir à l'école plus d'élèves. Or Thabeau manquait de zèle. Ensuite parce que le conseil municipal refusait obstinément d'améliorer la situation de l'instituteur et se souciait peu de l'école. En 1848, le docteur Pouzet, très désireux d'obtenir la création d'un bureau d'enregistrement à Mazières, écrivait à M. de Grandmay, conseiller général : « Tant qu'à une maison d'école, nous en parlerons plus tard, les réparations du presbytère devant absorber en totalité nos faibles ressources. »

Il y avait enfin, il y avait surtout, l'indifférence des parents.

« Ils respectaient le savoir, mais presque comme un luxe presque inutile chez un paysan; ils ne sentaient ni du point de vue de leur dignité, ni du point de vue de l'utilité quotidienne, la nécessité d'apprendre à lire et à écrire. »

★

Cependant en application de la loi Montalivet sur les voies de communication, la région de Mazières se transformait. Seulement, elle ne se transformait que peu à peu car les moyens techniques étaient réduits, d'où la lenteur des travaux.

De plus, la pierre schisteuse du pays avait mauvaise réputation. Néanmoins, en 1855, le réseau des routes était en état de permettre des communications aisées, sinon rapides.

Autre agent de transformation locale : la ferme-école. Pour les Deux-Sèvres, en 1849, on en avait installé une à Mazières même, au domaine du Petit-Chêne. Par un geste généreux et habile, M. de Tusseau, le propriétaire, offrit la terre au gouvernement.

C'était un sol très pauvre « couvert plus encore que beaucoup d'autres de bois, de bruyères et d'ajoncs, très humide, parsemé d'étangs et de mares ». Le premier directeur de la ferme-école fut M. de Tusseau en personne; il perçut un traitement de 2.400 francs par an et grâce à la main-d'œuvre abondante dont il disposait, il vit son triste domaine se valoriser.

L'enseignement donné au Petit-Chêne n'était pas d'un niveau très élevé; il était aussi trop vague, trop général, trop peu particularisé. Mais, enfin, il y a du général en agriculture et les conseils donnés avaient du bon. Le système d'assolement s'établissait sur six ans, ce qui pour l'époque était extrêmement remarquable (et l'est même encore aujourd'hui tant notre agriculture est restée retardataire). Il était d'ailleurs très judicieux : première année, plantes sarclées avec forte fumure; seconde année, blé de mars; troisième année, trèfle plâtré; quatrième

année, blé d'automne; cinquième année, plantes fourragères pour être consommées en vert avec deux fumures; sixième année, blé d'automne.

Grâce aux expériences faites à la ferme-école, la charrue Dombasle fut peu à peu connue et appréciée.

Premier résultat du progrès agricole : la valeur des propriétés augmenta. En même temps, elles se morcellèrent, tandis que se construisaient des maisons plus confortables.

L'évolution la plus remarquable est celle du bourg. Il devient vraiment un bourg. De 210 habitants en 1851, il passe par étage à 237, 257 et 305 habitants en 1881. Le clan des notables s'accroît d'un notaire, d'un juge de paix, d'un greffier. Nouveauté totale : trois facteurs pour le service du courrier.

Cependant les cultivateurs continuaient, dans l'ensemble, à vivre en économie semi-fermée. Ils continuaient à acheter au dehors aussi peu que possible. « On filait toujours à la quenouille; tout le linge venait de chez les tisserands locaux; les meuniers locaux continuaient à moudre le grain des paysans des environs qui faisaient eux-mêmes leur pain; il n'y avait pas encore de boucher au bourg. » Toutefois, des dépenses plus fortes que celles d'autrefois s'inscrivaient aux chapitres du logement, de la vêture, de la chaussure, de la nourriture, de la vaisselle, du mobilier. Peu à peu, aussi, les idées du dehors pénétraient à Mazières.

Jusqu'en 1870, la population de Mazières ignore à peu près la politique et s'en désintéresse.

Les guerres du Second Empire, leur jactance et leur gloire si caractéristiques du sot chauvinisme français, passaient en quelque sorte inaperçues. Les victoires, comme il se doit, donnaient lieu, à des *Te Deum* officiels auxquels fonctionnaires et notables assistaient avec le sérieux de Pipelet ou de Joseph Prudhomme. Quant aux gens du commun, ils éprouvaient « un sentiment accru de sécurité, très profond et permanent auquel ils tenaient par dessus tout ».

Ce sentiment fut gravement atteint par la guerre de 1870. Sept mobiles de la commune avaient été tués. D'autres avaient été blessés et s'étaient rendu compte de la supériorité de l'adversaire. Ils affirmaient que les Allemands auraient pu occuper toute la France. En conséquence, « on accusa en bloc l'Empire d'avoir voulu et perdu la guerre ».

Le 14 mai 1871, on nomme un nouveau conseil municipal. M. Pouzet est réélu. En apparence donc, rien n'était changé. Pourtant l'esprit était autre : « On commençait à se méfier de ceux qui gouvernaient et qui étaient trop loin du peuple. »

On le voit sans tarder. M. Pouzet étant mort en octobre de la même année, on lui donne comme successeur M. de Tusseau, l'héritier des comtes de Breuille, jadis seigneurs de la paroisse. Ce retour, à la mairie, d'un « notable » a l'air de consacrer la défaite de l'esprit progressif. Il n'en est rien. M. de Tusseau n'est élu qu'au troisième tour par six voix contre cinq à un propriétaire du bourg, M. Frère. Dès ce moment, une lutte âpre s'engage entre monarchistes et républicains. Lutte d'autant plus âpre que Tusseau et ces larbins se distinguent par leur zèle clérical. Ils refusent de créer une école publique de filles; ils contraignent au départ l'instituteur Popineau dont nous reparlerons.

M. de Tusseau voit se dresser contre lui un adversaire de taille en la personne de M. Proust, le genre de M. Pouzet. Ce bourgeois anticlérical, tenace, autoritaire, batailleur, toujours sur la brèche, ne cesse pas un instant de combattre le châtelain. En 1878, il ne faut pas moins de quatre élections successives pour constituer la municipalité de Mazières, car M. de Tusseau s'y connaît en fraudes électorales. Jusqu'en 1879 les deux groupes rivaux s'équilibrent. Enfin le 9 janvier 1881, nouvelle élection : M. de Tusseau mord la poussière; tous les candidats de M. Proust, moins un, sont élus. « On allume un feu de joie. L'effigie du comte de Tusseau est brûlée. » A Mazières comme ailleurs s'achève un cycle historique : c'est « la fin des notables ».

\*\*\*

Nous avons assisté à la naissance et aux débuts de l'école à Mazières. Qu'était-elle devenue ?

Tout d'abord, en 1854, on décide de lui construire

sa maison à elle, sur un terrain communal. C'est Thabeau qui s'y installe le premier en 1855. Fort heureusement il n'y exerce qu'un an, car sa mollesse, au cours de son long séjour dans la commune, n'avait fait que croître et embellir.

Thabeau est remplacé par M. Bertcut qui ne restera même pas deux ans à Mazières. Il démissionne : « Il avait dû trouver comme un assez bon nombre d'instituteurs de cette époque une situation plus lucrative. » Le 4 mai 1856, il a pour successeur M. Popineau qui restera vingt ans à Mazières : « Tous ses élèves lui garderont un souvenir reconnaissant, admiratif et ému. On peut dire que grâce à lui, écrit très finement M. Thabault, les forces latentes qui mûrissaient dans le pays, et eussent tôt ou tard imposé la création d'une école bien tenue, s'épanouirent tout de suite à leur moment. »

En histoire, les institutions ne manifestent pas aussitôt leurs effets bienfaisants ou nocifs. De la cause à l'effet règne, si j'ose dire, une philosophie de l'intervalle et des événements intercalaires qui, parfois, modifient du tout au tout les prescriptions légales. A Mazières c'est seulement en 1858 que se réalisent les espoirs mis dans les écoles normales.

Né à Saint-Maixent, petite ville mi-catholique, mi-protestante, M. Popineau avait été élève de l'école normale de Parthenay. Les élèves-maitres s'étaient là, comme ailleurs, heurtés à leur aumônier à propos des prières obligatoires.

Que pensait au juste M. Popineau ? D'une façon certaine on ne le sait pas car, sous tous les régimes autoritaires, nombreux sont les protestataires qui se bornent à faire le poing dans leur poche. En apparence, M. Popineau était un bon catholique moyen et un loyal serviteur de l'Empire. Mais M. de Tusseau, qui le fera valser en 1876, le jugeait sans doute républicain et anticlérical. J'imagine volontiers M. Popineau chantant le *Te Deum* avec componction et rigolant à part lui de cette capucinade.

Le certain, en tout cas, est que M. Popineau réussit à Mazières et on lui doit la création du premier cours d'adultes en 1866. Cette fois, du premier coup, le conseil municipal obtempère avec empressement aux suggestions du sous-préfet.

Ici M. Thabault écrit des choses fort justes, extrêmement importantes et qui vont loin : « Son opinion (du conseil municipal) aurait été certainement très différente si, au lieu d'un instituteur d'élite, il avait eu affaire à un paresseux ou à un incapable ou même à un maître moyen. Ainsi les idées généreuses et abstraites conçues par des hommes de gouvernement ne peuvent se réaliser sans heurts que si l'on peut trouver aux lieux mêmes où elles doivent s'appliquer, pour les représenter d'abord, pour les appliquer ensuite, des hommes entourés à l'avance et pour d'autres motifs, de l'estime et de la confiance de ceux qu'elles prétendent transformer. »

Notre syndicalisme des années 1900 n'a réussi à se faire respecter, voire estimer, que grâce à la valeur exceptionnelle de ceux qui l'incarneraient. Quand on compare des Tortillet, des Léger, des Fontaine, des Raffin, des Marie Guillot — cette sainte laïque ! — à tels ou tels histrions pressés de faire carrière dans le stalinisme, on comprend et on apprécie la justesse des profondes réflexions de M. Thabault.

\*\*

La ligne de Niort à Poitiers, par Saint-Maixent, est une grande artère de plaine; elle était trop loin de Mazières pour agir sur la vie du modeste chef-lieu de canton. Elle laissait en dehors d'elle trop de régions susceptibles de se moderniser. Aussi l'Etat construit-il une ligne de chemin de fer à voie double allant de Paris à Bordeaux par Chartres, Thouars, Parthenay et Niort. En 1881, les travaux commencent à Mazières. La gare de Mazières-Verneuse se construit à onze cent mètres du bourg.

Les possibilités d'exportation (pêches clochard et beurres) créées par la voie ferrée provoquent aussitôt l'amélioration des chemins vicinaux. En 1895, gros, très gros événement local. Les intéressés, à savoir les cultivateurs du pays, créent près de la gare une puissante laiterie-beurrerie coopérative.

Il y avait bien des préjugés et surtout bien des

méfiances à vaincre. La politique se mêlait aux débats pour les obscurcir et les envenimer. L'actif M. Proust menait l'affaire tambour battant. Du coup ses adversaires conservateurs « allaient partout répétant qu'il faisait tout cela dans son intérêt ». Le maire de Mazières n'en persévérerait qu'avec plus d'ardeur dans son dessein et l'instruction s'étant largement répandue grâce à un instituteur remarquable, M. Bouet, le tenace M. Proust trouva sans trop de peine un directeur-comptable, dix laitiers ramasseurs, un beurrier, un chauffeur ; pour l'emploi de contrôleur on recourut à un ancien gendarme, ensuite à un ancien cocher de M. Goirand, député radical des Deux-Sèvres et acheteur de la propriété de M. de Tusseau au Petit-Chêne.

Le succès fut immédiat et très grand. Dès la première année 1.700.000 litres de lait furent traités et 85.000 kg. de beurre fabriqués. Malheureusement parmi les sociétaires, il se trouvait des partisans de M. de Maussabré, le député royaliste de Parthenay.

M. de Maussabré ouvrant deux laiteries dans la région, ses amis provoquèrent une assemblée générale qui décida de dissoudre la laiterie coopérative.

Que faire ? Regrouper les sociétaires fidèles et continuer, avec d'autres statuts, sur des bases plus modestes ? Oui, mais il fallait rembourser les partants à qui un malencontreux article 26 donnait des droits sur l'avenir de la communauté.

Fort heureusement M. Proust était riche et opiniâtre. Il aida financièrement la jeune société. Pour rembourser les royalistes, il fallait faire d'interminables calculs. Mais tout le monde s'y mit et ce fut quelque chose d'épique. « Pendant tout un hiver des équipes se relayèrent, qui, de huit heures à minuit, alignèrent des chiffres. Les instituteurs étaient au premier rang. » Saluons ces modestes héros qui faisaient œuvre vraiment progressive et sauvèrent leur œuvre. En 1904, tous les records étaient battus et les recettes s'élevaient à 425.000 fr., soit presque le double de celles de l'année d'ouverture.

Un événement très frappant, très spectaculaire, se produisit dans la même période. C'est la vente, année par année, des vastes biens de M. de Tusseau (environ 600 hectares).

M. de Tusseau et ses prédécesseurs avaient vécu près de leurs fermiers et bordiers. Les liens personnels, survivance de la féodalité, unissaient le « Monsieur » à ses tenanciers. Ils cessèrent d'exister car les nouveaux propriétaires « n'entendaient presque rien aux travaux des champs ». Ils ne résidaient pas : « Ils ne pouvaient que se désintéresser de ce que faisaient leurs fermiers. »

Ceux-ci étaient donc bien plus libres de cultiver à leur gré. Mais du côté des sommes à verser, il n'en alla pas de même. M. Dupont, de Niort, qui avait acheté, d'un seul coup, tout un ensemble de fermes totalisant une surface de 300 hectares, gérait ses biens avec une exactitude beaucoup plus grande que M. de Tusseau. Quand Grandet achète les terres d'un noble décaqué, les dépendants n'ont pas toujours à se louer du changement.

Chose au premier abord surprenante : la liquidation de la propriété nobiliaire ne profite pas aux cultivateurs eux-mêmes. A peine quelques champs, çà et là, sont-ils achetés par de petits propriétaires locaux.

Au cours d'un séjour de vingt ans à Blacé-en-Beaujolais, j'ai assisté à la disparition presque totale des « notables » et de leurs biens.

Ces biens, et des domaines particuliers importants, ont presque toujours été acquis par de gros capitalistes industriels reconstituant à leur profit de grandes propriétés outillées à la moderne. Ce sont seulement des lopins de médiocre étendue, mais bien placés, qui ont été achetés par des paysans voulant arrondir leur domaine.

\*\*

Revenons maintenant à l'école de Mazières-en-Gâtine.

Elle a eu la chance d'être dirigée, de 1880 à 1916, par le même instituteur, M. Auguste Bouet. M. Thabault, qui fut son élève, dit de lui : « Il marqua de sa forte personnalité et grâce à la continuité de sa présence, l'enseignement même de ses adjoints et les générations d'enfants qu'il eut pour élèves. »

Né à Vausseroux (Deux-Sèvres) en 1858 M. Bouet, fils unique de cultivateurs, était allé à l'école primaire de son village jusqu'à 16 ans. Il s'était ensuite distingué à l'école normale de Parthenay. Il en était sorti le premier en 1878, signe que le passage direct de l'école primaire à l'école normale était excellent.

A 23 ans, M. Bouet est nommé à Mazières, dont il deviendra le maire en 1925. Au dire de M. Thabault, ce qui caractérise M. Bouet, c'est « qu'il a eu davantage le sentiment de faire partie de la commune — mettons de la région — où il exerçait ses fonctions que d'un corps spécial : celui des instituteurs du département. Il a mis son ambition à devenir un des notables estimés de la population à laquelle il s'était intégré, non à devenir un des fonctionnaires les plus en vue de sa corporation ».

M. Thabault note que de 1870 à 1900, à peu près tous les instituteurs du canton de Mazières « ressemblaient par beaucoup de traits à M. Bouet ». A vrai dire, c'est par dizaines de milliers que dans toute la France il existait des maîtres d'école de ce type. Dans mon Isère natale, mon père fut conseiller départemental pendant vingt et une années consécutives, j'ai connu de très nombreux instituteurs ressemblant à M. Bouet. C'est d'ailleurs ce qui explique, en partie, la très grande faiblesse du mouvement corporatif du personnel enseignant. Même quand il paraissait fort, et que la presse réactionnaire nous insultait à plume cue veux-tu, ce mouvement n'était l'image que d'une minorité pas même toujours très ardente. Je revois et j'entends encore des instituteurs, se disant d'opinion avancée, déclarer qu'ils n'appartenaient à l'amicale de leur département que pour ne pas se faire remarquer. La distribution solennelle des prix dans leur commune avait une bien plus grande importance que l'assemblée générale du groupement professionnel.

M. Bouet, nous dit son historiographe, s'était marié à Mazières ; il avait épousé une jeune fille fortunée. « Il frayait de pair avec les fonctionnaires d'un rang plus élevé que le sien : le juge de paix, le percepteur, l'agent voyer. Il prenait part avec eux, vêtu comme eux, supérieur à eux souvent par l'intelligence et la culture, toujours par la connaissance intime des choses du pays, au plaisir noble de la chasse, où il excellait. »

Ces travers bien enracinés, dont nos « chefs » staliniens, férus de hiérarchie et de salaires en éventail, sont les brillants protagonistes (l'instituteur stalinien dirigeant la cellule communale avant de pêcher un mandat dans le marécage électoral) s'exagéraient chez des maîtres moins intelligents que M. Bouet. Jouer aux boules ou aux cartes avec les notables de l'endroit, afin d'avoir l'air d'être quelqu'un, faisait en quelque sorte partie du devoir professionnel, de même que l'achat d'un cadeau-souvenir au chef qui partait. Ce n'était pas beau.

M. Bouet était ardemment républicain, mais non point démocrate. « Il s'opposera dans le canton à la propagande socialiste dont il détestait les arguments égalitaires. »

M. Bouet était un maître dévoué que secondaient des adjoints pleins de zèle eux aussi. Il s'efforçait de ruraliser son école : « Parce qu'il exerçait ses fonctions dans une commune rurale et parce que, d'autre part, il était fils de paysan et s'intéressait à la culture, il faisait une place à part dans son enseignement à l'agriculture. » Il avait même composé un modeste traité d'agriculture.

Cette volonté très saine de ruraliser l'école échoua en partie, malgré les mérites de M. Bouet, excellent jardinier et horticulteur. « Cette tentative était condamnée d'avance puisqu'elle allait contre la mission que l'école, urbaine en son origine, humaine en son dessein, s'était donnée dès ses débuts » (1).

(1) Mazières étant un chef-lieu de canton où le bourg avait acquis une très grande importance, M. Bouet se heurtait à des difficultés que ne connaissaient pas tous les instituteurs-paysans. Mon oncle et parrain, Vincent Royer, instituteur à Virieu-sur-Bourbre (Isère), s'était spécialisé dans la culture des blés de semence à hauts rendements. Il avait très bonne réputation dans les milieux agricoles et on ne l'accusait point de se mêler de ce qui ne le regardait pas

Il y a autre chose aussi. L'idée de donner à l'école primaire un caractère spécifiquement rural ne pouvait guère venir, entre 1880 et 1905, aux instituteurs et à leurs chefs. Ils auraient dit volontiers : « Le monde va tout seul. » Création de postes, laïcisations, construction d'écoles, tout donnait l'impression d'un élan irrésistible.

L'école que nous peint M. Thabault n'est d'ailleurs pas une école rurale susceptible de typification. L'école de campagne vraie, avec seulement un ou deux fils de commerçants comme élèves, c'est l'école-mairie à 3 classes (filles, garçons, classe enfantine tenue par une jeune normalienne). Ces écoles ont littéralement jailli du sol de 1880 à 1900. On les inaugurerait dans la joie. Là ont exercé des couples d'un dévouement civique sans bornes, mais dont les vues n'allaient guère au delà de la minute présente. On aurait bien surpris nos chers amis Pion, à Saint-Ondras — le pays natal de mon père — si en 1890, quand nous dinions dans leur agréable école neuve, on leur avait prédit que cette école n'aurait un jour qu'une classe que son triste sort n'intéresserait personne au village et qu'elle deviendrait une simple école d'habitude, où l'on va sans trop savoir pourquoi, parce que le pli est pris de froment se substitue au seigle (1).

Il y a ainsi, désormais, un gros et grave problème de l'école rurale qui ne se résoudra ni avec des romans bébêtes sur la *Terre qui meurt*, ni avec des « plans » — nouveaux lits de Procuste — valables pour toutes les communes de France et auxquels, de gré ou de force, l'individu devra s'adapter.

1848-1914. *L'Ascension d'un peuple*. C'est le surtitre que M. Thabault donne à son livre.

En gros notre auteur a raison. Cependant il faut noter que, plusieurs années avant 1914, tout le système économique mondial se bloquait et entraînait en contradiction avec lui-même. Si à Mazières et autres lieux on continuait encore à aller de l'avant — au ralenti — en vertu de la vitesse acquise, presque partout la stagnation et l'anxiété nerveuse annonçaient les pires catastrophes.

Les temps heureux de l'école étaient révolus ; une sourde inquiétude travaillait le corps enseignant incertain de l'avenir ; l'Eglise était passée d'une molle défensive à une offensive aussi violente que décidée. Mais en gros, il est vrai que l'école avait participé à l'ascension d'un peuple. Un peu à tâtons, elle avait été indivisément l'effet et l'agent de cette transformation. Aussi le fatal 2 août 1914, précédé en la personne de Jaurès de l'assassinat de la paix, s'il ne fut pas le coup de tonnerre qui éclate dans un ciel serein, peut-il être considéré comme un point de repère permettant de dater un effritement qui a aujourd'hui un tiers de siècle d'existence.

Avec cette coupure commence, dit M. Thabault, « une tout autre histoire. Elle mérite une étude attentive que nous essaierons peut-être un jour de mener à bien. »

\*\*\*

Je ne m'excuse pas auprès de mon lecteur d'avoir si longuement résumé le livre de M. Thabault. C'est qu'il y a plus de vérité pensée et repensée dans ce travail de 250 pages que dans tant de massifs et dogmatiques ouvrages dont nous sommes inondés.

Il est surtout un modèle dont les instituteurs syndicalistes peuvent et doivent s'inspirer pour nous apporter des monographies détaillées qui vaudront par l'étude impartiale des faits et nous donneront, quand nous les lirons, ce sentiment de sécurité qui manque à beaucoup de travaux qui ont été écrits par ordre pour soutenir ou attaquer une cause.

Nous en sommes venus là, en effet, que tous les partis — et, en tête, plus cynique que les autres,

(1) On ne saurait donc trop louer la clairvoyance des pionniers du syndicalisme universitaire. En particulier, qui réunira un jour, me disait Monatte, les principaux articles de Tortillet, ces articles si profonds et si justes qui le faisaient traiter de broyeur de noir par ses chefs ? Car on est toujours un broyeur de noir ou un maniaque du dénigrement — assez de critiques, silence dans le rang ! — dès qu'on s'avise que les administrations d'Etat et les bureaucraties laissent à désirer.

le parti stalinien avec son statut des fonctionnaires — se font de l'instituteur rural l'idée suivante : il est un robot intellectuel, un propagandiste qui, au village, diffuse et met en œuvre les idées gouvernementales des maîtres de l'Etat omnipotent. Les faits, par un processus procustien d'élongation et de raccourcissement, il doit, coûte que coûte, les faire entrer dans le système dont on l'a chargé de faire l'apologie.

Si les faits contredisent le système et s'insurgent contre lui, c'est la faute des faits. Outre leur zèle de propagandistes, le système requiert la révérence des exécutants : les chefs infallibles n'ont pu se tromper. C'est le régime clérical dans toute sa hideur, régime où la Grâce, dont une effrayante corruption est inséparable, se substitue à la Justice. L'individu n'est plus qu'un catéchumène incapable de s'émanciper. Il a besoin de directeurs de conscience bien appointés lui dictant de haut et de loin ce qu'il doit penser et croire.

Nous disons, nous, qu'il faut prendre le contre-pied de ces nouveaux dogmatismes au moins aussi pernicieux que le dogmatisme catholique, car celui-ci, en vieillissant, a perdu de sa virulence.

\*\*

J'étais là, telle chose m'advint, c'est toute l'histoire aimait à dire Péguy. De fait, ce sont les « courriers » des lecteurs qui firent la valeur et le charme des premières séries des *Cahiers de la Quinzaine*. Pourquoi, en effet, récusierions-nous l'histoire écrite au jour le jour par les témoins quand ceux-ci sont dignes de foi et savent s'élever de la participation au drame historique à la réflexion sur ce drame ? Vus sous ce jour, *Mon Village* et *J'ai choisi la liberté* sont d'étonnantes réussites, d'authentiques chefs-d'œuvre de véritable histoire.

Camarades instituteurs, lisez et relisez *Mon Village*, car pour bien lire, il faut relire. Et, à l'exemple de M. Thabault, donnez-nous les monographies sociales qui nous manquent et dont nous avons si grand besoin.

A.-V. JACQUET.

## Parmi nos

# LETTRES

### Chez les mineurs du Pas-de-Calais

D'une lettre du camarade Menu nous extrayons ce petit tableau de la situation dans le bassin minier du Pas-de-Calais :

*On ne peut pas dire que les espoirs que l'on aurait pu avoir au sujet de F.O. au début de l'année ont été réalisés. Quant à dire que F.O. sera liquidée dans le besoin en six mois cela c'est une autre affaire.*

*Des fautes graves ont été commises. Manque de dynamisme. Dans les congrès on gueule bien un bon coup, mais quand des camarades se trouvent face aux staliniens, ils perdent pied. Ils se laissent attraper sur la g... sans riposter. Aussi les staliniens sont-ils les maîtres du pavé partout où on le laisse faire.*

*Dans mon puits, je représente au comité d'entreprise le syndicat F.O. Dès ma première présence à ce comité, les communistes ont commencé leur chantage et leurs hurlements. Quoique seul, je leur ai tenu tête et ils sont partis. A la deuxième réunion, ça a encore grincé, mais maintenant ça a l'air d'aller.*

*Nous avions un représentant F.O. au comité de groupe. A la première séance, les staliniens ont quitté la salle refusant de siéger avec un F.O. ; le copain ne s'est plus représenté. C'est moi qui ai été chargé de représenter le syndicat. Je leur ai dit que je renais avec la ferme intention de rester, qu je ne m'n irais, ni ne m'abstiendrais. On allait en voir de toutes sortes, paraît-il. Tout ce que l'on a vu, c'est que je suis resté.*

# Vacances françaises au Palatinat

Un petit village du Palatinat, où il semble que la guerre n'est pas passée, de confortables bâtiments, une nourriture riche et suffisante : que souhaiter de plus lorsqu'on a la responsabilité de trente gosses ? On se déclare satisfait et l'on songe que les « Centres de jeunesse et de santé en Allemagne » (1) font bien les choses. On s'étonne même de constater que d'anciens militaires se soient aussi rapidement adaptés à une telle tâche. Notons aussi leur neutralité. Tous ou presque sont catholiques, et pourtant ils n'ont pas hésité à chercher noisette à un mauvais directeur qui n'était autre que M. l'abbé Gay, fils de « Francisque ».

Et puis, après quelques jours, on déchantait un peu. Tout cela se paie. Qui paie ? En grande partie les Allemands. Je sais bien, on me l'a dit en Allemagne, on me l'a répété en France, que c'est un « juste retour des choses ». Mais je ne fais pas aux lecteurs de la R. P., l'injure de croire qu'ils sont de cet avis.

En effet, les employés allemands de ces centres sont exploités. Ils ont certes une nourriture suffisante (les patrons français sont recherchés pour ce motif), mais leurs salaires sont faibles. Surtout ils travaillent en moyenne de douze à quatorze heures par jour, et cela sans repos hebdomadaire : Quelques journées de permission leurs sont distribuées au compte-gouttes. Mais cela ne touche que quelques Allemands, qui travaillent volontairement dans les centres, et en sont en général fort heureux.

Il y a plus grave. Si l'on quitte le petit village, pour se rendre à la ville voisine, en l'occurrence Kaiserslautern, on voit de nombreuses mines imparfaitement déblayées. On apprend très rapidement qu'ici comme ailleurs, une partie importante des populations citadines, en général la plus pauvre, vit misérablement dans des caves.

En toute justice, les Centres où vivent périodiquement de jeunes Français, pourraient être utilisés différemment. Cela dépasse l'entendement de nombreuses personnes parfaitement honnêtes mais pour qui l'internationalisme est un mot vide de sens.

Certes, la misère n'est plus aussi noire en zone française. Il semble que les actuels occupants ne soient pas retombés dans toutes les erreurs d'hier. Des trois zones occidentales, celle où l'Allemand est matériellement le mieux est l'américaine, mais doit-on s'en étonner, celle où il y a le moins d'incidents, celle où l'Allemand se « sent » le mieux est la française.

Le problème essentiel est comme en France : le ravitaillement. Mais il a et surtout il a eu un caractère beaucoup plus grave. Les premiers mois qui ont suivi la capitulation ont été supportables. C'était la belle saison, dans des régions surtout agricoles. Les Allemands, comme c'est chez eux une vieille habitude, avaient accumulé de nombreuses conserves « familiales ». Mais par la suite la vie a été extrêmement pénible de l'aveu des occupants. Cette misère a cessé, fort relativement, au cours de l'été 1947. Le marché noir qui a fait florès est en régression. On trouve des marchandises en vente libre : fruits, primeurs et surtout pommes de terre ; les cartes de textiles sont honorées. Les magasins de vêtements et de chaussures voient s'ornier leurs devantures. La qualité de ces chaussures, de ces vêtements est faible. Ce qu'il y a de meilleur est sous contrôle de l'occupant, réservé à l'exportation. Les petits colons de France en ont dans les trousses vendus par les C.J.S.A.

L'apparition des marchandises sur le marché libre date de la réforme monétaire de juin dernier. Tous les anciens marks ont disparu, les nouveaux ayant une valeur de 64 fr. 40 contre 12 aux anciens (21 fr. 60 pour les occupants) ont été distribués très parcimonieusement. Qui veut des marks doit offrir des marchandises. Le coût de la vie n'est peut-être pas aussi élevé qu'en France, sauf pour certains produits (tabac) mais la rareté du numéraire est telle que cela revient exactement au même.

Les Allemands mangent encore peu. Je donnerai

deux exemples caractéristiques. Nous avions au centre où se trouvait notre colonie, un médecin allemand comme voisin. Celui-ci avait une forte clientèle, il aurait dû vivre à son aise. Or cet homme ne pouvait pas s'offrir un petit déjeuner avant de commencer ses visites.

J'ai assisté dans une « Gasthaus » au déjeuner d'une préparatrice en pharmacie : potage clair, assiette de nouilles, un peu de compote, c'était un dimanche. On ne reconstruit pas en zone française. Dans les campagnes des convois, des chars d'assaut détruits n'ont pas été retirés. La grande autostrade de Mannheim est coupée par un gigantesque pont démolé. Des villes comme Neustadt, Kaiserslautern, Coblenze ne sont pratiquement pas déblayées.

Et l'on comprend que les Allemands appréhendent plus que tout un conflit russo-américain.

Quant aux Français, dans l'ensemble ils se conduisent correctement. Par contre, ils n'ont pas la même optique que nous. La plupart sont gaullistes, mais des gaullistes sentimentaux et non militants. Dire qu'ils n'aiment pas l'U.R.S.S. est une évidence, mais chose curieuse, ils sont aussi anti-américains. Il leur reprochent la réforme monétaire, qui fut et c'est évident une excellente affaire pour les affairistes yankees. Ils prétendent aussi que leurs voisins sont responsables des prérogatives nouvelles accordées aux Allemands. Ceux-ci ont une autonomie administrative plus grande, les réquisitions gratuites ont cessé, au 1er septembre, les voyages gratuits ne seront plus qu'un souvenir.

Il est vraisemblable que la qualité de cadre de colonie de vacances sera beaucoup moins recherchée l'an prochain. Cette année encore, combien sont venus en Allemagne pour faire du tourisme à bon marché ? Les tentations sont plus grandes qu'en France, et plus qu'en France, il y a des fumistes. La majorité de ces cadres sont de l'Enseignement public. Le résultat est que les cadres des C.J.S.A., qui, eux, sont consciencieux, portent des jugements peu flatteurs sur les laïques et sur la laïcité. Le résultat est que celle-ci qu'on a encore récemment défendue... en paroles, ne se porte pas au mieux.

Cette diversion m'a conduit loin de l'Allemagne et je voudrais terminer en contant une anecdote significative. Dans une colonie organisée par une municipalité communiste de la banlieue parisienne, le directeur, un excellent professeur de cours complémentaire, pratique ce que l'on appelle le « mot d'ordre ». Chaque matin, au premier rassemblement de la journée, il adresse quelques mots aux enfants sur un sujet moral. Or les thèmes traités en ces jours anniversaires de la « Libération » portent tous sur les vertus guerrières, sur l'esprit de sacrifice des « héros d'été 44 ».

Si demain, la révolution que nous souhaitons survenait, j'espère que nous serions capables de comprendre qu'il y a d'autres exemples à montrer à des enfants. Notre révolution sera peut-être sanglante, de nos camarades paieront peut-être de leur vie, mais nous considérerons la chose comme un mal nécessaire, et nous apprendrons à nos enfants à vivre et non à mourir.

Ch. CORDIER.

(1) Les centres de jeunesse et de santé en Allemagne ont été créés en 1945 par le général Dewink, qui eut l'idée de grouper les plus jeunes des déportés dans des lieux appropriés, pour les « retaper » avant de les rapatrier. C'est une organisation civile, mais composée d'anciens militaires d'active ou de réserve, autonome mais dépendant du général Koenig.

Par la suite les C.J.S.A. se sont maintenus et ont reçu des groupes d'enfants venus de France, soit pendant l'année scolaire : écoles de plein air, soit pendant les vacances : colonies.

Ils sont remarquablement organisés en général, surtout les centres permanents. Hôtels, maisons d'enfants, maisons de repos, etc., ont été réquisitionnés. Ici le dommage causé aux Allemands est minime.

# Notes d'Economie et de Politique

## *Les luttes impériales*

### REUSSIR OU DISPARAITRE

Réussir ou disparaître, telle est la loi des régimes totalitaires. Jdanov n'a pas réussi ; il est mort.

Il n'y a guère de doute que c'est lui qui fut à l'origine de l'affaire Tito. Sans doute les rapports des agents russes en Yougoslavie et ceux des communistes yougoslaves ennemis de Tito l'avaient-ils convaincu que le Kominform n'avait qu'à parler pour que le parti yougoslave s'incline, et remplace Tito par ses adversaires. Or cela n'a pas été. Il est avéré chaque jour un peu plus que l'opération contre Tito a été un fiasco complet, que le seul résultat en a été de raffermir davantage la position du Bonaparte croate et le rendre capable de plus encore d'indépendance. Exemple bien dangereux pour les autres pays satellites ! L'affaire peut se terminer par un désastre dans toute la région balkanique et même avoir des répercussions jusque sur la Vistule. Il faut liquider cette aventure ; comme entrée de jeu, le principal responsable, Jdanov, est liquidé.

En ce qui concerne l'opération de Berlin, le rôle qu'y a joué Jdanov est moins évident ; cependant tout ce que l'on sait des positions habituellement prises par le défenseur de Léningrad au bureau politique, porte à croire qu'aussi bien en Allemagne que dans les Balkans il a été partisan de la manière forte et que, par conséquent, s'il n'est pas l'auteur direct du blocus de Berlin, il a dû, en tout cas, l'appuyer.

Or ici encore échec. Le but était de forcer les Alliés à quitter Berlin ; le résultat est que, non seulement les Alliés resteront à Berlin, mais que leur position y sera renforcée. Tout ce que les Russes auront gagné, si les pourparlers, qui sont actuellement en cours au moment où j'écris, aboutissent, c'est que les Alliés auront désormais un droit de regard sur la monnaie du Berlin soviétique.

La seconde entrevue de Staline avec les envoyés occidentaux, qui paraît bien avoir marqué le moment où la Russie a capitulé sur la question de Berlin, est du 23 août ; la note comminatoire de Tito à la Roumanie, véritable défi au Kominform, que seul un vainqueur pouvait se permettre, est du 25 ; la mort soudaine de Jdanov est du 31. Tout est dans l'ordre !

« Quand Moscou eut exclu le maréchal Tito du parti communiste, » écrit le correspondant de l'Associated Press à Washington, « la politique du général Jdanov apparut comme étant en conflit avec celle du ministre des Affaires étrangères, Molotov, et l'on pensa généralement que l'un des deux devrait s'en aller. »

Jdanov s'en est allé !

Il faut donc sans doute s'attendre, non point à un nouveau tournant — il n'y a point de tournant dans la politique impérialiste russe, il n'y a que des zig-zags — mais à une pause dans l'offensive. Celle-ci avait été poussée trop loin et trop vite ; on va l'arrêter quelque peu afin d'avoir le temps de recoudre ce qui a été décousu, et de consolider les positions acquises. Comme il est d'usage chez Staline, ce nouveau pseudo-tournant s'accompagnera, sans doute, de purges du personnel, retentissantes ou secrètes, selon ce qu'on jugera le plus profitable.

### PAYSANNERIE ET AVIATION

Deux forces fort différentes ont vaincu Jdanov, chacune d'elles sur l'un des fronts sur lesquels il s'était engagé. En Yougoslavie il a été battu par la paysannerie, à Berlin par l'aviation.

Ce n'est pas un hasard ! Ce sont là, en effet, les deux grandes forces auxquelles se heurte l'expansionnisme russe.

La première est une force intérieure, qui le menace du dedans : celle du paysan. Force réactionnaire, si l'on veut, en tout cas très ancienne et très puissante, qui n'a guère d'élan, mais qui est dotée d'une inertie considérable. C'est par les paysans que Tito a vaincu. C'est sur la question paysanne, sur l'accélération de la « collectivisation » des terres du paysan yougoslave, que le Kominform a engagé la bataille, et c'est parce que, dans cette question, Tito avait nécessairement tout son peuple de paysans-proprétaires derrière lui qu'il a pu se rire des menaces de Staline.

On se souvient que sous le tsarisme des Romanov les révolutionnaires russes se divisaient en deux grands partis : les sociaux-démocrates (mencheviks et bolcheviks), qui entendaient faire une révolution essentiellement ouvrière, voyaient dans le prolétariat des villes le moteur et le dirigeant de la Révolution — les socialistes-révolutionnaires, désiraient, eux, une révolution essentiellement paysanne, faite par et pour le paysan. Durant la révolution de 1917, bien qu'ils fussent les plus nombreux, et après que les bolcheviks leur eussent soufflé leur programme (le partage des terres), les socialistes-révolutionnaires furent vaincus, anéantis, annihilés. Cependant la force qu'ils représentaient, cette masse paysanne qui, sur un total de 707 députés, envoya 370 socialistes-révolutionnaires à l'Assemblée constituante de 1918, n'en continua pas moins à exister. Elle est toujours là, en Russie proprement dite où sa pression continue oblige les maîtres du Kremlin à des politiques successives et contradictoires : la Nep, l'encouragement au koulak, la lutte contre le koulak, la collectivisation, le jardin individuel et le marché noir — et aussi dans les pays nouvellement annexés à l'empire. Sous de nouvelles formes, c'est la lutte des socialistes-révolutionnaires et des sociaux-démocrates qui continue. La mort de Jdanov est le premier succès marquant que remportent les socialistes-révolutionnaires depuis que, le 19 janvier 1918, l'Assemblée Constituante fut dissoute.

L'autre force à laquelle s'est heurté Jdanov est à l'opposé de la force paysanne. C'est la force la plus moderne, la plus progressive, la plus dynamique qui soit : c'est le génie technique.

C'est lui, en effet, le génie de la machine, le génie de la construction des machines et de leur emploi intensif, le génie ouvrier, qui a vaincu à Berlin. Plus de deux millions d'habitants ont été ravitaillés journellement, durant des semaines et des semaines, exclusivement par avions. Tour de force encore plus impressionnant que celui qui permit à la Chine de Tchoung-King de tenir contre le Japon malgré la coupure de la route de Birmanie.

A la différence de la force paysanne, ce n'est pas là une force intérieure à l'empire moscovite, c'est une force qui lui est étrangère, totalement étrangère, c'est une force typique de l'Occident.

L'impérialisme russe ne cessera de rencontrer les deux forces devant lui ; et, devant elles, il devra certainement un jour, tout entier et définitivement — comme Jdanov aujourd'hui — s'incliner.

## POURQUOI L'AMERIQUE NE SE PRESSE PAS

On s'étonne parfois de la longanimité américaine. Pourquoi les Etats-Unis ne se débarrassent-ils pas, une fois pour toutes, de la Russie ? Ils savent bien qu'ils devront en venir à la guerre ; pourquoi ne pas la faire tout de suite ? Il semble que plus tôt ce sera et plus courte elle pourra être. La scandaleuse attaque des Russes sur Berlin leur offrait une excellente occasion ; pourquoi l'ont-ils laissé échapper ?

A cela on répond par les nécessités de la préparation : préparation technique et militaire, préparation diplomatique, préparation psychologique. Ou bien même, simplement, on argue de la proximité des élections présidentielles américaines.

Je pense qu'il y a à cette lenteur une raison beaucoup plus importante. Une raison qui, comme toutes les raisons profondes qui déterminent la politique des Etats, n'est pas clairement aperçue par ceux qui ont la charge de cette politique, mais qui s'impose à eux du fait de l'enchaînement des événements et des réactions qu'ils suscitent.

Détruire la Russie n'est pas, pour l'Amérique, un but en soi. Le but de l'Amérique, c'est de faire l'empire du monde. Détruire la Russie en est la condition, mais une condition seulement nécessaire, non suffisante. Pour conquérir le monde, il faut d'abord conquérir l'Europe. Or pour conquérir l'Europe, l'existence de la Russie est... extrêmement utile. On a dit naguère de l'Autriche que si elle n'existait pas, il faudrait l'inventer ; l'Amérique pourrait dire, avec beaucoup plus de raison, que si la Russie n'existait pas il faudrait l'inventer.

Si, en effet, la Russie n'existait pas, c'est à la force du poignet que l'Amérique devrait conquérir les vieilles nations de l'Europe occidentale ; grâce à la Russie, grâce à la crainte qu'elle inspire aux Etats occidentaux, l'Amérique, pour conquérir l'Europe n'a besoin de faire aucun effort, c'est l'Europe qui vient se jeter, d'elle-même, dans ses bras. C'est l'Europe qui implore l'Amérique de venir à son secours, économiquement et militairement, pour la sauver de l'ogre russe. Il suffit que l'Amérique, sur un point quelconque, se fasse quelque peu tirer l'oreille (comme sur la question de la fourniture des armes) pour qu' aussitôt on se lamente, on se plaigne d'être « abandonné ».

En un mot, ce n'est pas l'Amérique qui vient en Europe, c'est l'Europe qui exige que l'Amérique vienne chez elle. Et cela uniquement par peur de la Russie. Que la Russie cesse d'exister ! Alors, soyez tranquille ! la France et l'Angleterre, même l'Italie, trouveront très bien le moyen de se tirer d'affaire toutes seules, sans aide extérieure, tout comme elles l'ont fait après la première guerre mondiale. Ce n'est que parce que, du fait de la menace russe, tous ces pays ne peuvent avoir une économie de paix, c'est parce qu'ils ont nécessairement une économie et une situation sociale de préparation à la guerre, qu'ils sont prêts à consentir à l'Amérique tous les privilèges que comportent nécessairement, même s'ils ne figurent dans aucun document écrit, la position de bienfaiteur, de bienfaiteur **indispensable**.

J'ai souvent signalé que les débuts de la formation de l'empire romain, notamment la conquête de la Grèce, pouvaient nous éclairer considérablement sur la ligne générale des événements actuels et de ceux à venir.

La Macédoine fut aussi indispensable à Rome pour sa conquête du berceau de la civilisation antique que la Russie est aujourd'hui indispensable à l'Amérique pour sa conquête du berceau de la civilisation moderne. La crainte du Macédonien, le Barbare du Nord, était aussi puissante chez les Grecs du II<sup>e</sup> siècle que l'est celle du Russe, ce Barbare de l'Est, chez les Européens du XX<sup>e</sup>.

Aussi Rome fit-elle durer la Macédoine tant qu'elle

put. Après l'écrasante défaite de Philippe sur le champ de bataille de Cynocéphales, il lui était facile de supprimer la Macédoine, cependant elle la maintint, elle et son roi ; lorsque le successeur de Philippe, Persée, ayant relevé la Macédoine de ses ruines, sous l'œil indifférent du vainqueur, recrit les armes et qu'à son tour, il fut écrasé, non moins complètement, à la bataille de Pydna, Rome prit bien alors quelques mesures pour éviter la renaissance d'un fort Etat macédonien, cependant elle maintint encore les Macédoniens comme un peuple indépendant, si bien qu'il lui fallut faire une troisième campagne, victorieuse comme les deux précédentes, avant de se décider, enfin ! à faire de la Macédoine une province romaine. Mais, entre Cynocéphales et l'annexion de la Macédoine, il s'écoula un demi-siècle. Un demi-siècle durant lequel Rome eut tout le temps de s'implanter pacifiquement en Grèce, aux applaudissements et avec l'appui des Grecs eux-mêmes. Le reste ne fut qu'un épilogue.

**Mutatis mutandis**, attendons-nous à voir l'Amérique poursuivre la même politique, car, de même que les mêmes causes engendrent les mêmes effets, les mêmes situations politiques conduisent aux mêmes politiques. L'Amérique, autant que possible, ne jettera le gant à la Russie que lorsque, grâce à la Russie, elle se sera suffisamment installée en Europe pour qu'elle ait mis l'Europe en état de ne plus pouvoir, même après la défaite russe, se passer d'elle.

## LE DRAME TCHEQUE ET LA PORTE MORAVE

Quelle destinée tragique que celle de ce peuple tchèque ! Tragique qu'a exprimé si éloquemment la lettre d'adieu à la vie de Jan Masaryk (1) et que vient de rappeler encore la mort de Bénéš.

Voici mille ans que les Tchèques n'ont cessé de recevoir leur civilisation de l'Ouest, plus spécialement des peuples germaniques. Ce sont les Allemands qui ont défriché leurs forêts, ce sont les Allemands qui ont mis en exploitation leurs mines, ce sont les Allemands qui ont fondé leurs industries ; leur première Université, celle de Prague, fut une université allemande ; la plupart de leurs souverains, alors que la Bohême était un royaume indépendant, étaient des Allemands ou d'origine allemande ; finalement, durant plus de deux siècles et demi la Bohême dépendra politiquement de Vienne, capitale du germanisme ; leur propre métropole, Prague, ne sera d'ailleurs, non seulement dans son aspect extérieur, mais même dans le genre de vie de ses habitants, qu'une copie de Vienne.

Fait plus caractéristique encore : leurs révoltes contre le germanisme elles-mêmes ont été imprégnées de l'esprit de l'Ouest. Elles sont liées à tous les grands mouvements révolutionnaires européens : Jean Huss fait la liaison entre Wycliff et Luther ; les guerres hussites du XV<sup>e</sup> siècle ne sont que le prélude aux guerres de religion du XVI<sup>e</sup>, aux anabaptistes et à la guerre des paysans. Et le dernier soulèvement de Prague, en 1848, se fera à l'appel du « coq gaulois », simultanément avec ceux de Vienne et de Berlin.

Et cependant, malgré cette occidentalisation et cette germanisation d'un millénaire, qui leur a apporté la technique et la culture, la richesse matérielle et l'organisation politique, les Tchèques sont restés Tchèques, unis par un lien sentimental étroit avec les autres peuples slaves, bien que ceux-ci... ne leur aient rien apporté.

D'un côté était la civilisation, de l'autre la barbarie ; ils acceptèrent la civilisation mais voulurent rester, par leurs racines profondes, plongées dans la barbarie. « **Je ne peux pas vivre sans la liberté** », dit Jan Masaryk, c'est-à-dire sans tout ce que m'a apporté l'Occident, mais « **je ne peux pas lutter pour**

(1) Voir R.P. de juillet dernier (Faits et Documents).

**elle car je ne peux pas combattre, même indirectement, la Russie et son gouvernement, »** c'est-à-dire : je ne peux pas combattre contre l'ensemble ethnique auquel mes ancêtres ont appartenu et auquel je continue à me sentir étroitement lié.

Tel est le tragique dilemme dans lequel s'est trouvé enfermé le peuple tchèque depuis le jour lointain où il a bénéficié de sa première pénétration par l'Allemagne, et dont il n'a jamais pu sortir. Il n'a jamais pu, ni voulu choisir. Il a toujours été, de l'appel aux Allemands à la révolte contre eux, et de la révolte contre eux, à de nouveaux appels à eux. Dilemme que la lettre de Masaryk a posé d'une façon lumineuse, en pleine conscience, dilemme dont Masaryk n'a trouvé moyen de sortir que par la mort, et dont Bénès aussi vient de mourir !

A quoi cette fidélité des Tchèques au slavisme est-elle due ? Une pareille résistance à l'absorption par un peuple de civilisation supérieure se constate assez fréquemment chez les populations montagnardes ; la montagne est un asile pour les vieilles cultures, les antiques traditions, un sanctuaire de la race. Mais la Bohême et la Moravie sont des pays de plaines, des plaines types ; la seule partie de la Bohême qui soit montagneuse est sa bordure, où, précisément jusqu'à hier, il n'y avait plus de Tchèques, depuis des siècles, les Allemands (Sudètes) les y ayant remplacés. Pourquoi donc ce petit peuple de quelques millions d'habitants ne s'est-il point fondu dans la masse germanique qui la pénétrait par trois côtés, comme l'on fait les Slaves de Saxe, ceux de l'Elbe, ceux de l'Oder ?

Les facteurs qui sont intervenus pour maintenir cet attachement des Tchèques à la communauté des peuples slaves sont peut-être fort nombreux. Je voudrais seulement attirer l'attention sur l'un d'eux, qui me paraît particulièrement important, et qui est d'ordre géographique.

Entre le Rhône et le Dniester, sur quelques quinze cents kilomètres, l'Europe est divisée en deux parties presque égales par une barrière montagneuse puissante et élevée : les Alpes et leurs prolongements ; d'un côté l'Europe du Nord, de l'autre, celle du Sud.

Réunir l'Europe du Nord et l'Europe du Sud a toujours été l'un des facteurs déterminants de la politique générale dans les pays de l'Europe centrale. La longue existence du Saint Empire romain germanique, unissant dans un même système politique l'Allemagne et l'Italie, n'a pas eu d'autres raisons, et les succès de la Maison d'Autriche, tant au Nord qu'au Sud des Alpes, proviennent de ce que ses possessions premières étaient situées entre les deux Europes sur le passage le plus important des Alpes.

Or le long de cette barrière montagneuse, les Tchèques occupent une position de premier ordre : la porte morave, entre les monts des Sudètes et ceux des Tatra, qui fait communiquer directement, sans solution de continuité, par un seuil d'à peine 300 mètres le bassin de l'Oder, l'un des principaux fleuves du Nord, avec celui du Danube, le seul fleuve du Sud. Au nord de ce passage sont les Polonais, des Slaves ; à quelques 200 kilomètres, par delà le corps étranger des Hongrois (étranger aux germaniques aussi bien qu'aux Slaves), sont d'autres Slaves, les Croates, qui appartiennent à la grande masse des peuples serbes. Les Tchèques tiennent donc le point, le seul point par où peut s'effectuer la liaison des Slaves du Nord et des Slaves du Sud. Si les Tchèques cessent d'être slaves, c'en est fait : Slaves du Nord et Slaves du Sud, Polonais et Serbes sont définitivement et pour toujours coupés. Mais si, au contraire, les occupants de la porte morave gardent slave le couloir morave, l'espoir de réunir les deux grandes masses slaves du Nord et du Sud demeure entier.

C'est sans doute au sentiment de l'importance de la position qu'ils tenaient pour l'avenir du monde

slave, qu'il faut attribuer l'extraordinaire fidélité de ces Tchèques occidentalisés à leurs origines orientales.

Ainsi ne s'étonnera-t-on point que les Russes aient mis au premier plan de leurs préoccupations l'aménagement du couloir morave. D'après le journal suédois « Dagens Nyheter » (1), Polonais et Tchèques s'occupent activement et d'un commun accord d'une part d'y construire un large canal reliant l'Oder au Danube, et, d'autre part, d'y établir des autostrades, des voies ferrées à grand trafic, etc. qui uniront solidement le Nord et le Sud de l'Europe centrale ; ainsi, se trouvera réalisée une grande voie ininterrompue de Stettin à Fiume (ou à Trieste), de la mer Baltique à l'Adriatique, magnifique chemin de rocade tout le long de la nouvelle frontière de l'empire. Rociade qui vaudra tant pour l'attaque que pour la défense.

La fidélité des Tchèques au slavisme trouve par là sa récompense et, pour ainsi dire, sa justification historique ; c'est le sentiment confus qu'ils en avaient qui a empêché Masaryk et Bénès de se dresser en février dernier pour la défense de la civilisation dont ils étaient pourtant imprégnés et qu'ils chérissaient.

## Economie intérieure

### ENFIN !

Tout arrive ! L'évolution de la dernière crise ministérielle semble indiquer qu'on a enfin compris, même chez les ministres du parti socialiste, que la comédie de la baisse des prix... pour demain, ne pouvait plus durer, qu'à la hausse ininterrompue des prix depuis novembre (indice des prix : 1.211) devait correspondre, et vite ! une nouvelle hausse des salaires. D'autant plus qu'en cette fin d'année, il va nécessairement se produire une inflation considérable, puisque René Mayer a mangé en herbe le blé de l'Etat, en consommant durant les six mois de son séjour au ministère des Finances, à peu près tout le produit des impôts de l'année, et que le budget qu'il avait prétendu être équilibré se soldera, d'après les estimations les plus optimistes, par un déficit de plus de 100 milliards. Cette inflation entraînera, non moins nécessairement, une hausse verticale des prix, comme celle de l'an dernier à pareille époque. Lorsque l'indice des prix de gros monta de près de 50 p. 100 en moins de six mois (de 1.004 à 1.456 entre août 1947 et janvier 48).

Mais si le parti socialiste ne veut pas se suicider définitivement, il lui faut ne plus être à la traîne ! Il faut qu'il cesse de s'opposer jusqu'à la dernière minute aux augmentations les plus légitimes, et paraitre ne les accepter que contraint et forcé. Il lui faut affirmer publiquement et clairement le principe que le niveau de vie de l'ouvrier français, déjà très bas par rapport à celui d'avant-guerre, ne doit plus être diminué sous aucun prétexte, et qu'à toute augmentation des prix doit correspondre, sans délai, une augmentation, au moins proportionnelle, des salaires.

Cela sera d'autant plus facile que Reynaud a montré clair comme le jour que l'élévation des prix n'est nullement la conséquence d'une hausse des salaires. Alors que ceux-ci sont stables depuis novembre dernier, Reynaud entendait, en effet, augmenter, et dans des proportions astronomiques, le prix du pain, le prix du charbon, le prix du tabac, le prix de l'essence, le prix des services postaux, le prix des transports par chemins de fer, le prix du métro ! Une hausse des salaires ne devait venir qu'en suite, pour compenser, très partiellement, toutes ces hausses de prix. Il était donc démontré une fois de

(1) Cité par la revue « La République Moderne ».

plus, par le ministre des Finances lui-même, que ce ne sont pas les hausses de salaires qui exigent une montée des prix, mais simplement les besoins de l'Etat. La hausse des salaires, lorsqu'elle se produit, n'est que la conséquence de la hausse des prix, et ce n'est nullement la hausse des prix qui est la conséquence de la hausse des salaires.

## LA REAPPARITION DU DANGER GAULLISTE

Avant les derniers avatars ministériels l'espèce de grande andouille qui, depuis huit ans, se croit Jeanne d'Arc, semblait bien finie. Ses gesticulations s'achevaient au milieu d'une indifférence générale. Mais aujourd'hui, il serait vain de vouloir se dissimuler que le désarroi dont on fait preuve, au cours de la dernière crise, les divers partis gouvernementaux, a redoré son lustre. Les petits bourgeois trembleurs louchent à nouveau vers un « sauveur suprême ».

En fait, le danger d'une dictature, à la de Gaulle ou autre, sera constamment suspendu sur la IV<sup>e</sup> République, tant que celle-ci n'abandonnera pas résolument le dirigisme économique. Car le totalitarisme économique — et la remise aux mains de l'Etat de la direction de l'économie n'est pas autre chose — appelle nécessairement le totalitarisme politique.

La direction de l'économie par l'Etat entraîne la suppression de tous les régulateurs internes de l'économie, elle tend à mettre l'économie en état de déséquilibre permanent. Or une économie déséquilibrée ne peut fonctionner que si les régulateurs économiques naturels sont remplacés par un maître tout-puissant, doté de pouvoirs absolus qui le mettent en mesure de tenir tête à l'absurde.

Lorsque l'économie s'équilibre d'elle-même, l'Etat s'équilibre de lui-même par le jeu des partis ; lorsque l'économie est systématiquement déséquilibrée, prétendre la maintenir en cet état par un appareil d'Etat oscillant est vouloir l'impossible. Le déséquilibre politique, que constitue le régime d'un seul, peut seul s'adapter convenablement au déséquilibre économique. Lorsqu'on veut maintenir à toute force des prix qui ne correspondent pas à la valeur de la monnaie, on ne le peut qu'en faisant tomber les têtes, comme le fit Hitler, sous la hache du bourreau. Mais pour cela, il faut avoir le pouvoir d'Hitler !

Il n'est pas d'exemple dans l'histoire, d'une économie d'Etat, d'une économie dirigée ou contrôlée par l'Etat, qui ait coexisté d'une manière durable, avec un régime politique libéral. Par sa politique de cartellisation généralisée la République de Weimar aboutit à la dictature d'Hitler. La liberté est un bloc. Pas de liberté politique sans liberté économique. Prétendre pouvoir maintenir celle-là après que celle-ci ait été détruite est un songe de visionnaire, ou une rouerie de politicien.

Si vous voulez éliminer le spectre de de Gaulle, Messieurs de la Troisième Force, il vous faut revenir, sans délai et vite, à la liberté économique : liberté des prix, liberté de la production, liberté du commerce extérieur, liberté des salaires.

Mieux encore, faites le socialisme ! Mais le socialisme, ce n'est pas la suppression de la liberté économique, c'est son extension. L'extension de la liberté de produire à ceux qui, sous le régime capitaliste, en sont privés : les prolétaires.

Le socialisme est la suppression de la plus-value, plus précisément, la suppression de l'appropriation de la plus-value par ceux qui ne l'ont pas produite ; c'est la suppression de l'exploitation de l'homme par l'homme, la fin du vol commis chaque jour par le salarier à l'égard de ses salariés. Et cela n'a rien à voir avec la suppression de la liberté économique, c'est simplement la suppression de la liberté de voler son semblable ! Mais la suppression de cette liberté-là, Messieurs de la Troisième Force, est justement la seule chose dont vous ne vous souciez pas ; au

contraire, vous voulez que le patron en profite encore davantage puisque, jusqu'à ce jour, vous vouliez abaisser les salaires réels, en les maintenant nominalement tels quels, alors que les prix montaient.

Puisque vous paraissez comprendre aujourd'hui qu'on ne peut pas baisser les prix — sauf par la hache du bourreau — en période d'inflation, faites un pas de plus, et comprenez que la République, et, plus encore, le Socialisme ne sont possibles qu'avec la Liberté !

Rappelez-vous les paroles de cet ouvrier collectiviste de la première Internationale, au congrès de Bâle, que j'ai déjà citées :

**« Nous avons reconnu que la condition essentielle, la base fondamentale, la loi suprême et naturelle de l'échange, c'est la liberté. Or la liberté de l'échange implique nécessairement la liberté complète du travail, c'est-à-dire l'absence de toute réglementation dans le fonctionnement des rouages économiques. »** C'est le libéralisme économique. Mais **« cette liberté de l'échange et du travail »** doit exister **« pour tous les producteurs »**. Et c'est cela le socialisme.

Robert LOUZON.

## Racisme juif et humanisme musulman

Pétra, qui a pas mal roulé sa bosse et qui connaît les musulmans mieux que la plupart d'entre nous, ne partage pas le point de vue exprimé le mois dernier par Louzon sur l'humanisme musulman :

*Et n'étaient-ils pas musulmans les gnomes marocains qui ont si effroyablement pillé et massacré les musulmans du département de Constantine en 1945 ? Vous me direz qu'ils étaient commandés par des Français. Mais si la « fraternité » des musulmans avait été un fait, les choses se seraient passées différemment. Et les Sénégalais qui sont une soldatesque si terrible quand elle est déchaînée en Afrique du Nord (exemple le massacre de Casablanca à Pâques 1947) ne sont-ils pas musulmans ? (Du moins les Sénégalais proprement dits.)*

*Cela dit, je suis d'accord sur le fond avec Louzon. Les sionistes font en Palestine une guerre de conquête. Et c'est mauvais. Si l'on dit qu'il s'agit au contraire de reconquête, ce ne peut pas davantage être défendu. Car c'est un fait, ennuyeux pour les esprits simplistes ou passionnés, mais un fait certain : les injustices historiques ne se défont pas. Toute tentative de les défaire purement et simplement est génératrice d'autres injustices.*

*« Du fait, affirme Louzon, que vous êtes musulman, vous êtes le frère de tout autre musulman. » Eh bien, si vous avez lu ça dans des livres, moi je ne l'ai pas vu dans les faits.*

*Un petit exemple. En 1928, j'étais sur un bateau de Nouvelle-Calédonie. A Nouméa, un vieil « Arabe » d'Algérie demande à être rapatrié. « D'accord, disent l'agent de la compagnie de navigation et le commandant du bord. Mais où va-t-on le mettre ? Le bateau est archiplein. Bah ! On le mettra dans le poste des Arabes ! » Car sur ces bateaux, il y avait une équipe d'originaires du Yémen, embarqués à Djibouti comme soutiers. Eh bien ! ça na pas collé. Dès le lendemain du départ, le chef mécanicien voit s'amener le « suran », qui est le chef de l'équipe des Arabes. Il proteste : « N'est pas arabe, ça, chef : Algérien ! » Et, pendant deux mois le pauvre vieux est allé, loin de ses « frères » musulmans, coucher par terre dans une coursive, en plein courant d'air, où il y avait de quoi attraper la crèche, du moins tant qu'on fut en zone fraîche.*

*« Que votre peau soit blanche, noire ou jaune... », écrit Louzon. Eh bien ! ce n'est pas vrai. Les musulmans du Nord ont beaucoup pratiqué la traite — expansion de l'islamisme sur les rivages noirs et traite arabe ont longtemps progressé de concert — et il serait bien extraordinaire que, dans les mœurs il ne restât rien d'un facteur de production qui a duré des siècles.*

## La F. S. M. et les Américains

L'Organisation des Nations Unies et la Fédération syndicale mondiale sont nées ensemble à San-Francisco, il y a trois ans; elles sont aussi mal venues l'une que l'autre.

Clemenceau fit scandale quand il lança de la tribune, en pleine ère wilsonienne, la fameuse boutade : « Vous y croyez, vous, à la Société des Nations ? » Aujourd'hui un homme qui affirmerait croire à l'O.N.U. serait considéré, d'un accord unanime, comme mûr pour le cabanon.

Mais si précaire que soit leur existence, et si général le manque de confiance qu'elles inspirent, elles sont pourtant assurées de durer quelque temps encore : ceux qui en profitent feront tous leurs efforts pour les empêcher de disparaître; ceux qui voient déjà qu'ils sont dupes n'oseront s'en retirer de peur d'être accusés de se dérober au règlement pacifique des conflits, ou de rompre l'unité « mondiale » des travailleurs.

L'O.N.U. est, pour la Russie, une retentissante tribune de propagande : un Manouïlski peut y parler au nom de l'Ukraine, et Vychinski, le procureur des « procès de Moscou », y prononcer des réquisitoires contre les impérialistes, fauteurs de guerre. Si ses incroyables insolences ne touchaient que les représentants des démocraties qui consentent à les encaisser, nous pourrions nous contenter de leur dire : « Vous ne l'avez pas volé ! » Mais elles ont une signification plus générale.

L'utilisation de la F.S.M. est plus discrète. Il a fallu la sottise d'un Saillant pour provoquer une menace sérieuse de rupture. On se souvient que ce serviteur trop zélé ne se contentait pas de dénoncer le plan Marshall à travers l'Europe et le monde mais qu'il entendait encore ne pas permettre au bureau de la F.S.M. d'en discuter. C'était tout de même un peu trop. Le C.I.O. se fâcha; il représente seul les Etats-Unis à la F.S.M. et les porte-parole de l'A.F. of L. ne lui ménageaient pas les sarcasmes. Il envoya à Paris son secrétaire-trésorier, J.-B. Carey.

Carey obtint finalement la mise à l'ordre du jour du plan Marshall, mais non sans peine; il dut même faire le voyage de Moscou et menacer de retenir les 50.000 dollars représentant les cotisations du C.I.O.

Le bureau exécutif de la F.S.M. fut convoqué à Rome, au début de mai. Il y eut quatre journées de vifs débats; les propos manquèrent souvent de cordialité. L'affaire se termina par un compromis, comme il est inévitable quand les parties adverses sont décidées à ne pas rompre. Carey obtint que Saillant serait désormais muselé : ses discours et les articles de la revue devraient être soumis d'abord au représentant du C.I.O.; pour le plan Marshall, chacune des centrales syndicales prendrait la position qui lui convient.

C'était assez maigre, en net recul sur les demandes antérieures. En mars, à Londres, Carey avait déclaré : « Le C.I.O. considère Saillant incapable de remplir la fonction de secrétaire. » Pour le plan Marshall, la F.S.M. « devait se prononcer; il s'agit du programme de reconstruction et on ne doit pas jouer avec le bien-être des travailleurs. » L'admission de la C.G.T.-F.O. était considérée d'avance comme acquise; la question ne fut même pas, officiellement, posée.

Matthew Woll est vice-président de l'A.F. of L. Il est spécialement chargé des questions internationales. Quand les dépêches apportèrent le texte du compromis il s'écria : « Quel triomphe pour une diplomatie d'écolier ! » Dès que Sidney Hillman avait préparé la création de la F.S.M., Matthew Woll avait interpellé très vigoureusement Walter Citrine, alors président de la Fédération syndicale internationale, mais empressé à la liquider. Pour-

quoi ce brusque retournement ? La nature des syndicats qu'on refusait d'admettre hier à la F.S.I. a-t-elle changé ? Citrine traitait bien cavalièrement une centrale syndicale qui n'avait pas ménagé son aide aux syndicats britanniques aux heures difficiles. Citrine, embarrassé, parla de situation totalement différente, de possibilité de réunir pour la première fois, l'ensemble de la classe ouvrière... L'A.F. of L. resta seule dans son opposition.

C'est encore sa position aujourd'hui et c'est là-dessus que Carey insiste dans sa riposte, une réponse pleine de fougue mais pauvre de bons arguments. Woll critique, mais ne fait rien; il vaticine dans sa tour d'ivoire; l'A.F. of L. retombe dans son vieil isolationnisme. En quoi il se trompe; l'A.F. of L. appartenait déjà à la F.S.I. avant la première guerre mondiale; elle avait même reçu la charge du congrès qui devait se réunir à San-Francisco en 1914.

Emporté par sa rancune contre la F.S.I. — qui avait commis la faute de refuser l'adhésion du C.I.O. en 1935 — Carey s'écrie : « La F.S.I. est morte et enterrée; elle ne faisait rien et ne pouvait rien faire; elle groupait 13 centrales; nous en avons 68 à la F.S.M., appartenant à 61 nations. »

Si la F.S.I. était loin d'être l'Internationale que nous voulions et si nous la trouvions trop passive et volontairement bornée, elle n'en avait pas moins une vertu capitale : celle de répondre à son titre. Elle ne mentait pas comme le font les innombrables camouflages stalinien.

« A la différence de Matthew Woll, écrit Carey dans sa conclusion, nous ne voulons pas abandonner la Tchécoslovaquie, l'Allemagne orientale, la Hongrie et tous les peuples tombés dans l'orbite communiste. La question est de savoir si oui ou non les mouvements ouvriers du monde seront asservis par le totalitarisme réactionnaire. Le C.I.O. a décidé d'entrer dans l'arène et de se jeter dans la bataille. »

La lutte à l'intérieur de la F.S.M. peut se défendre, et, par conséquent, l'adhésion. Mais à la condition de ne pas être dupe et de considérer qu'il s'agit d'une lutte de chaque instant. L'affaire du plan Marshall révèle exactement la tactique des stalinien, maîtres réels de la F.S.M. Ils poussent leur avantage aussi loin que possible, se dérobent, manœuvrent, gagnent du temps, et quand enfin leurs dupes se fâchent sérieusement et qu'il faut discuter, ils ont acquis tellement d'avantages, si bien consolidés leurs positions, qu'ils peuvent consentir à en abandonner de secondaires pour éviter la rupture. Mais on peut être sûr qu'ils ne consentent ces abandons qu'avec l'intention ferme de ne tenir aucun des engagements qu'ils auront été contraints de prendre.

Après Rome, Carey a déclaré : « Les Russes ne peuvent risquer de voir le C.I.O. quitter la F.S.M. parce que les stalinien commettent tous leurs crimes au nom de la classe ouvrière. »

Mais, de l'autre côté, les organisations syndicales véritables qui ont adhéré à la F.S.M. n'en peuvent sortir maintenant qu'après avoir préparé leur exode; le mythe d'une unité même mensongère les contraint de rester dans une fédération qu'elles détestent.

Le rôle utile que peut encore jouer le C.I.O. — partenaire important — c'est de poser à chaque instant les questions que les stalinien ne veulent pas qu'on pose et d'obliger la F.S.M. à se prononcer. Alors il sera aisé de la démasquer, de montrer clairement aux yeux des ouvriers, qu'elle a trahi dès le premier jour les intérêts du prolétariat. Alors, la rupture inévitable pourra s'opérer sans dommages.

A. ROSMER.

# Lettre d'Italie

## Après les élections

On nous écrit de Rome à la date du 5 août :

La majorité dont jouit De Gasperi n'est pas très solide. Le parti démocrate chrétien est, dans une large mesure, une fiction ou un ramassis d'arrivistes. Les forces véritables sont : l'Action catholique, le clergé et le Vatican, et ces forces entendent imposer leur volonté à De Gasperi — lequel n'est pas un aigle mais est personnellement honnête et « antiautoritaire ». L'Action catholique a refusé de dissoudre les « comités d'action civique » organisés lors des élections ; ce sont des sortes de « soviets noirs ». En tout cas, les jésuites ne sont pas du tout démo-chrétiens ; ils demandent avec insistance une réforme radicale de l'Etat et un renouveau de corporatisme.

Quant au 14 juillet, je ne puis que vous donner mes premières impressions. Je crois pouvoir déjà dire cependant que l'effervescence populaire n'est pas chose vraiment sérieuse ; elle l'est certainement beaucoup moins que celle qui existait en 1919-1920. Elle est assez puissante tout de même pour pousser les partis par en bas, même — ou surtout — le parti stalinien. Ainsi, les manifestations qui ont suivi immédiatement l'attentat contre Togliatti étaient non seulement spontanées mais très impressionnantes. C'est alors que le parti crut pouvoir se mettre à la tête du mouvement en lançant le mot d'ordre de « démission du gouvernement » sans comprendre qu'à ce moment même ce mot d'ordre était devenu à la fois sinistre et futile. Car il signifiait « insurrection générale » ou rien du tout. Le gouvernement le comprit très bien et poussa à fond ses forces de police contre les ouvriers et les militants dès qu'il les vit désemparés et incertains, les premiers parce que ce n'est pas à l'insurrection qu'ils avaient pensé, les seconds parce qu'ils avaient déjà pu se rendre compte que l'opération déclenchée par Longo et Secchia était loin d'être au point. Malgré le coup de frein de la direction du parti on assista à une série d'émeutes, quelques-uns sérieuses, d'autres grotesques. Politiquement cela n'eut aucun sens, et le gouvernement qui, un moment avait eu très peur, sortit renforcé de l'aventure.

Le parti stalinien, dont la tactique aux élections avait déjà causé une grosse déception parmi les ouvriers (« tout le monde nous ment », disait un ouvrier romain le 19 avril) a montré une fois de plus qu'il n'était capable que de lancer les foules ouvrières dans des impasses. Mais je me garderais de parler d'échec total parce que ce fut, dans un sens, pour ce parti, une démonstration de force assez troublante pour inquiéter tout le monde. Seulement vous savez comme moi à quel point la bourgeoisie déteste d'avoir eu peur...

### La scission syndicale

Bien que l'ordre de grève générale lancé par les chefs staliniens de la centrale syndicale pour protester contre l'attentat dont Togliatti venait d'être victime ait été rapporté, cette opération a eu les mêmes conséquences que les mobilisations de novembre-décembre en France : elle a provoqué la scission syndicale et la formation de syndicats chrétiens. Dès le 16 juillet, deux jours après l'attentat, deux leaders démocrates-chrétiens, Pastore et Morelli, et le président de l'Association des ouvriers catholiques, Ferdinando Storchi, dénonçaient, dans une lettre au bureau confédéral, la grève comme politique et contraire aux statuts de la confédération. Ils annonçaient la formation, en conséquence, d'une organisation autonome « indépendante de toute influence de partis politiques ».

Ce qu'il y a de particulier dans le cas de l'Italie, c'est de constater l'intérêt que le Vatican a porté, dès le premier jour, à la reconstitution du mouvement syndical, et qu'il n'a cessé de lui témoigner.

Après la libération de Rome, les démocrates-chrétiens, renonçant à ressusciter les syndicats chrétiens d'avant le fascisme, acceptèrent le principe d'une confédération unique. Ainsi fut formée la « Confederazione Generale Italiana del Lavoro » (C.G.I.L.) qui devait être « apolitique, uniquement dévouée au bien-être économique de ses membres ».

Les leaders ouvriers chrétiens auraient pris cette décision sans enthousiasme, comme l'indique l'allocation que le pape adressa le 11 mars 1945 aux délégués du premier congrès de l'Association des ouvriers catholiques. « Une organisation syndicale unique vient d'être créée, dit-il. Nous devons espérer que les sacrifices consentis par les ouvriers chrétiens en y adhérant ne nuiront pas à leur cause mais donneront les fruits qu'on en attend pour le bénéfice de tous les travailleurs. Cela exige avant tout que les syndicats se maintiennent dans les limites de leur mission essentielle, qui est de représenter les ouvriers et de les défendre dans les conflits avec les employeurs. »

On voit que l'adhésion n'allait pas sans conditions. Et quand, après leur défaite aux élections les staliniens déclenchèrent grève après grève dans le but de contraindre le gouvernement à démissionner, d'entraver la difficile reconstruction, de combattre le plan Marshall, on pouvait bien s'attendre à ce que ces conditions fussent rappelées.

C'est ce que fit le pape, devant les représentants de la même organisation, le 29 juin dernier. Les journaux staliniens s'élevèrent violemment contre cette intervention du pape dans le mouvement syndical, mais avant même que le bruit de leurs protestations ait cessé, une nouvelle grève générale était déclenchée qui apportait aux chrétiens l'argument décisif pour la scission.

## En Tchécoslovaquie

### La grève du « Pravo lidu »

Fin juin, plusieurs journaux ont attiré l'attention sur la grève éclatée à l'imprimerie et à la maison d'éditions du parti social-démocrate à Prague. Il ne s'agissait pas, évidemment, d'une grève de grandes dimensions. Mais cet événement représentait la première révolte des ouvriers tchécoslovaques contre le régime stalinien, établi par le putsch de février dernier ; on peut le regarder comme le premier signe du réveil de la classe ouvrière tchécoslovaque ; en ce sens, il est une date, dans la prochaine évolution du pays. C'est pourquoi nous publions le récit que nous a fait un camarade tchèque, récemment échappé de son pays, qui a participé à cette grève.

Lors de la fusion du parti social-démocrate et du parti communiste, il fut décidé que le journal officiel du P.S., le « Pravo lidu », cesserait de paraître et que l'imprimerie « Cil », ainsi que les « Editions ouvrières », seraient liquidées à la fin juin. Les ouvriers et les employés de ces entreprises, à la nouvelle de ces décisions, ne purent que laisser éclater la colère qui s'accumulait en eux depuis février.

Les ouvriers obligèrent le comité d'entreprise à convoquer immédiatement une réunion de tous les travailleurs ; elle eut lieu le 18 juin. Le président du comité d'entreprise ouvrit la réunion en exposant ce qu'il avait tenté pour sauver l'entreprise ; notamment ses vains efforts pour prendre contact avec Zapotocky, le président à la fois du Conseil des ministres et de la C.G.T. tchécoslovaque, ainsi qu'avec Fierlinger, qui était devenu le président du P.S. après le putsch de février. Les ouvriers

ayant été informés que d'après Lindauer, devenu, après février, secrétaire général du parti — le sort de l'entreprise, où ils travaillent depuis des années, ne les regarde pas, une vraie tempête éclata.

Après cela, Fierlinger prit la parole pour expliquer son attitude inexplicable et celle de Zapotocky. Sa déclaration — qu'on n'oublia pas facilement — que nous vivons dans un monde meilleur, provoqua un vaste éclat de rire, des cris et des sifflets de la part des auditeurs. Fierlinger, mis hors de ses gonds, s'embarrassa de plus en plus. Malgré les cris des ouvriers, il essaya de faire un exposé abstrait au lieu de présenter un rapport sur l'affaire de l'imprimerie socialiste. A chaque instant on l'exhortait à parler de la chose actuelle, et non à s'échapper en faisant un exposé théorique sur l'inévitable concentration socialiste dans toutes les branches de l'industrie. Il prit notamment pour exemple l'industrie sucrière. C'était chercher à noyer le poisson.

La discussion devint de plus en plus vive. Fierlinger traita un vieil ouvrier de « petit-bourgeois ». Il qualifia de vétille la question d'un autre ouvrier demandant ce qu'on entendait faire des ouvriers de l'entreprise. Les ouvriers répondirent : « Si nous étions « vétilleux », le « Pravo lidu » ne paraîtrait plus. Une phrase de Fierlinger, suivant laquelle lui-même n'aurait jamais été à l'aise et qu'il n'achetait pas plus que ce qu'on peut avoir avec les tickets, provoqua un nouvel éclat de rire. Pendant cette discussion, les ouvriers lui dirent tout net leur opinion. L'un d'eux, lui déclara que les gens qui dirigent en ce moment le P.S. et qui ont décidé sa liquidation, ainsi que la liquidation de « Pravo lidu », ne sont point des sociaux-démocrates authentiques.

Enfin, une proposition fut faite de se mettre en grève et d'aller le lendemain, protester à la Chambre. Cette proposition fut acceptée unanimement. Mais, après le vote, Fierlinger reprit la parole en demandant un délai de 24 heures pour qu'il puisse trouver un compromis avec les dirigeants communistes. Il promit, en outre, que Zapotocky recevrait le lendemain une députation de dix ouvriers pour entendre leurs arguments. Cette proposition équivalait à un panneau dans lequel tombèrent les travailleurs. Par un nouveau vote, elle fut approuvée, malgré une résistance assez dangereuse — les mots de traître, de pendard, etc., volant de divers côtés.

Les staliniens ont naturellement profité du délai accordé pour liquider la résistance du personnel. La première révolte des ouvriers a échoué ; ils ont manqué de la fermeté nécessaire.

Cependant notons un fait extrêmement significatif : les ouvriers de plusieurs autres imprimeries proclamèrent leur solidarité avec leurs camarades de « Cil » ainsi que leur offre de participer à la grève envisagée. Voilà un symptôme infallible que la résistance de la classe ouvrière en Tchécoslovaquie est en train de reformer ses forces.

## La F.S.M. est une morte en sursis

Les débats orageux de la conférence tenue à Rome par la F.S.M. du 30 avril au 10 mai n'ont été connus que des initiés. Voici d'après les *Nouvelles internationales* d'août une analyse du compte rendu fait par James Carey, le secrétaire-trésorier du C.I.O. :

A la réunion du bureau exécutif de la F.S.M. du 30 avril, Carey déclara :

« Nous ne contribuerons pas pour un centime au salaire de Louis Sallant aussi longtemps qu'il continuera ses attaques contre la politique du C.I.O. Nous nous refusons à collaborer à des publications

qui déforment la vérité. Le C.I.O. n'a pas demandé à la F.S.M. de soutenir le plan Marshall. Nous avons demandé une consultation en commun des centrales syndicales des pays auxquels s'applique le plan Marshall. Nous avons demandé l'application de la politique et du programme de la F.S.M. concernant l'aide et la reconstruction dans l'après-guerre. »

A la même réunion, Carey déclara en outre :

« Je doute qu'on puisse arriver à la présente réunion du bureau à des résultats quelconques. Je doute que le secrétaire général soit prêt à prendre en considération les observations critiques qui ont été faites ici.

» Le secrétaire général peut déclarer n'importe quoi ; je n'ai, quant à moi, aucune foi en ses promesses.

» Nous n'avons aucune confiance en une organisation qui permet que, dans ses publications, ses responsables soient rendus l'objet de critiques dénuées de fondement. Nous ne pensons pas que la F.S.M. puisse continuer à exister si la politique pratiquée par le secrétaire général est maintenue.

» Si vous diffusez encore un communiqué, si vous imprimez encore une défiguration de la vérité dans les publications de la F.S.M., le C.I.O. quittera cette organisation. Si nous ne faisons plus partie de la F.S.M., la notion de l'unité syndicale mondiale sera détruite. Nous ne collaborerons pas à une publication qui se joint aux forces de la réaction en vue d'attaquer le C.I.O. Nous pensons que la F.S.M. est morte — complètement et absolument — et que la responsabilité en incombe à ceux qui ont omis de faire leur devoir au sein de cette organisation.

A la réunion du Bureau exécutif du 2 mai, Carey adopta la même attitude. Dans sa réplique à un discours de Kouznetsov sur le rôle de la F.S.M., Carey répéta que, dans les conditions existantes, « le C.I.O. ne pouvait arriver à aucune autre conclusion que celle que la F.S.M. était morte et que c'était Sallant qui l'avait tuée ».

Au cours de la réunion du Bureau exécutif du 4 mai, l'énergique représentant canadien, Pat Conroy, d'après le compte rendu de Carey, résuma la situation comme suit : « Il (Conroy) observa sèchement que, pour lui, il en avait marre de l'inaction et qu'il avait l'impression de ne pas savoir exactement s'il était en train de visiter ou de quitter une ruine. »

## La réponse du Guépéou

Il n'était pas possible de laisser sans réplique des articles comme ceux que publie actuellement le « Figaro » : « Ainsi fut assassiné Trotsky », sous la signature de J. Gorkin et du général Sanchez Salazar, qui dirigeait la police mexicaine au moment des attentats contre Trotsky.

Le Guépéou, le N.K.V.D. plus exactement, a répliqué. En son nom, l'hebdomadaire stalinien « Action » a fait l'opération dans son numéro du 8 septembre.

Sa thèse : Jacques Mornard, loin d'être un tueur stalinien, était un militant de l'entourage de Trotsky. Il l'a tué parce que Trotsky lui a demandé des tâches auxquelles il s'est refusé, notamment celle d'abattre Staline. Il l'a tué parce qu'il savait que Trotsky était aux gages de Hitler :

« Chaque mois, dit « Action », le consul d'Allemagne à Mexico frappe à la porte blindée de la villa de Coyoacan, présente aux gardes le laissez-passer exigé de chaque entrant et va remettre à Trotsky le chèque qui paye, à travers le monde, les armes, les tracts, les télégrammes, les journaux et les hommes de main de l'antisoviétisme. »

Il suffit de souffler dessus pour que cette thèse s'écroule.

Le consul d'Allemagne se rendant chez Trotsky chaque mois, quelles belles photos à prendre pour le Guépéou et à publier sans retard !

En outre qui, en 1939 et 1940, de Trotsky ou de Staline, signait le pacte germano-russe et mettait sa main dans celle d'Hitler ?

# Le Carnet du "Civilisé"

## Les préfets sont aussi des bonzes

Mon papier sur la déclaration d'Angers a soulevé la réaction des signataires. Je m'y attendais, et c'est normal. Ce qui l'est moins, c'est d'expliquer ma position par des intérêts personnels.

Lacueille peut évidemment en conclure que ce n'est pas avec des Lapeyre que le mouvement syndical se relèvera et Hébert affirmer que, membre du Conseil économique, ma position de parlementaire syndical est toute tracée.

Cela parce que j'ai émis l'opinion de la non-opportunité de cette déclaration, laquelle d'ailleurs, manquait de substance.

Je veux essayer de le prouver :

*Représentation proportionnelle des courants d'opinion :*

Hervé qui, lui, s'en tient sur le terrain strict des idées, se trompe : je suis d'accord sur le fond ; il veut bien me rappeler la Conférence de Lancry ; il s'agissait de la C.G.T. et les *tendances*, à ce moment là, étaient fortement cristallisées.

Tel n'est pas le cas encore à Force Ouvrière. *Représentation de quoi, de quels courants d'opinion :* la déclaration d'Angers devait l'apporter.

Je ne pense pas m'être trompé en affirmant qu'elle est venue trop tôt, et ne traite que de points insuffisants pour former précisément ce courant d'opinion.

Voyons un peu : *Action revendicative* : liberté des salaires : j'espère bien que nous allons gagner au C.C.N.

*Action internationale* : de nombreux dirigeants, malgré le Congrès ont pris position contre la F.S.M., et avant la déclaration ; de plus ils mettent d'accord leurs actes avec leurs paroles ou écrits.

Sur ce point, je pense qu'après la réunion du Bureau de la F.S.M. à Rome, les esprits ont bien changé.

*Occupation gestionnaire* : Qui n'est pas d'accord lorsqu'on admet les difficultés et qu'on veut bien reconnaître que ce n'est pas encore pour demain ? (construisons d'abord un mouvement ouvrier indépendant, musclé, majeur, où s'affirmera la capacité ouvrière).

En bref, tous les principes d'Angers sont ou seront bientôt, principes majoritaires.

Reste la représentation proportionnelle ; mais je répète : *quelles sont les doctrines, idées et tendances à représenter ?*

Nos camarades estiment-ils constituer un courant d'opinion en se dressant contre Jôuhaux, Bothereau ou Bouzanquet ?

Qu'est-ce que le mouvement syndical aurait à y gagner ?

Il est certes très *regrettable* et *injuste* qu'un ou plusieurs de nos camarades signataires n'aient pas été élus à la Commission exécutive ; cela n'a pas dépendu de mon vote.

Hébert ne doit pas prendre exemple sur certains journalistes ; je n'ai pas *affirmé* que les signataires voulaient se classer, j'ai, au contraire, « *souhaité beaucoup me tromper* » en indiquant que les signataires au C.C.N. « *avaient donné l'impression de vouloir se classer* ».

Il suffit de dire que je me trompe : *et de le prouver aux autres, car cette impression n'a pas été seulement la mienne* ; il importe de se faire comprendre de son auditoire.

Lacueille présenta une liste avec si peu de bonheur qu'il semblait dire : c'est pour ceux-là que vous ne voterez pas.

J'ai dit, avec correction, de bonne foi et franche-

ment ce que je pensais (et sans prendre la mouche.)

Il m'est particulièrement pénible de savoir que des camarades ne se sentent pas à l'aise ; alors que la tâche est immense, aucune bonne volonté n'est de trop.

Nombreux sont ceux qui veulent faire de F.O. un large mouvement de masses où toutes les tendances — réformistes et révolutionnaires — ont leur rôle à jouer.

Qu'ils ne désespèrent pas et ne « se braquent » pas parce que tout ne va pas comme ils voudraient ; ils ne sont pas seuls.

Quant au crime de lèse-fonctionnarisme, de « civilisé » (ô combien !) et de crainte de bonzes, les appréciations sont certes regrettables : elles n'empêcheront pas de nous entendre.

Mais qu'il me soit permis de dire très fraternellement à nos amis que la position de redresseurs de torts est indispensable, mais difficile à tenir ; il ne suffit pas de s'intituler « militant de base » pour l'être ; les « *préfets* », comme le sont les signataires, n'en déplaise à Hébert, sont des bonzes ; faut-il être de la C.E. pour mériter d'eux ce qualificatif.

## Conseil économique et autres joyusetés

Voilà le Conseil économique, point d'attaque de plusieurs militants.

Mon ami Le Bourre, à chaque C.E., n'a pas manqué de le mettre en accusation.

D'accord avec lui sur beaucoup d'autres points, j'ai pris à la plaisanterie ses attaques : n'est-ce pas évident, puisque je suis un *prébendier* ?

Je considère que cette question n'a plus aucun intérêt ; qu'en son temps, révolutionnaires et réformistes se soient opposés sur ce sujet, je le comprends fort bien.

De quoi s'agit-il vingt-cinq ans plus tard et maintenant qu'il est installé ?

D'une assemblée — où toutes les activités économiques du pays sont représentées.

Qu'apporte-t-il pour le moment à la classe ouvrière ? certainement pas grand-chose.

Et je serais d'accord avec ses détracteurs, si les militants en *attendaient beaucoup* ; qu'une revendication étant posée, le Conseil économique soit mis en avant pour d'abord donner son avis, ce serait vraiment insupportable.

Mais son rôle consiste à donner un avis sur les propositions ou projets de lois ayant un caractère économique.

Il n'est pas mauvais que des syndicalistes puissent travailler sur ces textes, tout en bénéficiant d'un bon poste d'observation : ça me paraît à peu près tout, c'est-à-dire assez maigre.

En faire le panégyrique me paraît aussi vain que d'attendre de la non-participation des représentants ouvriers, une espèce de regain de l'action syndicale ; chaque chose doit être remise à sa place exacte.

Toutefois, attention !

Dans « le Monde » du 31 août, M. Etienne Gilson mettant la crise sur le compte de l'action des syndicats, demande une révision de la Constitution et l'intégration du « pouvoir économique » dans les Assemblées de décision.

Les « autres joyusetés » sont les diverses commissions ou représentations dans les conseils d'administration. Que les militants se dispersent trop, qu'ils soient en trop petit nombre, c'est malheureusement exact ; il est fort regrettable de trouver à peu près toujours les mêmes qui siègent partout.

Lorsqu'il s'agit de Commissions de travail, pas de difficultés, semble-t-il ; je pense que réformistes et révolutionnaires sont d'accord pour travailler au sein d'une commission des Conventions collectives, par exemple.

La représentation ouvrière au sein des Conseils d'administration (banques, S.N.C.F., etc...) présente-t-elle un réel intérêt ? j'entends déjà la réponse de Louzon.

Pour conclure, si la participation à diverses Commissions (qui sont des « joyeusetés » pour ceux qui n'y travaillent pas) est inévitable, l'exemple français laisse sceptique sur les avantages généraux que peuvent retirer le mouvement syndical et les travailleurs de leur représentation dans les divers Conseils d'administration.

## Une gauche à F.O. ?

D'après Monatte la preuve de son existence a été donnée par la déclaration d'Angers ; c'est d'ailleurs le principal avantage qu'il y voyait.

J'ai dit les raisons pour lesquelles je pensais que le manque de substance « minoritaire » ne permettrait pas à ce document d'atteindre le but que s'étaient fixé ses auteurs.

S'il faut encore attendre à mon avis, pour laisser mûrir « des idées ou doctrines de gauche », je suis dès maintenant convaincu qu'il nous faut cette gauche ; pour le bien de F.O., comme le dit si justement Monatte.

Les derniers événements le prouvent surabondamment. Bureau et Commission exécutive ont misé 100 pour 100 sur la baisse des prix.

Diriger c'est prévoir ; si pour quelques-uns d'entre nous l'échec était inévitable, les organismes dirigeants se sont laissés aller à un dangereux optimisme, sans rien prévoir pour la suite.

Les Commissions exécutives se sont succédé pour prendre acte des mêmes démissions, carences et impuissances ; finalement, un C.C.N. a été convoqué pour le 10 septembre seulement.

Si une majorité semblait se dégager pour ne pas envoyer de représentants dans la Commission siégeant auprès du président du Conseil, en fin de séance, « nous nous laissions faire » car ça n'avait, semble-t-il, aucune importance ; le tout assaisonné d'un quelconque communiqué.

La suite est connue : la position F.O. a été considérée comme donnant un délai supplémentaire au gouvernement, nos camarades n'ayant aucune autre formule, s'embarquant çà et là avec les stalinien pour une augmentation autoritaire des salaires.

J'ai personnellement tiré profit de ces événements ; d'autres aussi.

Il est des moments où, malgré la camaraderie ou l'amitié, il ne faut pas hésiter à soutenir jusqu'au bout ses conceptions, même si l'on doit passer pour un « jamais content » ou un « emmerdeur ».

La gauche de F.O. est déjà admise par beaucoup, même sans déclaration.

## Les causes d'un départ manqué

Je ne démentirai pas Monatte quand il constate que le départ de F.O. a été manqué.

Mais ce serait injuste et inexact d'en rejeter toute la faute sur les dirigeants confédéraux.

Certes, l'inévitable division n'a pas été préparée — et c'est regrettable ; — seule la mauvaise foi stalinienne permet de prétendre le contraire.

D'abord dans les fédérations ou syndicats à majorité antistalinienne, elle n'est pas apparue indispensable ; puisqu'on avait tenu tête aux « nationaux communistes », il n'y avait pas de raison de briser l'unité de fortes organisations.

Quand il y a eu vote, tout l'appareil de domestica-

tion du mouvement syndical était en place ; les mots d'ordre pouvaient facilement être transmis et exécutés (au besoin par le parti) tandis qu'à F.O. les camarades se cherchaient ; aussi bien des votes de maintien à la C.G.T. furent acquis à des majorités de 52 à 55 p. 100.

Ensuite, un certain nombre de militants — soit disant non communistes — sont devenus les valets de Benoît Frachon, lui, tout heureux de les trouver ; eux, tout gonflés de leur prétention et de leur orgueil d'être pris pour quelqu'un ; ils ignorent — ou feignent d'ignorer — que le parti dispose toujours de places ou services permettant à ses domestiques de parader.

Il y a eu ceux-là, mais il y a aussi ceux qui se sont montrés, — à la stupéfaction générale — comme sérieusement tenus par un fil à la patte ; pas un syndicat important, pas une Fédération où l'on ne puisse découvrir l'antistalinien qui, par intérêt personnel, a accepté d'être embrigadé sous la bannière du Kominform, alors que son départ était attendu par nombre de ses camarades.

Et ceux qui, dirigeants de F.O. ont joué l'autonomie pour garder une soi-disant unité et une soi-disant organisation forte.

Je ne cite que pour mémoire les fautes de militants socialistes, heureux de jouer un bon tour aux cocos, donnant un sens à la séparation, qu'elle n'a pas et n'aura pas.

Quant aux adhérents, il ne faut pas oublier que certains se faisaient un peu forcer la main ; il valait mieux être syndiqué, car c'était la mode ; avec la division l'occasion était bonne pour esquiver une cotisation.

Personne, je pense, n'oublie la politisation des entreprises nationalisées où garder sa carte C.G.T. permet plus sûrement de conserver son gagne-pain.

Faut-il souligner, à ce propos, la peur, la « sainte peur » qu'inspirent à de nombreux camarades les méthodes communistes.

Et que dire de ces nombreux adhérents qui restent à la C.G.T. parce qu'ils sont incapables de réaliser qu'elle n'est plus et ne sera plus qu'une C.G.T.U. ; ils pensent, candidement, être dans la « vieille maison ».

Ajoutons à cela la « naïveté » des 30 millions, le référendum du Livre, la « maladresse » des élections dans les mines, le manque de cadres et d'argent. Les explications paraissent suffisantes.

Dix ans d'antifascisme politique (cette parallèle de départ du communisme — comme dirait un ministre ex-syndicaliste), 25 ans de mensonges et de promesses bien connus ont abâtardi le mouvement syndical.

## L'occasion manquée

Il semblait de bonne tactique d'établir une position de repli après l'échec prévisible de la politique de baisse des prix.

La suppression de la législation de guerre pour les salaires paraissait être la formule permettant à la classe ouvrière de mieux se défendre.

Il faut reconnaître que F.O. a brillamment manqué le coche.

Elle a attendu, jusqu'à l'extrême limite, que soit administrée la preuve de l'impuissance ou de la mauvaise volonté du gouvernement.

La libération des salaires et la fixation du salaire minimum auraient pu être une réplique immédiate à la politique gouvernementale ; nous allons, au contraire, connaître une augmentation autoritaire, avec l'inévitable spéculation à la hausse ; l'augmentation est déjà « mangée » avant que d'être accordée.

J'entends déjà le nouveau slogan : Re commençons sur un nouveau palier... pour continuer les mêmes absurdités.

Roger LAPEYRE.

# La renaissance du syndicalisme

## Des syndicalistes s'adressent à des syndicalistes...

Le Comité national de coordination des syndicats autonomes vient d'exposer son point de vue dans le manifeste suivant :

### LA GRANDE ILLUSION

Les travailleurs qui, durant quatre années d'asservissement et de misère physique, ont résisté à tous les effondrements, à tous les abandons, parce qu'ils étaient soutenus par l'espérance que leur libération coïnciderait avec l'aube d'une société nouvelle, ont mesuré toute l'ironie de cette nouvelle « grande illusion ».

Il est à redouter qu'un moment puisse venir où ils n'aient plus le goût, sinon d'analyser, pour le moins de constater leur désarroi. Ils seront arrivés alors au point où les stratèges politiques de toutes appartenances auront voulu les amener : « Accepter de se « laisser sauver », dans l'ordre, la grandeur, etc. A moins que cela soit par les lendemains qui chantent »...

### POURTANT UNE EXPERIENCE POUVAIT ETRE TENUE...

Pourtant, au lendemain de la guerre mondiale, on aurait pu mettre au service d'une reconstruction générale l'enthousiasme réel des travailleurs. On aurait pu tenter d'orienter les réactions réalistes issues de cette somme d'efforts fournis sans contrainte, pour réaliser un régime de démocratie réelle.

Rien de cela ne fut seulement envisagé et les apprentis-sorciers de l'après-guerre se rejettent mutuellement la responsabilité d'erreurs qui leur sont communes.

### CAR LES RESPONSABILITES SONT PARTAGEES...

Les travailleurs admettent parfaitement que l'indigence intellectuelle d'une classe dirigeante et l'incapacité notoire d'une techno-bureaucratie d'Etat sont à la genèse du marasme économique actuel.

Mais les plus lucides d'entre eux ajoutent à ces responsabilités celles des appareils syndicaux, plus soucieux d'utiliser le mouvement syndicaliste pour des fins partisans, que d'orienter la classe ouvrière dans la création d'organisations réalistes de masse, sur le plan de la production et de la distribution.

Par eux, le syndicalisme a servi des préoccupations électoralistes et ses adhérents, ramenés au rôle non enviable de bœuf ou non, selon les circonstances. Ils ont minimisé les possibilités de gestion ouvrière, sacrifié la revendication à la production pour le seul profit capitaliste.

En outre, la présence, depuis quatre années, aux ministères sociaux, de militants ouvriers n'a pas abouti pour cela la législation d'exception qui pèse sur le travail. On a bloqué les salaires, mais on a laissé la spéculation faire monter les prix. Quant au retour aux conventions collectives de travail, cela prend l'allure d'une mystification.

### QUE FAUT-IL FAIRE ?

L'examen de la situation économique et sociale a conduit les travailleurs à constater que si la production a atteint le niveau des années antérieures à la guerre, par contre, leur pouvoir d'achat, par rapport à cette période, est inférieur dans une proportion de 50 %.

La classe ouvrière ne doit pas perdre son temps en vaines chicanes. Elle doit être lucide et faire objectivement le point de la situation créée par les déviations systématiques imposées au mouvement syndical.

Les travailleurs se trouvent placés en face de trois centrales syndicales, qui se disputent leurs suffrages. Il ne s'agit pas de faire le procès de ces organisations, mais simplement de constater qu'elles ont été incapables d'animer le Mouvement syndical pour des

fins réalistes : Le contrôle et la répartition de la production au moyen d'une véritable démocratie économique débarrassée des forces technocratiques et étatiques.

Au lieu de cela, ces organisations ont conduit la classe ouvrière dans l'impasse d'une lutte négative et à une défaite partielle du mouvement. Que faut-il faire ? Une première action s'impose à l'esprit : le regroupement ouvrier.

### MAIS QUI LE FERA ? ET SUR QUELLE BASE ?...

Dans l'état actuel des choses, la classe ouvrière a besoin de s'unifier pour maintenir ses conquêtes sociales et améliorer « sa condition humaine ». Mais qui pourra rassembler les travailleurs ?

Les organisations qui se sont détournées des objectifs traditionnels ? Et qui maintiennent leur durée en utilisant toutes les ressources de l'équilibre instable d'une « crise balancier » ? C'est peut-être une savante jonglerie, mais qui n'amène rien de tangible à bout de course de la corde raide.

Seuls, les syndicalistes gestionnaires et révolutionnaires qui, au milieu de la crise syndicale, sans renier quoi que ce soit des grands principes ouvriers, ne se sont pas mêlés aux luttes fratricides et qui sont demeurés dans l'autonomie, sont capables par leur indépendance totale à l'égard des religions, des philosophies ou des partis, de rassembler tous les travailleurs autour d'un programme minimum et de préparer la voie à l'unité ouvrière.

Les travailleurs de toutes tendances venant de faire l'expérience de la « bataille » des communiqués, des pétitions et des résolutions pour la baisse des prix, doivent reprendre leur liberté d'action et mener la lutte sur un plan syndical pouvant se résumer en sept points :

1. Maintien de toutes les conquêtes sociales acquises depuis la Libération, y compris le Statut de la fonction publique ;
2. Liberté des salaires ;
3. Rajustement immédiat des salaires et traitements, revalorisation des pensions et retraites ;
4. Application de l'échelle mobile automatique des salaires chaque fois qu'une hausse des prix est constatée par les commissions ouvrières ;
5. Maintien des comités d'entreprise avec tous les pouvoirs de gestion et de contrôle ;
6. Pour une démocratie économique et sociale libérée des entraves bureaucratiques et étatiques ;
7. Pour une large démocratie à l'intérieur des syndicats permettant la libre discussion de chacun au sein de la nouvelle centrale syndicale unifiée.

### LES OBJECTIFS DU MOUVEMENT ET LES CONDITIONS DE L'UNITE...

Dans la situation présente, la part qui est faite au syndicalisme est prépondérante et il ne peut se dérober à sa mission sans être taxé de paresse ou de désertion. L'action qu'il doit entreprendre est celle de tous les syndiqués, animés par une équipe militante consciente de son rôle et le remplissant dans des conditions indispensables d'honnêteté et de dévouement.

Cette action doit avoir pour but immédiat :

**Tout d'abord de faire reculer la misère !** On ne construit rien de durable dans la misère. Il faut créer le climat nécessaire pour permettre l'étude et l'application des réformes indispensables dans des conditions telles que les travailleurs ne soient plus enclins à se détourner de cette tâche parce qu'ils sont obnubilés par la crainte du lendemain.

**Organiser ensuite la production.** La production reste de toute évidence, qu'elle soit industrielle ou agricole, l'élément principal de la richesse d'un pays, donc du bien-être de ses habitants. C'est aussi un élément de solidarité agissante à l'égard de pays moins favorisés. L'effort de chacun est requis pour cette organisation de la production, mais son plus sûr garant de réussite reste la participation effective

de tous les éléments des entreprises à la gestion de celles-ci !

Organiser enfin la distribution de telle sorte que le fruit du travail obstiné des producteurs ne soit pas exploité par une catégorie sociale, dont le plus clair de ses privilèges est d'être à l'abri de toutes les « investigations », y compris celles du fisc...

Comme la production, la distribution doit être gérée et contrôlée par toutes les catégories de producteurs se rencontrant dans leurs syndicats de consommateurs et usagers de produits ou services. C'est grâce à cet équilibre rétabli qu'il sera possible de franchir une nouvelle étape d'amélioration.

Pour remplir efficacement son rôle, le syndicalisme doit lui-même être conçu démocratiquement. Il devra veiller à la relève périodique de ses principaux administrateurs, que leur situation éloigne de la base en faisant naître des comportements contraires aux intérêts de la masse. Le mouvement syndical n'a pas besoin de fonctionnaires syndicaux, mais de militants animateurs.

#### CAMARADES DES SYNDICATS AUTONOMES :

Vous avez quitté la C.G.T. parce que, dans cette centrale trop axée politiquement, vous estimiez ne plus pouvoir œuvrer pour la cause du véritable syndicalisme.

Vous avez refusé d'adhérer à Force Ouvrière parce que cette nouvelle centrale porte les mêmes tares. De plus, de par son orientation nettement réformiste, elle montre dans son action revendicative trop de complaisance vis-à-vis de la politique gouvernementale.

Vous ne pouviez songer à rallier la C.F.T.C. dont le caractère confessionnel n'est pas contestable et qui n'échappe pas, elle non plus, à la politisation.

Préférant l'isolement à la subordination, vous vous êtes courageusement situés en dehors des querelles politico-syndicales, pour défendre l'indépendance du mouvement syndical et pour travailler à sa renaissance et à son unification.

Vous vous êtes prononcés pour l'autonomie, parce que vous êtes persuadés que la Charte d'Amiens est toujours valable et que vous considérez le syndicalisme comme un mouvement majeur, qui doit demeurer autonome par rapport aux partis, aux religions, aux gouvernements.

Les syndicats autonomes trouveront l'efficacité qui leur fait tant défaut dans l'action syndicale, s'ils savent sortir de leur isolement corporatif, établir entre eux des contacts permanents. Il est urgent qu'ils se regroupent dans un comité de coordination qui leur permettra de prendre conscience de leur force et contribuera à donner son véritable visage au syndicalisme de demain. C'est la raison pour laquelle quelques militants ont pris l'initiative de constituer un comité de coordination des syndicats autonomes, où se rencontrent déjà un certain nombre d'organisations de toutes professions.

#### SYNDICATS AUTONOMES :

Le comité de coordination vous convie à l'union. Répondez nombreux à son appel, il sera plus à même alors de travailler utilement à la grande tâche de la reconstitution de l'unité syndicale sur des bases véritablement démocratiques et selon les principes essentiels du syndicalisme.

## Résistance et syndicalisme

*Tardivement, bien sûr, mais simplement parce que nous n'en avons pas eu connaissance plus tôt, nous publions la déclaration faite par le camarade Vidalenche au Conseil syndical des instituteurs du Rhône, le 12 février dernier. Nous la reproduisons, ainsi qu'une « adhésion » du camarade Simond qui l'accompagne, d'après le bulletin de ce syndicat, l'Ecole libérée de mai.*

L'article de Fayard, dans un des derniers bulletins, me fournit l'occasion, alors que je viens à peine de reprendre une activité syndicale dans la section du Rhône, de préciser ma position sur un point important. Je me félicite hautement, car j'estime qu'il est un abcès qu'il faut percer, et cela en toute loyauté et franchise. Je regrette seulement que l'absence de Fayard au dernier Conseil syndical ait retardé la déclaration que j'avais alors préparée.

Au cours des six années de mon séjour en Creuse, j'ai eu bien des surprises. Il en est une dont je peux bien faire état ici : c'est celle que provoqua l'attitude de Fayard, avec lequel, avant 1939, j'étais parfaitement d'accord. Fayard, membre d'un Tribunal d'Honneur, chargé d'enquêter et de faire sanctionner administrativement des membres de l'Enseignement... Qui l'eût cru ?

Je laisse de côté, dans mon article, le cas personnel de Sarrazin, qui s'expliquera lui-même s'il le désire. Je ne relèverai que le mépris non déguisé que Fayard professe pour les Amis de l'Ecole Emancipée, parce qu'ils n'ont pas « fait de la résistance » dans leur ensemble, et qu'ainsi ils ont failli à un combat révolutionnaire.

« Pour qui le voulait, c'était un combat révolutionnaire qui s'est livré de 1940 à 1944 », écrit Fayard. Je ne peux répondre que par des mots comme tu le dis, mais ces mots correspondent à des faits, que tu le veuilles ou non. Tu as probablement, en toute sincérité, cru participer à un combat révolutionnaire, mais tu ne l'as pas pu ; tu t'es trompé, ou plutôt on t'a trompé.

Je remarque tout d'abord, que ceux qui crient le plus fort en faveur de la Résistance, ne l'ont généralement pratiquée, au plus tôt, qu'en juin 41, après l'attaque de l'U.R.S.S. par l'Allemagne, soit une année après l'armistice de juin 40.

Je remarque aussi, qu'un des éléments qui aurait pu faire véritablement de l'action révolutionnaire : les milices patriotiques, disparut, comme les Comités de Libération, alors que Thorez partageait le pouvoir avec de Gaulle, et avec l'accord de Thorez, comme le prouve le discours de ce dernier, en date du 23 janvier 1945, c'est-à-dire après le voyage de de Gaulle à Moscou.

Et on pourrait faire bien d'autres remarques de la même espèce, mais, avec le recul du temps, il apparaît nettement que la Résistance, même celle qui se parait du mot de révolutionnaire, ne pouvait pas l'être, car ceux qui la dirigeaient, à aucun moment n'ont voulu démolir le régime et ont toujours eu des soucis totalement étrangers à l'émancipation prolétarienne.

Et, pouvait-il en être autrement, alors que cette Résistance, était en fait sous la houlette de de Gaulle, c'est-à-dire, en définitive, des intérêts capitalistes ? On l'a bien vu par exemple pour la non-application du programme, pourtant bien minime, du C.N.R.

La Résistance n'est qu'un aspect particulier de l'union sacrée. Tu reproches à certains leur collaboration avec Vichy et l'Allemagne, mais n'est-ce pas une collaboration avec les capitalistes anglosaxons, la Résistance que tu as faite, même si elle n'est pas celle que tu as voulue ?

Et, est-ce que cette collaboration, cette union sacrée, qui a survécu à la Libération, n'a pas provoqué non seulement l'étouffement de l'action révolutionnaire, comme je le disais tout à l'heure, mais aussi celle de la simple action revendicative des masses travaillantes ? Est-ce que cette collaboration d'éléments si divers entraînés dans la Résistance, n'a pas provoqué une confusion savamment entretenue par les partis se réclamant de la classe ouvrière et par les dirigeants de la C.G.T., Frachon tout comme Jaurès, jusqu'à ces derniers mots ? Elle ne voit pas à quelle misère matérielle elle a conduit la classe ouvrière ?

Est-ce que de Gaulle n'a pas été encensé comme le « Libérateur » par tous, même si aujourd'hui il est traîné dans la boue ? Est-ce que la Grande-Bretagne et surtout les U.S.A. n'ont pas été encensés, comme les grandes nations alliées, les grandes démocraties sœurs ? Il est bien beau aujourd'hui de dénoncer le cynisme, l'arrogance, les criminelles machinations d'un capitalisme yankee, que tous les résistants, même s'ils ne l'ont pas voulu, ont contribué à renflouer, à renforcer. Et même s'ils ne l'ont pas voulu ils ont largement collaboré avec le cléricisme. Car ce « combat révolutionnaire » s'est fait de compagnie avec tous les cléricaux et les jésuites.

Et après le combat on continue à se faire des petits mamours, pour ne pas rompre la fraternité tant chantée. Inutile de dire que le cléricisme pendant ce temps ne perdait pas le sien... et qu'il gagnait et continue à gagner, d'autant plus qu'il avait habi-

lement mis sur tous les tableaux et profité de la complicité pétainiste.

Aussi, j'en connais plus d'un, Fayard, qui a fait de la Résistance, et qui dit maintenant : « Ah, si j'avais su... »

Ne te flatte donc pas d'avoir été un « tel révolutionnaire » ; ne nous méprise pas trop de ne pas l'avoir été.

Pour ma part, si je m'incline profondément et douloureusement devant ceux — et j'y compte des amis — qui, hélas, ont si chèrement payé ce que je crois être une erreur, je ne pense pas avoir démerité.

Mais il y a bien plus grave que cela, l'esprit de collaboration avec le nationalisme a été poussé si loin que tu t'en fais justicier, et que tu as aidé, avec bon nombre de camarades, à la répression administrative d'un Etat bourgeois. Et je crois être modeste en disant « aidé ». J'ai eu l'occasion, d'ailleurs, de donner mon impression sur une telle justice : c'était au Congrès de Montreuil, à Noël 46, où j'avais rencontré nos camarades Carrie et Gaudillère. Non là, vraiment, c'était aller un peu loin... Qu'un camarade jugé coupable soit exclu du syndicat ou blâmé, c'était dans des attributions de syndicalistes, mais provoquer des déplacements, des rétrogradations, des révocations, participer à des escroqueries telles que la suppression d'une pension de retraite, ça alors non... ! ce n'était pas du travail pour syndicaliste.

Voilà les réflexions qu'a provoquées en moi ton article, Fayard. J'ajoute que la Résistance, je la pratique à ma manière, la manière qui me semble être celle d'un syndicaliste, depuis bientôt vingt ans. J'ajoute que la grève de décembre constitue à mes yeux, une discrimination bien plus syndicaliste que la Résistance tant prônée. J'ajoute enfin, qu'il est toujours facile de faire un procès, mais qu'il est plus difficile d'envisager un problème sans passion, et de juger humainement des humains.

Voilà ce que j'ai cru de mon devoir de dire, afin que tout soit net. Et aussi, parce que je pense toujours, comme en 39, que nous n'avons pas à prendre parti contre des maîtres, impérialistes, rivaux un jour, impérialistes acquinés le lendemain.

Des camarades ont pris parti pour un clan. D'autres pour l'autre. Pour ma part, je suis resté fidèle à l'internationalisme prolétarien et j'y resterai fidèle.

## Adhésion

Si le fait de me voir rester en dehors du Syndicat depuis la Libération a pu sembler paradoxal à quelques camarades, je tiens à rappeler que je me suis abstenu volontairement, pour protester contre l'attitude de collègues, pour la plupart militants actifs de fraîche date, qui voulurent faire de l'esprit de la Résistance, la charte nouvelle du syndicalisme.

Bien que condamnant toutes les exactions, celles des nazis comme celles de tous les tortionnaires, passés, présents et futurs, je n'ai pas voulu, pendant l'occupation, prendre parti pour un des clans impérialistes. « La peste d'un côté et le choléra de l'autre » a dit Bouët, résumant ainsi parfaitement ma pensée.

Fidèle à l'internationalisme prolétarien, l'union sacrée ne fut jamais mon fait, et ceux chez qui se réveilla l'instinct belliciste et raciste pour une cause qui n'était pas la leur, avec des gens qui n'étaient pas des nôtres peuvent reconnaître aujourd'hui que les événements ne me donnèrent pas tort.

Je me suis refusé surtout à approuver le « Tribunal d'Honneur » estimant qu'un syndicaliste peut juger les siens au sein de l'organisation mais pas proposer des sanctions à l'Administration et à la justice.

Pour ne prendre qu'un exemple et après avoir constaté que des personnages qui s'étaient nettement compromis s'en tirèrent à bon compte, je n'ai pas voulu considérer l'avenir comme un « traître » et je me suis élevé contre la mesure qui l'a frappé et contre le vol manifeste que fut la suppression de sa pension.

Et je ne note que pour mémoire l'attitude du C.S. approuvant le déplacement d'Odin, probablement au nom de la « liberté de pensée ». Entre adversaires de tendances, le respect de la personne humaine

est de règle. En tout honnêteté, il faut reconnaître que nous sommes loin maintenant des résultats obtenus par l'action conjuguée des majoritaires et minoritaires d'avant-guerre.

On collabore avec l'Administration, mais dans le faire des bulletins aux C.R. fastidieux et parfois tendancieux, on n'insère plus de ces fameux « coups de bec » qui, en quelques lignes, savaient dénoncer une injustice ou ridiculiser une mesure inopportune.

La lutte contre le favoritisme s'est aussi atténuée par l'acceptation d'un barème, qui a permis des détachements abusifs, des mutations osées et la sélection de pas mal de « camarades ».

Certes, il y eut toujours des « groupements occultes » habiles à favoriser « les leurs », mais l'ancienneté était de règle (en principe), mutations et promotions étaient tout de même plus normales et les nominations de directeurs plus tardives, permettaient à un plus grand nombre d'améliorer leur traite.

Les dirigeants d'alors avaient plus de « panache ». Rares étaient ceux qui acceptaient un poste ou une promotion avant leur tour d'ancienneté, le refus pour beaucoup des nôtres étant de règle. A cette époque où nous n'avions pas de secrétaire détaché, on n'aurait pas signé un contrat d'études aussi baroque, ni attendu un mois, sans protestation efficace, un règlement dérisoire.

Cela dit sans amertume, je ne trouve pour sortir de l'isolement que deux motifs de réconfort à l'actif de la base : la grève de décembre et les décisions du dernier congrès.

Cette unité bien précieuse nous permet d'espérer. Si l'Administration semble bien vouloir nous « revaloriser » c'est certainement parce qu'elle a senti notre volonté de lutte et notre union, alors que l'hésitation et la division des autres fonctionnaires ont conduit leur mouvement au fiasco.

L'activité enthousiaste du militant étant passée pour moi, je ne rentre au syndicat que pour grossir la masse, en souhaitant qu'elle ne se désagrège pas dans l'avenir, du fait des manœuvres de quelques-uns, à quelque appartenance soient-ils.

G. SIMOND.

## Les dollars à la mer

Sous ce titre, *Combat* du 24 août a publié une lettre d'un de ses lecteurs de Rouen, M. Georges Cony. Cette lettre a sa place dans le dossier de la renaissance française telle que la comprennent nos stali-niens.

Depuis six semaines, l'activité du port de Rouen est gravement perturbée par ce que les connaisseurs appellent un « slow-down ». Les dockers, qui travaillaient habituellement 24 heures sur 24, se refusent désormais à accomplir aucune vacation nocturne et ne font plus d'heures supplémentaires. On travaille sur les quais de 7 à 11 et de 13 à 17 heures. En réalité, sept heures de travail effectif. Aussi, les navires qui, auparavant, séjournaient dans le port quatre, cinq ou six jours, sont déchargés actuellement en dix jours. Le port est embouteillé et les cargos doivent attendre sur bouées plusieurs jours qu'il y ait de la place à quai.

Or dans les contrats (chartes-parties) — je parle surtout des navires charbonniers — les stevedores sont supposés débarquer, dans le port de Rouen en particulier, une moyenne de 1.000 tonnes par jour. Un certain temps (lay-time) leur est donc imparté, compte tenu de cette moyenne, pour accomplir le déchargement du navire. Ce temps écoulé le navire entre en surestaries (demurrage). Le paiement de ces staries s'élève pour les chartes-parties charbon à 1.700 dollars par 24 heures, que le bateau décharge ou non.

Ainsi, dernièrement, avaient lieu les départs de trois navires qu'une grosse compagnie de Rouen avait en sa consignment. Pour ces trois Liberty-Ships — un grec et deux américains — qui avaient séjourné dans le port respectivement 17, 16 et 14 jours, l'A.T.I.C., affréteur unique devra payer aux armateurs américains un peu plus de 32.500 dollars de surestaries. A 300 francs pour un dollar : 9.750.000 francs.

Il existe à Rouen une vingtaine de consignataires. Tous leurs navires sont en demurrage. Les staries pour les cargaisons de diverses sortes atteignent 3.000 dollars par 24 heures.

# La littérature russe d'aujourd'hui

Avant de rechercher les racines particulières de la littérature soviétique et de mesurer sa dépendance du milieu économique et social — sous cet aspect elle présente pour nous son plein sens et tout son intérêt — il est nécessaire de se rappeler deux caractéristiques de la révolution russe qui l'ont fortement influencée.

D'un côté, la révolution sociale a éclaté, à l'encontre du pronostic marxiste, dans un pays où l'évolution industrielle était encore à ses débuts; celle-ci avait pris en Russie une forme différente de celle de l'Europe occidentale; elle avait pour ainsi dire brûlé les étapes, formant, dès le début, un îlot grand-capitaliste dans une immensité paysanne. Alléché par le bon marché de la main-d'œuvre et des matières premières, le capital français, anglais, belge, allemand s'était investi dans des entreprises de grande envergure. Le personnel administratif et technique, ainsi que les ouvriers qualifiés, avaient été fournis par l'étranger, en même temps que le capital. La main-d'œuvre russe employée dans ces entreprises était encore sans qualification aucune; elle venait pour ainsi dire directement de la charrue. Elle a été formée de paysans alléchés par un gain supplémentaire; ils arrivaient en masse vers les centres industriels et retournaient autant que possible aux champs en été. Un prolétariat industriel donc très peu stable, non qualifié, inorganisé, vivant dans des conditions primitives inconcevables, un prolétariat qui n'avait point traversé les stades pré ou petit-capitaliste et qui avait poussé d'un bond, directement, sans phase intermédiaire, du travail des champs à la production grand-capitaliste.

Ces conditions, remarquons-le, n'ont pas entraîné que des défauts, elles ont exercé une influence favorable: le prolétariat russe s'est mieux préservé de l'infection de l'esprit petit-bourgeois qui a contaminé si souvent le prolétariat occidental; mais par d'autres côtés, ces conditions furent plutôt néfastes; la révolution trouva un prolétariat sans tradition, sans culture, même élémentaire; il suffit de se rappeler qu'à ce moment plus de 90 % d'ouvriers étaient illettrés au sens le plus strict du mot, c'est-à-dire ne sachant ni lire ni écrire.

La seconde caractéristique de la révolution russe, qui a influencé indéniablement la littérature soviétique, fut que cette révolution fut une double révolution, une sorte de révolution jumelle; non seulement politique et sociale, mais surtout, bourgeoise et prolétarienne. La révolution russe aura été à la fois la révolution de la bourgeoisie et la révolution du prolétariat. Considéré sous l'aspect de sa répercussion sur la vie littéraire, ce fait signifie que cette révolution a libéré les forces latentes et fait jaillir les sources cachées non seulement dans le prolétariat mais aussi dans la bourgeoisie oppositionnelle.

Il ne faut pas oublier non plus le rôle joué dans la première phase du mouvement libérateur russe par les représentants de l'aristocratie, avant qu'interviennent les représentants de la bourgeoisie. Ce qui s'explique par le caractère spécial de la structure sociale russe. Le XIX<sup>e</sup> siècle avait amené pour les féodaux russes un ébranlement profond dans leur position sociale et économique: l'Angleterre, le marché le plus important pour les produits agricoles russes, avait été forcée, par le blocus continental, d'augmenter d'une façon énorme son domaine agricole; en outre, l'apparition sur le marché des céréales de la concurrence américaine pro-

voqua une baisse catastrophique des prix, d'où cette grave secousse dans leur position économique. Quant à leur position sociale, elle avait été ébranlée par le fait que Nicolas, effrayé par le rôle actif joué par les féodaux dans la révolution de palais dont son père fut victime (et à laquelle, d'ailleurs, il devait son trône) chercha systématiquement par tous les moyens d'ordre juridique, politique, militaire, à affaiblir l'influence seigneuriale dans le domaine public, allant même jusqu'à réintroduire pour eux la peine corporelle, mesure déjà abolie par l'impératrice Elisabeth. Ainsi menacés dans leurs positions, les féodaux devinrent de plus en plus hostiles au régime et, révolutionnaires, ils commencèrent à identifier leur cause avec celle de la masse misérable des paysans, à présenter, dans les œuvres d'art, cette masse dans sa souffrance, dans sa lutte, dans ses tendances (Tolstoï, Tourgenew, Korolenko, Tchekhow, etc.). Une nouvelle couche sociale se joignit bientôt à eux, les « rasnotchynzi » — les intellectuels petits-bourgeois qui, eux non plus, ne trouvaient point leur compte dans la nouvelle structure, de là sortirent les soi-disant (nouvellistes populaires ».

Les intellectuels des couches féodale et bourgeoise identifient leurs tendances révolutionnaires, leur désir d'un changement radical de l'ordre régnant, avec les tendances et les désirs de la masse opprimée, celles d'abord des paysans, ensuite celles des prolétaires (ce qui, à un moment donné, se confondra). Ils cherchent leur appui, ils empruntent ce qu'on appelle maintenant les slogans révolutionnaires. Et quoique l'échec de la révolution de 1905 leur ait apporté quelque clarté au point de vue de la conscience de classe (Artzybaschew, Remizow, Sergueïev, Zensk et autres) toute une foule appartenant à l'intelligentsia bourgeoise et féodale, se plaça sous le pavillon de la révolution et lui resta fidèle.

A peine la guerre civile touchait-elle à sa fin, à peine les dernières détonations s'éteignaient-elles que sur le pays brûlé, mais libéré de ses chaînes, se déversait un courant d'œuvres littéraires qui n'a pas son pareil dans toute l'histoire intellectuelle. Très rapidement la littérature la plus belle, la plus riche de forme et de couleur, apparut: celle du romantisme révolutionnaire. Elle était, cette littérature, quant à sa forme, futuriste et expressionniste — les deux formes d'art qui avaient été considérées, dans la Russie tsariste, comme oppositionnelles. Emportés par la grandeur et la force aveuglante des événements, libérés de toute entrave, saoulés par l'atmosphère de liberté absolue, de détachement complet de soi, ces poètes et ces apologistes de la révolution ont chanté dans un style fougueux et passionné, les actions inoubliables des participants (Block, Maïakowski, Pilniak, Babel, Iwanow, Serafimowitsch, Fedin, Romanow, Seifulina, Niewierow, Leonow, Lidin, Libedinski, etc.). Une fraîcheur extraordinaire, un charme irrésistible, se dégageaient de ces œuvres d'une vitalité extraordinaire; un orage bienfaisant passait à travers les pages de cette littérature du romantisme révolutionnaire...

Ce fut la lune de miel de l'individu avec la révolution... mais comme toutes les lunes de miel...

L'Etat prolétarien cherche vite à s'emparer de la littérature — comme de toutes les autres formes d'art — et la faire servir à ses buts immédiats. Dès 1918 le « Proletkult » s'organise — espèce de serre pour écrivains issus du prolétariat. On veut créer artificiellement une « pléiade » au sein de

la masse prolétarienne. Inutile de dire que ces essais divisés finissent lamentablement : aucune œuvre d'art n'est sortie de cette serre.

Petit à petit, l'antagonisme entre la littérature prolétarienne et la non prolétarienne prend des formes aiguës. Les écrivains dits extrémistes exigent à cor et à cri « la pureté prolétarienne » de la littérature ; toute création dans le domaine de la culture et de l'art doit être complètement subordonnée aux intérêts et aux exigences du parti.

Il est intéressant de noter qu'au moment où l'on accorde aux écrivains dits non prolétariens un petit répit (une espèce de Nep intellectuelle), ce répit se manifeste par un rapide accroissement d'une littérature de meilleure qualité. Mais en 1929 — année-cime du plan quinquennal — la résolution est prise de mettre définitivement fin à ce « compromis honteux ». Une attitude radicale à l'égard de la littérature « bourgeoise » se dessine de plus en plus ; le mot d'ordre est : la littérature n'a d'autre but que de servir le plan. Une utilisation forcée de la littérature prend place : soumission à la censure étroite de l'Association russe des écrivains prolétariens (R.A.P.P.). Ordre formel d'aller dans les nouveaux centres industriels, de visiter les kolkhoses et d'en donner des descriptions enthousiastes. Le principe de la « commande sociale » est proclamé dans sa forme la plus absolue. Ce qui s'ensuit ? C'est que le pays est inondé d'une « littérature » sur commande, de qualité tout à fait inférieure. Pour les « officiels », eux-mêmes, 75 % de cette littérature manque totalement de valeur.

Mais, si servilement soumise au parti et à ses intérêts qu'elle soit, il existe encore une organisation des écrivains prolétariens. Cela prend fin en 1932 ; à ce moment, même ce misérable simulacre d'indépendance spirituelle est détruit : le Comité central du P.C. prend la résolution de la dissoudre. Tous les écrivains sont rassemblés dans une seule et unique association sans aucune compétence : on explique cette résolution par le « succès » de la construction socialiste, qui rend désormais inutile l'existence d'organisations différenciées.

Cette association embrasse tous les écrivains vivant en Russie qui reconnaissent la plate-forme du gouvernement, qui soutiennent la construction socialiste et qui acceptent ce qu'on appellera la méthode du réalisme socialiste. Le facteur politique reste dominant ; les écrivains sont obligés de s'occuper des « réalités socialistes » et d'elles seules. La littérature doit jouer le rôle de servante de la politique stalinienne et célébrer les mérites du Mino-taure en train de dévorer ses propres enfants.

Qu'est au fond ce fameux réalisme socialiste ?

Tout d'abord, une réaction contre le romantisme de la première phase de la révolution russe, avec sa soif inextinguible de liberté, une réaction aussi contre certaines innovations de style et de forme qui, sous l'aspect d'abstractions, tradiraient des aspirations et des nostalgies que le parti régissant ne voulait ni ne pouvait admettre.

D'après la nouvelle conception, il avait déjà existé, certes, un réalisme, mais un réalisme bourgeois, rempli d'idées du monde exploiteur, d'où son pessimisme, son scepticisme, sa haine de la nature. Il avait existé aussi un réalisme petit-bourgeois, mais superficiel, borné, sans perspectives. Seul le réalisme socialiste allait refléter la réalité. Cela en participant à la construction socialiste, en créant des types conformes au nouveau gabarit social ; en somme subordination au parti, soumission de la création d'art, d'une façon directe et immédiate, aux questions actuelles de la politique du parti et aux besoins du pouvoir.

Dans les statuts de l'Association des écrivains

soviétiques, le but du réalisme socialiste est ainsi défini : « Créer des œuvres de la plus haute valeur artistique saturées de la lutte héroïque du prolétariat international, de la victoire du socialisme et reflétant la sagesse insondable et l'héroïsme du parti communiste. »

La censure s'exerce à différents degrés : l'association a ses listes, dans lesquelles chaque écrivain est évalué au point de vue politique ; et c'est de cette évaluation que dépendent tout d'abord la publication, le tirage, les rééditions de ses œuvres. Une rédaction éditoriale pèse chaque mot et consulte, en cas de doute, le bureau du parti, dont quelques employés spécialisés revisent le texte. Le manuscrit ainsi purgé est ensuite expédié au département littéraire du commissariat de l'Instruction publique, également subordonné au G.P.U. Une première épreuve du texte imprimé est soumise à la censure, également subordonnée au G.P.U. Enfin l'ouvrage paraît. Sa destinée dépend encore de la critique. Malheur à l'auteur et à son œuvre si quelqu'un en haut fronce les sourcils. Il se trouve toujours une plume servile pour traduire ce froncement de sourcils.

Faut-il s'étonner que les meilleures forces spirituelles se soient taries et que Wessenine, Maïakowski, Block, Sobol, Mandelstamm soient sortis d'un tel monde par le suicide ? D'autres se sont suicidés intellectuellement en renonçant à la parole ; d'autres encore ont cherché un refuge en se plongeant dans le passé.

Parmi les éditions littéraires, mentionnons un certain nombre de traductions : Balzac, Hugo, Malraux, Aragon, Des Passos, Thomas Wolf, Steinbeck. Mais le réalisme socialiste a marqué de sa griffe jusqu'aux traductions. Dans sa préface à la traduction des « Hommes en blanc », de Kingsley, le traducteur — un certain Ilia Rubinstein — dit littéralement ceci :

« L'auteur n'a pas réussi à surmonter l'étroitesse de sa conception petite-bourgeoise. Il ne fait qu'indiquer certains moments et aspects qui sont justifiés au point de vue social. Dans des cas pareils le soussigné (c'est-à-dire le traducteur I. R.) a pris la liberté d'entreprendre lui-même des reconstructions nécessaires du texte, ainsi que d'y apporter quelques corrections et abréviations ; mais avant tout il s'est permis d'éliminer certains américanismes fort bornés et, à certains endroits, de faire quelques additions au texte de son propre chef. »

Que reste-t-il, dans ce cas, du texte original ?

Le réalisme socialiste est dominé par le principe de la « commande sociale ». Style, méthode, atmosphère, contenu, forme, présentation, développement, accord final (car l'optimisme officiel, le « happy end », est de rigueur) tout est prescrit minutieusement. Une censure implacable veille. Toutes ces prescriptions doivent être suivies à la lettre. Rien de personnel, d'individuel, d'humain : tout est servilement subordonné aux intérêts de la bureaucratie régissante. Les thèmes sont imposés : la construction socialiste et les kolkhoses ; l'activité contre-révolutionnaire des ennemis ; les saboteurs, les koulaks ; la guerre civile et la défense du pays ; la tragédie des intellectuels issus de la bourgeoisie, dont l'idéologie humanitaire est considérée comme la forme la plus dangereuse de la résistance à la construction socialiste ; par contre, il faut exalter l'intellectuel bolchevik qui, lui, sacrifie tout sur l'autel du prolétariat, découvre des choses inouïes : lutte contre la mort, conquiert la stratosphère, ramène le Golfstroem vers les rivages de la Sibérie.

Ce ne sont pas des êtres vivants que présente le soi-disant réalisme socialiste ; il n'apporte rien que des thèses et des antithèses.

L'évocation historique fait partie des thèmes

admis : elle porte un caractère tantôt didactique, tantôt apologétique, toujours nationaliste et chauvin. Naturellement, le rôle décisif est toujours tenu par les bolcheviks dans la révolution ; le rôle de traîtres et de contre-révolutionnaires revient de droit aux mencheviks et aux socialistes révolutionnaires. Les grands hommes de l'histoire russe, généraux, hommes d'Etat, révolutionnaires sont exaltés et au besoin comparés aux vivants, formant comme un piédestal au « chef suprême » d'aujourd'hui. On a trouvé le moyen de glorifier Ivan le Terrible, avec son Opritschnina, et le plus grand bourreau de l'histoire, Maluta Skuratow.

Dans un seul domaine règne la liberté absolue. Tout y est permis, même les pires exagérations, frisant le délire : c'est celui de l'exaltation du chef suprême. Non seulement il n'existe pour ainsi dire pas un récit, une nouvelle, un roman où ne figure le « Père du Peuple », comme génie militaire, politique, diplomatique, stratégique, humanitaire, paternel, fraternel, etc., mais la littérature se rapportant à sa personne, à ses exploits, à son rôle dans la révolution, avant, pendant, après ; ses discours, ses œuvres scientifiques, etc., forment une montagne de papier. Et quel lyrisme ! Le lyrisme où se donne libre cours la fantaisie, l'adoration, la déification de la « Lumière des peuples » !

Quelques exemples parmi des milliers d'autres :

*Avec une pioche d'acier, tu as aplani les montagnes du mal ; une nouvelle aurore se lève, ô constructeur du monde, ô Staline !*

*Nos chansons ont changé ; la tristesse s'est enjuiée. Il n'y a plus d'orphelins, plus de veuves, plus de rêves angoissés, plus de vaches stériles, plus de chevaux sans force. Le mois de mai est rempli de chansons et de soleil, l'heureux kolkhose s'épanouit. Et Staline, Staline seul, nous a donné cette félicité. Tu es le grand chef et le grand sage ; à toi appartient la sagesse des siècles.*

*Nous avons deux soleils dans l'univers ; nous nommons avec orgueil l'un d'eux : Staline.*

*La montagne se dresse au-dessus de la vallée ; le ciel s'étend au-dessus de la montagne. Mais toi, ô Staline, tu es plus haut que le ciel et seule ta pensée est plus haute que toi-même. Le soleil est plus lumineux que la lune et les astres, mais ton intelligence, ô Staline, est plus lumineuse que le soleil ! Le soleil ne rayonne que pendant le jour, mais ton intelligence rayonne jour et nuit !*

*O grand Staline, ô chef de tous les peuples ! Toi qui donnes naissance à l'homme, toi, qui fécondes la terre, toi, qui rajeunis les siècles, toi, qui permets au printemps de fleurir, aux cordes de retentir, ô splendeur printanière, ô soleil qui te rejette dans des millions de cœurs !*

On croit les extrêmes limites de la servilité atteintes, mais toujours il se trouve un esclave du soûdissant réalisme socialiste pour les porter plus loin.

Résumons-nous : Le rôle de la littérature comme facteur politique, comme esclave soumise aux intérêts du parti au pouvoir, est une conséquence directe de la structure de la Russie actuelle. Lorsqu'un Etat omnipotent exerce son pouvoir sur tous les domaines de la vie publique, la littérature ne peut échapper à un tel destin...

Quels en sont les résultats ?

Un appauvrissement lamentable, une limitation, une étroitesse de la littérature — car les choses les plus profondes, les plus essentielles, les plus précieuses de la vie humaine ne sont même pas effleurées — ou si elles le sont, ce qui est pire, elles sont déformées. Une littérature, dont les thèmes, la forme, les personnages, leurs actions, leurs sentiments, sont prescrits, dictés, commandés, où aucune latitude n'est laissée à l'imagination de l'artiste, où de toutes les expériences et des conflits de l'âme humaine, rien ne compte que ceux de la machine totalitaire, ne peut fournir de grandes

œuvres. Aucune grande littérature ne peut naître ; il est impossible de créer des valeurs humaines d'une profondeur quelconque.

Il y a trop de types standardisés et mécanisés qui reviennent avec une monotonie fatigante, répétant les mêmes expériences, les mêmes situations. Toute la politique du pouvoir tend systématiquement à extirper de l'homme tout rêve de liberté, tout respect de la personnalité humaine à fabriquer un homme sans rêves, sans imagination de l'avenir, sans nostalgie du passé, remâchant sans arrêt le présent. Cette politique aboutit simplement à donner à l'être humain une soif et une nostalgie inapaisables.

Paulette BRUPBACHER.

## LES FAITS DU MOIS

**LUNDI 2 AOUT.** — A Washington, le parti communiste américain décide d'appuyer la candidature Wallace.

**LUNDI 9 AOUT.** — Dans la zone française du Wurtemberg, grève générale de vingt-quatre heures, pour protester contre les démantèlements d'usines.

**MARDI 11 AOUT.** — Par 325 voix contre 215, l'Assemblée nationale vote les projets Reynaud.

**MERCREDI 12 AOUT.** — Le gouvernement français porte à 300 gr. la ration de pain, à partir du 1er septembre.

A Francfort, grève de 24 heures pour protester contre la vie chère.

A Washington, Mme Kosenkina se jette par la fenêtre du consulat soviétique.

**VENDREDI 14 AOUT.** — La conférence danubienne réunie à Belgrade, contre les représentants de la France, de l'Angleterre et des Etats-Unis adopte le projet soviétique qui réserve aux seules puissances riveraines le contrôle du Danube.

En Birmanie, la bataille est engagée entre les troupes gouvernementales et les troupes rebelles.

**LUNDI 16 AOUT.** — A Genève, le conseil économique et social de l'O.N.U. rejette la proposition soviétique d'admission de l'Indonésie et du Vietnam.

En Grèce, déroute des partisans du général Markos.

A Washington, signature de la loi antiinflationniste.

**JEUDI 19 AOUT.** — A Washington, le département d'Etat demande le rappel du consul général soviétique.

**MERCREDI 15 AOUT.** — Ajournement des élections cantonales.

Ouverture à Wroclaw, en Pologne, du « congrès des intellectuels pour la paix ».

On annonce en Birmanie la déroute des troupes rebelles.

**JEUDI 26 AOUT.** — Violentes manifestations communistes à Berlin contre la municipalité.

A Paris, adoption de la loi sur les loyers.

**VENDREDI 27 AOUT.** — Les ministres socialistes s'opposent aux projets Reynaud qui n'accordent pas de compensation suffisantes aux salariées, le gouvernement Marie démissionne.

**DIMANCHE 29 AOUT.** — Le socialiste Paul Ramadier renonce à former le ministère. C'est Robert Schuman qui est appelé.

**MARDI 31 AOUT.** — A Belgrade, un remaniement ministériel renforce la position des ministres condamnés par le Kominform.

A Washington, le C.I.O. décide de soutenir la candidature Truman.

A Moscou, mort d'André Jdanov.

# LIVRES REVUES JOURNAUX

**Henri GUILLEMIN : La Tragédie de Quarante-Huit.**  
Editions (Milieu du Monde).

En mai dernier, j'ai dit ma surprise d'avoir trouvé dans le « Figaro littéraire » la meilleure commémoration de la Révolution de 1848 — du point de vue révolutionnaire — avec une série d'articles d'Henri Guillemin : « La Tragédie de Quarante-huit ».

Ces articles résumaient un ouvrage portant le même titre auquel l'auteur aurait travaillé pendant trois ans. Cet ouvrage, annoncé pour le début de l'année, édité en Suisse, n'est entré en France qu'avec plusieurs mois de retard. Voulait-on laisser passer les célébrations officielles ? Attendait-on que le public fût las d'entendre ressasser 48 ? Après lecture du livre, je me pose ces questions. Quoi qu'on ait pu objecter, je reste persuadé que c'est là le travail le plus remarquable et le plus utile qui ait été fait, à ma connaissance, pour expliquer les événements de 48 et pour en dégager la leçon.

Ce n'est pas de l'histoire, a-t-on dit. Il faut s'entendre sur ce qu'est l'histoire. Nous ne confondons pas, j'espère, un manuel d'histoire pour écoliers ou étudiants avec un vrai livre d'histoire. Nos camarades professeurs d'histoire seront les premiers à faire la distinction et à dire que les véritables livres d'histoire sont bien autre chose et qu'ils ne courent pas les rues. Reconstituer une période historique, réussir à s'expliquer et à expliquer comment se sont produits certains événements importants, démentir le jeu des forces en présence et la part des hommes, c'est ça l'histoire. Cela suppose une recherche, et même une découverte. J'ai l'impression que M. Henri Guillemin, engagé dans des travaux littéraires sur Lamartine, s'est aperçu que les idées courantes sur 48, les siennes comme celles d'à peu près tout le monde, ne correspondaient pas à la vérité, telle qu'elle se dégageait peu à peu à ses yeux des Mémoires et des Souvenirs laissés par les hommes du temps. La vérité, ce n'est évidemment pas dans les journaux du moment qu'il faut la chercher. L'historien qui s'en tiendrait dans cinquante ans à consulter les journaux de 1948 pour comprendre les événements d'aujourd'hui risquerait fort de ne rien comprendre du tout. Il trouverait plus de choses destinées à cacher la vérité qu'à la montrer. Ce qu'ils ont fait, ce qu'ils ont vu, les hommes le disent plus franchement dans des Mémoires ou des livres de Souvenirs. Il n'y a pas à prendre argent comptant tout ce qui est dit là, fichtre non. Mais on peut partir de là plus sûrement pour, de recoupements en recoupements, approcher et cerner la vérité. C'est ce que paraît avoir fait Henri Guillemin. Je ne sais pas s'il est un historien patenté ; ce que je crois, c'est qu'il a fait là un travail d'historien au meilleur sens du terme. Il n'est pas non plus un militant révolutionnaire ; ce professeur de Faculté plongé dans l'étude du romantisme, d'ailleurs, chrétien, si je ne me trompe, a écrit sans s'en rendre compte un livre révolutionnaire. C'est le cas de répéter que voir la vérité et oser la dire est un acte révolutionnaire.

Tout 48 n'est pas examiné dans ce livre. Il ne parle pas des mouvements en Europe ; même pas de tout ce qui s'est produit en France. Mais il va au cœur des événements. N'est-ce pas l'essentiel ?

Cette révolution a joué son destin en quatre mois.

De février à juin. Commencée dans l'enthousiasme elle est morte dans un massacre. Que s'est-il donc passé ? Et comment ? C'est ce que montre Henri Guillemin.

D'aucuns pensent que nous n'avons pas grand bénéfice à tirer de 48. D'après eux, ce n'est pas à ses hommes et à ses événements que nous pouvons nous référer pour comprendre l'époque présente et apprendre comment se fait une révolution. Nous avons beaucoup mieux plus près de nous avec la Révolution russe, ce « sommet d'une expérience qui couvre les trois Internationales ouvrières », selon l'expression de Ciliga. Loin de moi la pensée de méconnaître l'importance de la Révolution russe. Malheureusement nous ne sommes guère à même d'en tirer les leçons. Ses dirigeants, au lieu de reconnaître les difficultés rencontrées et de dire comment ils avaient été amenés à les surmonter, à les contourner, surtout à capituler devant elles, ont de très bonne heure caché ces difficultés, comme des maladies honteuses. Ils ont menti aux ouvriers russes, puis aux militants du parti, puis à eux-mêmes. Un jour, ils n'ont même plus su ce que c'était que la vérité. Si bien que ce qui aurait dû être une leçon salubre, vivante pour des générations dans le monde entier a constitué l'empoisonnement moral, le sabotage intellectuel de ces générations. Le révolutionnaire professionnel est devenu le menteur, l'escroc professionnel, méprisant les masses, les manœuvrant à plaisir et les poussant, avec le culte du chef, derrière tous les tyrans possibles ; arrivant à faire croire que le socialisme aboutit au retour à l'esclavage.

S'y retrouver dans cette montagne de mensonges entassés sur la Révolution russe, c'est une grande tâche à laquelle nous reclinons si peu qu'on nous reproche parfois d'en être obsédés. Comment ne le serions-nous pas ? Nous ne sommes pas de ceux qui admirent Staline justement parce qu'il a nettoyé la Russie des hommes de 17. Nous sommes hélas de ceux qui, de Zimmervald à la mort de Lénine, emboîterent le pas à ces hommes.

Mais ce n'est pas une raison pour méconnaître ce que peut nous apprendre 48. Cette Révolution de quatre mois, il y a cent ans, dans notre pays, elle est toute proche de nous. Certes, bien des conditions ont changé. Tant que cela ? Les ouvriers parisiens qui se figuraient que Lamartine, Ledru-Rollin, Goudchaux allaient faire leur bonheur étaient-ils tellement différents de ceux qui défilent aujourd'hui devant Thorez, Joliot-Curie et Aragon ? Il n'y a sûrement pas eu grande augmentation de la capacité politique. Un rapprochement entre les flatteries à l'égard du peuple en février 1848 et celles qui ont couvert les travailleurs en juillet 1944 ne s'impose-t-il pas à l'esprit ? Ne croyez-vous pas que le mot de l'avocat Marie le soir du 24 février : « Il faut amuser l'émeute jusqu'à ce qu'on puisse la museler » a pu être repris à la libération par quelque Paul Reynaud d'aujourd'hui. Ni le prolétariat ni la bourgeoisie n'ont tellement changé. Des bourgeois retors ou tortueux, depuis ce Marie jusqu'au sinistre Falloux, des généraux Cavaignac, croyez-vous que la race n'en fleurit plus maintenant ? Les étudiants de Centrale ou de Polytechnique, dont le rôle d'alors est présenté sans panache, s'ils ont changé, n'ont-ils pas changé en pire ? Dans la volière parlementaire, ne trouverait-on pas un ou plusieurs dindons jacobins à la Ledru-Rollin ? Des socialistes comme Louis Blanc qui se figurent avoir agi quand ils ont discoursé ?

Henri Guillemin fait une part très grande à l'action de Lamartine, sans toutefois l'approuver souvent ; il montre notamment que sa tactique consista à détacher une partie du prolétariat pour combattre l'autre ; dressant les Ateliers nationaux contre la Commission ouvrière du Luxembourg ;

recrutant dans les rangs ouvriers la jeune garde mobile qui fera merveille en juin. Cette tactique on peut se demander si elle n'est pas reprise aujourd'hui ; à nous de veiller à ce que Forcé Ouvrière par exemple serve l'émancipation ouvrière et non défende la bourgeoisie.

H. Guillemin n'est pas juste à l'égard de Proudhon, qui était bien autre chose qu'un faux paysan du Danube, mais qui ne s'est pas retrouvé dans ce flux d'événements. Ce grand bonhomme si peu systématique fut victime de son propre système ; son idée de banque du peuple l'empêcha de comprendre ce qui se passait et d'y prendre part. Au reste un philosophe est-il souvent un homme d'action ? Le drame des journées de juin, c'est qu'elles furent une insurrection du désespoir, sans guides et sans direction d'ensemble. Peut-être Blanqui leur a-t-il manqué ? Il était une fois de plus emprisonné, mais, présent, eût-il accordé confiance à un mouvement si différent de sa propre pensée ? Le sort du mécanicien Marche montre ce qu'ont dû faire les militants ouvriers de l'époque. C'est Marche qui conduisit le 25 février la délégation ouvrière au gouvernement provisoire et dit à Lamartine : « Assez de phrases comme ça ! » On le retrouve, avec « un calme courage », le dimanche 25 juin, organisant les barricades du faubourg St-Antoine.

« La Tragédie de Quarante-huit » d'Henri Guillemin ne peut être lue sans qu'à chaque instant on se dise : Que ferait-on aujourd'hui ?

Louis Ménard avait justement qualifié 48 de prologue d'une révolution. — Pourquoi diable, Galtier-Boissière, n'avez-vous pas assuré la réédition du beau témoignage auquel votre oncle avait donné ce titre ? — Comme dans tout prologue, on trouve dans 48 tous les thèmes que l'histoire sera amenée à développer. Puisse-nous ne pas aller vers de plus vastes, de plus compliquées et sans doute de plus terribles journées de juin ?

P. MONATTE.

**L'Ere de l'Impérialisme de Robert LOUZON** (Editions Spartacus).

En une forte brochure, R. Louzon décrit l'évolution probable de l'humanité, pendant ce qu'il appelle l'ère de l'impérialisme ou encore la fin du troisième cycle de l'histoire de la civilisation (le 1er cycle étant caractérisé par la civilisation des « grands fleuves » : le Nil, l'Indus, le Fleuve jaune, etc... — le deuxième cycle par la civilisation méditerranéenne : la Grèce et Rome — le troisième cycle, par la civilisation industrielle menée par les peuples du rebord de la chaîne hercynienne, riche en charbon.)

L'évolution économique impose l'unification du monde, contrariée par les réactions nationales. La synthèse imposée par la force se résoudra dans la constitution d'un empire mondial. Les candidats en présence sont actuellement la Russie et les Etats-Unis. Mais l'impérialisme de cette dernière puissance, « d'ordre plus matériel que psychologique » triomphera vraisemblablement. Seulement la réalisation de l'empire du monde marquera le terme de la décadence, c'est-à-dire la fin de la civilisation. Et soit par la guerre atomique, soit même par un accident provoqué par l'énergie atomique, cette fin de la civilisation industrielle — à laquelle aucune autre civilisation ne pourrait se substituer — aboutirait probablement à la fin de l'humanité.

En ce domaine où les anticipations les plus audacieuses s'imposent, Louzon nous offre, comme suprême consolation, l'espoir d'une espèce biologique composée d'êtres aussi supérieurs aux hommes que ceux-ci le sont aux singes anthropoïdes.

Les lecteurs de la R.P. retrouveront dans cette large fresque des observations et des idées qui leur sont familières mais développées, approfondies, éclairées, menées jusqu'à leur terme logique.

Paradoxal, dit-on de Louzon. Le terme le hérésie, toujours. Il est injustifié, s'il sous-entend cette vir-

tuosité intellectuelle qui présente les faits à la manière d'une peinture de Picasso. Par sa pensée comme par son style, Louzon s'apparente à la grande tradition classique de simplicité et de clarté. Mais si le paradoxe heurte l'opinion commune, imposée par les politiciens, les idéologues et les littérateurs, oblige à « repenser » tous les problèmes avec une brutale netteté, il vaut mieux — comme disait Jean-Jacques Rousseau — « être un homme à paradoxes qu'un homme à préjugés ».

Trop schématique, dit-on aussi. Et certes en dégageant ce qu'il croit être l'essentiel, Louzon simplifie la réalité. Mais c'est qu'il ne limite pas sa vision à la stricte actualité, sa pensée aux frontières d'un pays ou aux bornes d'une génération. Ce sont les mouvements séculaires qu'il veut suivre — mouvements dont le rythme s'accélère à un tel point qu'à notre époque d'aviation, de T.S.F., de bombes atomiques l'imagination la plus hardie s'essouffle pour rattraper la réalité. En 1937, l'article de Louzon sur « l'unification du monde » (R.P. du 10-12-1937) faisait sourire les réalistes. Trois ans après, la question posée semblait résolue. En 1928, en face du délire apocalyptique de Monmousseau, Louzon écrivait tranquillement : Pas de guerre avant dix ans ! La guerre a éclaté en 1939.

Que les ouvriers lisent la brochure de Louzon, sérieusement, non pour y trouver des formules de propagande, mais pour méditer sur l'histoire dont ils sont les artisans. Que les intellectuels sagaces la discutent, avec le même souci de baser leur examen sur des données aussi solidement établies. Ce serait bouffonnerie que de taxer de légèreté un homme qui utilise, en pleine connaissance, non seulement les propositions de Marx, mais encore les travaux du géographe De Martonne, du mathématicien Einstein, du philosophe Hegel, du géologue Ch. Depéret, des biologistes J.-B.-S. Haldane et Paul Lemoine...

On ne s'étonnera pas que nous formulions nous aussi quelques réserves sur certaines opinions de Louzon. En particulier sur la différence essentielle, formulée dans la brochure entre les caractères des deux grandes guerres mondiales — celle de 1914, concluant les luttes du dix-neuvième siècle pour l'émancipation des nationalités — celle de 1939 engageant la compétition suprême pour l'empire du monde. Nous ne doutions pas jusqu'ici du caractère impérialiste de la guerre de 1914 — dont la guerre de 1939 nous apparaissait comme le prolongement et l'achèvement.

Enfin, on ne peut nier le terrible pessimisme des conclusions de Louzon. Et là encore notre ami est fidèle à la tradition des moralistes et des philosophes classiques. Le pessimisme prouve la clairvoyance et excite la volonté. Mais la conclusion de Louzon semble sonner le glas de nos espoirs.

C'est que pour Louzon le syndicalisme révolutionnaire était bien plus qu'une doctrine, une « raison de vivre ». Il attendait tout de la capacité révolutionnaire de la classe ouvrière, à qui il reproche non d'avoir été vaincue, mais de ne pas avoir voulu vaincre, d'avoir été « le dieu aveugle qui réalise les desseins de la nature », de donner son sang pour assurer le pouvoir de la bourgeoisie bureaucratique, comme elle l'a donné pour assurer celui de la bourgeoisie capitaliste.

Nous sommes plus modestes et plus patients. Aux deux extrémités de la chaîne, en U.R.S.S. et aux Etats-Unis, la classe ouvrière ne vit-elle pas avec le maximum d'intensité et de densité, des expériences déjà vécues partiellement par la classe ouvrière de l'Europe occidentale ? Est-ce par aveuglement que celle-ci a assuré la victoire de la démocratie bourgeoise ? N'est-ce pas par réaction consciente qu'elle s'est livrée au « socialisme » bureaucratique ? Rien ne nous permet d'affirmer que c'est là la fin de son évolution.

Et même si la logique implacable des faits nous donne tort, « quelque chose en nous » (pour reprendre une formule de Louzon), quelque chose d'intuitif et presque irrationnel nous dit que ce n'est pas fini, que tout peut renaitre. Et c'est ce « quelque chose » qui nous permet de supporter, sans que notre foi s'écroule, la lecture passionnante et redoutable de « L'Ere de l'impérialisme ».

R. H.

## « Grande Conspiration » et grand mensonge

Le texte anglais de « La Grande Conspiration contre l'U.R.S.S. » a été publié à Boston le 4 février 1946, dans le même temps que le livre de Kravtchenko paraissait à New-York et que le « Staline » de Trotski était envoyé aux libraires. Il est à peine nécessaire d'indiquer qu'il ne s'agissait pas d'une coïncidence fortuite.

« La Grande Conspiration » avait été commandée pour apporter une riposte à ces deux ouvrages au moment même où ils seraient à la disposition du public. C'est ce qui explique, par exemple, la nature et la violence des attaques contre Trotski.

Pour valoriser ce travail de propagande on le présenta comme l'œuvre de « deux journalistes américains ».

On avait déjà connu, à New-York, un auteur de cette sorte : c'était alors un « journaliste français ». Le premier livre sur la France, l'effondrement et l'armistice, fut annoncé et publié comme l'œuvre d'un « journaliste français », André Simone. On se demanda aussitôt : qui est-ce ? Personne ne le connaissait. On finit assez vite par savoir qu'il ne s'appelait pas Simone mais Katz, qu'il était Allemand, et que, comme référence journalistique, il indiquait une vague collaboration au journal de Buré — ce qui suffisait évidemment à le classer.

Le livre qui prétendait dénoncer et stigmatiser « les hommes qui ont trahi la France » n'était rien d'autre qu'un écho des rabâchages du Front populaire enregistré par un de ces « antihitlériens » qui, par leur sottise, avaient favorisé l'accession de Hitler au pouvoir et ne voyaient d'autre moyen de l'abattre qu'en excitant les sentiments chauvins des nations démocratiques. Mais du pacte Staline-Hitler, pas un mot. Pourtant il y avait là quelque chose ressemblant assez bien à une trahison.

Même camouflage avec les auteurs de « La Grande Conspiration ». Les « journalistes américains » sont, en réalité, des staliniens travaillant pour la propagande. Leur livre est moins primitif, bien plus subtil que celui de leur compère André Simone. Ce qu'il peut contenir de vérité est noyé dans une accumulation de mensonges à la fois énormes et raffinés. Le chef-d'œuvre du genre, celui qui sert désormais de modèle, c'est l'« Histoire du parti communiste russe », dernière version. Staline n'est pas arrivé d'un coup à cette perfection. On sait que plusieurs de ces « Histoires » ont été condamnées peu après leur publication, que même des Encyclopédies ont été envoyées successivement au pilori — à mesure que leurs auteurs étaient déclarés ennemis du peuple et fusillés. Il fallait attendre la disparition de tous les témoins gênants pour pouvoir fabriquer l'ouvrage où Staline « prouverait » que tous ceux qui l'accusèrent de trahir le socialisme et la révolution étaient, et avaient toujours été, des agents de l'étranger.

Les staliniens se plaignent ici qu'on fasse le silence autour de ce livre — encore une conspiration. En Amérique, il connut une autre aventure. Quoi qu'on puisse prétendre, le public américain est infiniment mieux informé que tout autre. Il a pu lire pendant la guerre et sur la guerre toutes les thèses, connaître tous les témoignages, confronter tous les récits de correspondants. Dans une critique modérée, le « New York Times », soulignant le ton uniforme d'apologie et, surtout, les « oublis », concluait que « c'est un livre qu'on ne peut lire qu'avec étonnement ».

Mais il y en eut beaucoup d'autres et de moins bénignes. A tel point que l'éditeur, alarmé, se hâta de renoncer au copyright et retourna « La Grande Conspiration » à ses auteurs dès le 29 avril 1946,

soit dix semaines après la publication, fait dont on ne connaît pas d'analogie dans l'édition américaine. Il croyait avoir accueilli un travail historique honnête et s'apercevait qu'il s'agissait simplement de propagande.

Il y avait aussi, dans ce renvoi de l'œuvre à ses auteurs, des considérations matérielles. Menacé d'un procès par Jean Valtin-Krebs, l'auteur de « Sans patrie ni frontières », l'éditeur s'empressa — comble d'infortune pour les staliniens ! — de lui présenter ses excuses, les plus complètes et les plus humbles. Dans une lettre en date du 20 juin 1947, A. R. McIntyre, président de la maison d'édition Little, Brown and Co, reconnaissait être « incapable de fournir la preuve des assertions diffamatoires », et il reconnaissait aussi « avoir négligé de vérifier l'exactitude » des faits allégués dans « La Grande Conspiration », bien qu'il ait présenté le livre comme un ouvrage soigneusement documenté. « J'ai demandé aux auteurs, écrit-il, de fournir la preuve des assertions vous concernant ; ils ne me l'ont pas apportée ». Prenant un à un les huit paragraphes incriminés, il se voyait contraint d'enregistrer, sur chacun d'eux, les ripostes de Valtin, et d'exprimer le regret d'avoir publié des accusations que les auteurs sont incapables de prouver, concluant par ces mots : « Little, Brown and Co est fier de sa longue pratique d'édition soignée et consciencieuse, et regrette sincèrement de ne pouvoir effacer le tort qu'il a pu vous causer par la publication sous son nom de « La Grande Conspiration ». Vous comprendrez, cependant, que pour la publication de livres qui contiennent des données historiques, l'éditeur ne peut faire plus que prévenir les auteurs, comme il le fit dans ce cas, qu'ils doivent être prêts à prouver l'exactitude de leurs assertions... Si certaines d'entre elles se révèlent être inexactes, l'éditeur ne peut que reconnaître, comme nous le faisons, la faute commise et le tort causé, et faire tout son possible pour éviter toute répétition de ce tort à l'avenir. »

Les staliniens ont fait le maximum de bruit autour de ce livre mais n'ont jamais mentionné cette lettre de l'éditeur. Ils ont même organisé une réunion, dans une salle de la Sorbonne mise à leur disposition, où trois hommes dont c'est le métier de prôner le stalinisme ont analysé « avec brio » et « avec esprit » « La Grande Conspiration » devant de « nombreuses personnalités » allant du professeur Hadamard à Francis Jourdain. Là-dessus « l'Humanité » s'écrie : « L'existence de « la grande conspiration contre la Russie » démontrée en Sorbonne. » Elle a été « démontrée » devant des hommes d'avance convaincus, dont plusieurs sont des maîtres dans leur spécialité mais pour le reste se montrent aussi sots que le plus sot des boutiquiers. L'un d'eux voyageait avec un non-stalinien lorsque la nouvelle arriva de l'attaque de Hitler contre la Russie : « Vous voyez ! s'écria-t-il triomphant, Staline est avec nous. — Pardon, ce que je vois c'est que Staline est attaqué par son partenaire et se défend. — Naturellement, vous allez encore ergoter... »

La Sorbonne a vu pire, si possible, et sous le patronage de l'Unesco, quand Aragon, voulant accoler le nom de Trotski à celui de Hitler, déclara que leur doctrine commune reposait sur « les minorités agissantes » — montrant par là que chez lui l'ignorance le dispute à la canaillerie. Les vieux « sorbonnards » qu'on attaquait de droite et de gauche n'étaient certes pas sans défauts ; ils pouvaient être à l'occasion étroits et bornés : je ne crois pas qu'ils auraient permis pareille profanation de leur maison.

A. R.

# FAITS et DOCUMENTS

## Une déclaration des travailleurs nord-africains

trait de la C.G.T. et leur passage en grand nombre à la C.F.T.C. :

Les raisons pour lesquelles nous avons quitté la C.G.T. sont multiples. D'une façon générale, on peut dire que les travailleurs musulmans ont été profondément écœurés par les agissements des communistes qui, après leur avoir promis monts et merveilles sur le plan syndical, les ont stalinement laissés tomber. Nous avons conscience, d'ailleurs, qu'ils se moquent éperdument de nos revendications.

Ce qui compte, à leurs yeux, ce n'est que l'aboutissement politique de tous les mouvements déclenchés parmi la classe ouvrière, et le caractère donné systématiquement à toutes leurs grèves et manifestations de masse en apporte le témoignage.

**Nos griefs.** — Mais nous avons aussi des griefs d'ordre plus précis. Le 23 avril dernier, par exemple, toutes les organisations musulmanes avaient décidé de défiler à part, le 1<sup>er</sup> mai, comme les Espagnols ou le Viet-Nam. La C.G.T. avait tout d'abord donné son accord. Mais, le 26 avril, par la bouche du camarade Hénaff, elle nous fit savoir :

— Votre situation n'est en rien comparable à celle des Vietnamiens !

— Sans doute faudrait-il que le sang coulat aussi chez nous ? lui répliquèrent nos délégués.

Les travailleurs musulmans, d'autre part, attendaient un journal, un journal qui fût leur et constitué pour eux une tribune libre. On nous donna « La Voix de l'Algérien », organe de propagande mouscotaire.

Il y eut également le congrès de l'Union des syndicats des 3, 4 et 5 juin, à la Grange-au-Belles, congrès où l'on nous fit savoir par l'organe d'un de nos soi-disant représentants, le dénommé Youkana, que nous n'avions pas voix délibérative mais seulement consultative.

Parlerons-nous des grèves où nos camarades furent mis lâchement en avant et abandonnés par les communistes comme dans le Nord, aux Tréfileries et laminiers du Havre, à Clermont-Ferrand, ce dernier mouvement nous valant six blessés graves et sept arrestations ?

Nous n'en finirions pas, en vérité, si nous devions énumérer tous nos sujets de mécontentement.

**Pourquoi nous avons rallié la C.F.T.C. ?** — Vous vous êtes étonnés au « Populaire » que nous ayons rallié la C.F.T.C. en aussi grand nombre. La raison en est simple : c'est que nous avions déjà dans cette centrale syndicale un noyau important et organisé. De plus, nous y jouissons d'une autonomie administrative et financière totale en même temps que d'une représentation proportionnelle au sein des organismes directeurs. Ce que nous n'avons jamais connu à la C.G.T.

Mais il convient de dire aussi que certains travailleurs musulmans ont adhéré spontanément à « Force Ouvrière », au lendemain, notamment, des incidents du 1<sup>er</sup> mai. Nous n'y voyons, d'ailleurs, aucun inconvénient et nos rapports avec cette centrale ouvrière sont des plus cordiaux.

**Nos revendications.** — Au premier rang de nos revendications figure la création de centres de formation professionnelle accélérée à l'usage des musulmans, c'est-à-dire comprenant des cadres et moniteurs parlant arabe. Il est inadmissible, en effet, et humiliant pour nous d'être considérés comme susceptibles de ne fournir uniquement que des manœuvres alors que nous avons souvent d'autres possibilités.

Le paiement des allocations familiales nous préoccupe également et nous voudrions qu'il fût effectué par mandats directs aux intéressés sans passer par l'administration algérienne.

Nous nous élevons, d'autre part, contre cette pré-

cer le contrôle de la distribution des denrées attrition intolérable de la C.G.T. communiste d'exerbuées aux Nord-Africains à l'occasion des fêtes musulmanes. Nous les connaissons trop pour ne pas douter de leur équité.

**Le mouvement musulman.** — En manière de conclusion, vous pouvez affirmer aujourd'hui que les responsables cégétistes, par leurs maladresses successives, leur manque de compréhension absolu du mouvement musulman, ont perdu à jamais notre confiance et les centaines de milliers d'adhérents que nous représentons.

Solidement groupés, désormais, dans nos sections C.F.T.C. et de Force Ouvrière, c'est avec confiance que nous poursuivrons la lutte pour l'émancipation du monde du travail musulman.

## 400 travailleurs vietnamiens arrêtés en France

Un comité de défense des travailleurs vietnamiens vient de se constituer. Il signale à l'opinion française l'arrestation de 400 de ses travailleurs et demande aux organisations d'intervenir pour empêcher les déportations projetées.

Le gouvernement de la IV<sup>e</sup> République a choisi la date du 14 juillet pour opérer une vaste rafle parmi les travailleurs vietnamiens parqués en France. Selon un plan minutieusement établi, des arrestations ont été effectuées simultanément dans les camps situés à Marseille, Sorgues, Montauban, Roanne, Lyon, Belfort, Epinal, Cambrai, Sainte-Livrade, Bias, Romans, Villefranche, Décines, etc... S'inspirant des méthodes de la Gestapo, les forces de police et de gendarmerie opèrent en pleine nuit, à l'insu des populations françaises.

Ils s'acharnèrent sur les travailleurs avec une brutalité révoltante, les frappant et pillant leurs biens, argent, montres, machine à écrire, vivres, cigarettes.

**Règne de l'arbitraire.** — Que reproche-t-on à ces travailleurs ? S'agit-il de malfaiteurs ?

Amenés en France en 1939-40 pour être employés dans l'industrie de guerre, 12.000 travailleurs vietnamiens continuent à mener dans les camps de la métropole, loin de leur pays et de leurs familles, une vie artificielle et dissolvante.

Le crime, qu'on ne leur pardonne pas, c'est qu'ils n'ont pas cessé de témoigner une solidarité active envers la lutte menée par le peuple vietnamien tout entier pour son indépendance. C'est qu'ils ne sont pas tombés dans le piège grossier de Bao-Dai et du gouvernement fantoche de Xuán. C'est aussi qu'ils se sont donné une organisation exemplaire qui tient en échec toutes les manœuvres de l'administration colonialiste. C'est enfin, qu'ils ont également manifesté leur soutien aux luttes des travailleurs français.

Les travailleurs vietnamiens arrêtés dans la nuit du 14 juillet et dont le nombre s'élève à près de 400 sont pour la plupart des délégués élus par leurs camarades. Aucun délit ne peut leur être reproché. Ils ne sont l'objet d'aucune poursuite, les mesures dont ils sont les victimes relèvent de l'arbitraire le plus total.

**Une déportation qui n'ose pas dire son nom.** — Qu'advient-il de ces 400 travailleurs arrêtés, regroupés actuellement dans une caserne de Privas ? On peut le prévoir aisément d'après une récente expérience.

En février dernier, 126 travailleurs vietnamiens également délégués pour la plupart, furent arrêtés. Peu après, on les embarqua de force, en pleine nuit, à destination de Saïgon où les attendait un camp de concentration. Un communiqué gouvernemental baptisa cette opération du nom de « rapatriement ».

Il s'agit en réalité d'une déportation ayant pour objet de livrer les éléments les plus dévoués et les plus conscients des camps, ceux que l'administration considère comme des « meneurs » ou « fortes têtes », à la vengeance des colonialistes de Saïgon. On espère ensuite réussir, par la menace et l'intimidation, à domestiquer la masse des travailleurs et à les soumettre au régime de Bao-Dai et des Xuán.

**Halte à la déportation.** — Les travailleurs et les démocrates de ce pays ne sauraient laisser s'accomplir des actes aussi criminels. Leur passivité apparaîtrait inévitablement aux yeux du peuple vietnamien et de tous les coloniaux comme une complicité tacite avec le colonialisme.

Laisser aujourd'hui libre cours à l'arbitraire qui frappe les travailleurs vietnamiens donne un encouragement à la réaction. Les travailleurs français en seront les prochaines victimes.

Le comité de défense des travailleurs vietnamiens appelle toutes les organisations ouvrières, syndicales, démocratiques à protester avec vigueur et à tout mettre en œuvre afin d'empêcher la déportation des travailleurs arrêtés et d'imposer leur libération. Il invite tous les travailleurs et démocrates à s'associer à son action.

— Pour que cesse toute mesure répressive à l'égard des travailleurs vietnamiens.

— Pour empêcher que s'accomplisse sous couvert de rapatriement leur déportation politique.

— Pour la reconnaissance officielle de la délégation générale des travailleurs vietnamiens, émanation directe des camps.

## L'alliance franco-allemande condition de la survie de l'Europe

Ce n'est pas sans quelque surprise qu'on a pu lire dans le *Monde* (2 août), sous la plume de M. Maurice Duverger, cette vigoureuse critique de la politique allemande

préconisée par de Gaulle et par nos stalinien.

La solution du général de Gaulle tient en deux principes simples à formuler sinon à appliquer : contrôle de la Ruhr et morcellement de l'Allemagne. Ces principes s'imposent si l'on admet que l'Allemagne est le danger principal pour la France et l'Europe, ce que les derniers siècles d'histoire paraissent démontrer avec évidence. Beaucoup de Français y sont donc sincèrement attachés, et pas seulement les gaullistes ; il est assez curieux de constater que la position du parti communiste est à peu près identique sur ce point à celle du R.P.F. Le rendement électoral explique bien des choses, en même temps que l'avantage pour l'U.R.S.S. d'un contrôle interallié sur la Ruhr, qui conduirait les soviétiques au bord du Rhin.

Cette conséquence du système n'est pas son défaut principal d'ailleurs, mais l'irréalisme total qu'il manifeste. On peut juger très séduisant, en théorie, de ressusciter les petites principautés germaniques, et les folkloriques s'en réjouiront certainement. Mais l'Allemagne d'aujourd'hui conserve trop conscience de son unité pour qu'un tel découpage soit capable de résister au temps, à moins d'être maintenu par un système permanent de violence et de contrainte qui engendrerait une réaction nationaliste et la justifierait du même coup.

Système d'autant plus absurde qu'il repose sur une base fautive : l'Allemagne était le danger principal pour la France dans une Europe pratiquement isolée du reste du monde ; elle ne l'est plus dans un monde où l'Europe devient une proie que se disputent l'Amérique et la Russie. L'asservissement au système policier russe ou au système capitaliste américain, voilà le vrai danger pour l'Europe. Et sa menace plane sur l'Allemagne comme sur la France et sur toutes les nations du vieux continent, dont l'union solide est le seul espoir de salut.

L'erreur essentielle de la solution du général de Gaulle est de s'appliquer dans le cadre du vieux duel franco-allemand alors qu'une alliance franco-allemande est la première condition de la survie de l'Europe. A ceux qui s'indignent de ces paroles je rappellerai simplement que leurs grands-pères se sont indignés de la même façon au début de ce siècle lorsqu'on parlait d'alliance franco-anglaise. Ce qui nous semble aujourd'hui monstrueux nous le trouverons naturel demain.

## Adrienne MONTÉGÜDET

Nous avons appris la mort à Biarritz, où elle dirigeait un foyer de jeunesse, de la camarade Adrienne Montégudet.

En 1919 Adrienne Montégudet, alors institutrice dans la Creuse, avait apporté son effort à la minorité syndicaliste de la *Vie ouvrière*. Plus tard, lors de la crise russe, elle hésita quelque temps avant de nous rejoindre. Mais les événements la ramenèrent. Elle fut des nôtres dès la réparation l'an dernier.

Encore une ancienne qui disparaît. Encore un vide dans nos rangs.

## ENFIN LE TELEPHONE !

Nous avons enfin le téléphone. Ce n'a pas été sans mal. Voilà vingt mois que nous attendions. Et juste au moment où nous commençons à désespérer. On nous avait même assuré que par volonté d'en haut jamais nous ne l'aurions. Heureusement, quelques amis ont fait démentir cette prédiction. Il est bien naturel que nous les en remercions.

Notez le numéro de téléphone : CENTRAL 17-08.

## L'EFFORT D'OCTOBRE

Faute d'un moine l'abbaye ne doit pas chômer. Faute de cuisinier et d'administrateur la R.P. ne devait pas suspendre même pour un numéro. Finidori, parti faire une cure de soleil au Maroc, a été relevé par Berlot. Hagnauer, parti aux champs, l'a été par Monatte pour un numéro ou deux. Ainsi le « noyau » a fait son devoir. Nous ne pouvons en dire autant de nos amis de Paris et de province. Tout s'est ralenti, correspondance, rentrées d'argent, listes de possibles.

Un effort, les amis, si vous voulez qu'en octobre nous montions de 1.400 abonnés au moins aux 2.000.

La publication du tableau des abonnés par département a fait horreur à quelques camarades. Comment nous sommes encore si peu !

Vite pour octobre des listes de possibles, tant pour la région parisienne que pour la province.

— Rectifions une coquille du dernier tableau : Haute-Saône, passée de 0 à 1. Naturellement nous n'avons jamais pris la Corse pour la Corée.

— Nous n'avons plus d'exemplaires des numéros 1 et 9. Prière aux camarades qui ne font pas collection ou qui les ont en double de nous les envoyer.

— Même demande à ceux qui disposeraient de numéros de la *Révolution prolétarienne* d'avant 1939 et de la *Vie ouvrière* d'avant 1914.

— Des camarades demandent une nouvelle réunion des abonnés de la région parisienne. Qu'en pensez-vous ?

— Quelqu'un nous dit que la déclaration de la Ligue syndicaliste devrait être mise à jour sur le point de l'unité syndicale. Il demande ce qu'il est advenu des commissions d'études de la Ligue par grande industrie. Votre avis ?

## SITUATION A FIN AOUT 1948

### RECETTES

<b>Abonnements :</b>	
Ordinaires .....	16.810
De soutien .....	4.000 = 20.810
<b>Souscriptions</b> .....	3.140
<b>Vente au numéro</b> .....	1.930
<b>Publicité</b> .....	1.245
<b>Divers</b> .....	10
<b>Total des recettes</b> .....	27.135
En caisse au 1er août .....	230.175
	257.310

### DEPENSES

Impression et routage n° 16 de juillet .....	47.750
Impression et routage n° 17 d'août .....	47.750
<b>Frais divers :</b>	
Timbres, frais de bureau ....	2.129
Librairie .....	315
Expédition du n° 17 d'août ..	879
Installation du téléphone ....	10.428 = 109.246

### SOLDE

En espèces .....	25.579
Aux chèques-postaux .....	122.485 = 148.064

### SOUSCRIPTIONS

Favier (Paris), 50 ; Nouelle (S.-et-O.), 100 ; Durand (Algérie), 200 ; Imbert (Rhône), 30 ; Couic (Finistère), 100 ; Ménard (Loiret), 80 ; Giraudon (Loire), 30 ; Bollengier (Paris), 50 ; Plougeot (Haute-Marne), 500 ; Marcadet (S.-et-O.), 2.000. — Total : 3.140 fr.

### ABONNEMENTS DE SOUTIEN

Lancia (Jura), 1.000 ; Croze (Paris), 3.000. — Total : 4.000 fr.

Le gérant : J.P. FINIDORI.



# LA DOCUMENTATION ÉCONOMIQUE ET SYNDICALE

Coopérative d'édition et de librairie

157, RUE DE VAUGIRARD, PARIS-XV<sup>e</sup>

Tél. SEGUR 89-81

Métro : Pasteur

C. C. P. PARIS 5450.00

## LES LIVRES DU MOIS :

### Littérature

Carlo Lévy : <i>Le Christ s'est arrêté à Eboti</i> .....	325 »
John Steinbeck : <i>Les Pâturages du Ciel</i> .....	220 »
Albert Camus : <i>Lettres à un ami allemand</i> .....	90 »
Henri Michaux : <i>Ailleurs</i> .....	390 »

### Politique — Histoire

H. Rauschnig : <i>Le Temps du Délire</i> .....	400 »
R. Louzon : <i>L'Ere de l'Impérialisme</i> .....	70 »

### Pédagogie — Psychologie

Paul Foulquié : <i>Les Ecoles nouvelles</i> .....	150 »
Pierre Naville : <i>La Formation professionnelle et l'Ecole</i> .....	150 »
Sigmund Freud : <i>Moïse et le Monothéisme</i> .....	265 »

### Economie

Pierre Waline : <i>Les Relations entre patrons et ouvriers dans l'Angleterre d'aujourd'hui</i> .....	400 »
--	-------

### Extrait de notre catalogue

Alfred Rosmer : <i>Histoire du Mouvement ouvrier pendant la Guerre</i> .....	300 »
C. Talès : <i>La Commune de 1871</i> .....	100 »
Marcel Martinet : <i>Culture prolétarienne</i> .....	100 »
Rosa Luxembourg : <i>Accumulation du Capital</i> .....	100 »
Rosa Luxembourg : <i>Lettres de la Prison</i> .....	40 »

Notre coopérative de librairie est spécialisée pour fournir toute la littérature du mouvement ouvrier, constituer des bibliothèques de syndicats ou de comités d'entreprise. Elle peut fournir également la littérature classique ou moderne.

Demandez notre Catalogue général et notre Bulletin mensuel.

## SPARTACUS CAHIERS MENSUELS

publie la plus importante étude de

**Robert LOUZON**

depuis la parution de « L'Economie capitaliste » :

# L'ERE DE L'IMPÉRIALISME

Vaste fresque de l'évolution du monde moderne tendant à l'UNITÉ. Analyse des problèmes essentiels posés par le conflit qui oppose l'IMPERIALISME américain et le COLONIALISME russe. Devenir de l'HOMME...

1 vol. in-16 jésus de 100 pages, 70 fr., franco 80 fr.

J-LÉFÈVRE 15 RUE DE LA HUCHETTE  
PARIS (5<sup>e</sup>) C.C.P. PARIS 633-75

*Il faut lire*

# LEON TROTSKI

(traduit du russe par J. Van Heijnoort)

# STALINE

(Illustré de 4 hors-texte)

« Les mythes contradictoires par lesquels un homme incarne Dieu ou le Diable rencontrent plus souvent le succès que l'approche objective par l'histoire ou la biographie. C'est par cette dernière route qu'avec un rare mérite Léon Trotski est allé à la rencontre de son modèle »

Maurice NADEAU (Combat)

Un vol. de 620 pages

Prix : 540 fr.

Du même auteur chez le même éditeur :

La Révolution trahie 210 fr.

Les Crimes de Staline 210 fr.

**GRASSET**